

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PETITE ENTENTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT.

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 11 juin, à 3 heures

PAR

Aurel COSMA

Président : M. G. DE LA PRADELLE, professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, professeur
GIDEL, professeur

PARIS

JOUVE & C^e. ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PETITE ENTENTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 11 juin, à 3 heures

PAR

Aurel COSMA

Président : M. G. DE LA PRADELLE, professeur

*Suffragants { MM. BASDEVANT, professeur
 GIDEL, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1926

LA

PETITE ENTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Président : M. G. DE LA TRAPPELLE, professeur
Rapporteurs : MM. HASSELTANT, professeur
GIDEL, professeur

PARIS

LOUVE & C^{ie} ÉDITEURS

15, RUE CASSE, 15

1873

A MON ONCLE

AUREL COSMA

Docteur en droit,
Ancien ministre des Travaux publics en Roumanie
Député de Timisoara

En toute reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PETITE ENTENTE

INTRODUCTION

La justice et la providence des peuples ont voulu que la guerre mondiale s'achevât par la victoire des Alliés. L'héroïsme et les sacrifices des soldats réunis sous les glorieux drapeaux de la Grande Entente ont réussi à anéantir les ambitions néfastes de ceux qui visaient à la domination de l'Europe. L'Allemagne et ses satellites durent capituler devant les armées alliées et signer les traités de paix élaborés à la conférence de Paris. La liberté et l'indépendance des nations furent assurées. Ces traités, comme le disait Take Jonesco, « n'ont pas créé un nouvel ordre de choses, mais ils ont seulement légitimé l'ordre de choses que la logique implacable des événements avait déjà créé (1). »

Les différents peuples qui composaient l'Autriche-Hongrie quittèrent leur oppresseur séculaire pour chercher dans les cadres d'Etats nationaux la satis-

1. *Journal des Débats*, 27 août 1921.

faction de leurs aspirations. Ainsi, sur l'emplacement de l'ancien empire des Habsbourg la victoire commune des Alliés fonda une Hongrie émancipée, une République autrichienne libre de soucis monarchiques, un Etat indépendant des Tchèques et Slovaques, une Pologne ressuscitée, une Roumanie agrandie et un royaume des Serbes-Croates-Slovènes fortifié.

Ce nouvel aspect de l'Europe centrale ne pouvait plaire à tout le monde. Les Hongrois regrettèrent leurs frontières historiques et les Autrichiens exprimèrent leur désir de s'attacher à l'Allemagne afin de poser les bases solides d'une Germanie future. Cet attachement aurait été un danger pour la paix. Aussi fallait-il imaginer quelque chose qui pût écarter l'Autriche de cette combinaison. Et c'est alors qu'on songea à réunir les Etats danubiens en une sorte de confédération.

Cette *confédération danubienne* a été préconisée par des hommes politiques qui avaient fait leur éducation diplomatique d'après les vieux principes de l'équilibre européen et qui n'ont pu que difficilement s'habituer au nouvel aspect de la carte de l'Europe centrale. A leurs yeux l'existence d'une forte puissance au milieu du continent était indispensable pour la sécurité des Etats. Ils savaient bien que la Double-Monarchie était morte à jamais. Mais ils voulaient à tout prix construire un organisme similaire. Ils prétendaient « réparer l'édifice écroulé des

vaincus avec de la poussière de ruines » (1). Evidemment, il fallait chercher des moyens pour resserrer les liens entre les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, mais ces moyens devaient s'inspirer des tendances nouvelles, éclairées par l'esprit des traités de 1919-1920, et non reprendre les méthodes vieilles et tout à fait contraires aux intérêts permanents des peuples sauvés de l'oppression par la victoire.

En outre cette idée d'un Etat fédératif n'était point en opposition avec les aspirations autrichiennes de former l'unité allemande. Elle constitue, au contraire, une forte contribution à la cause pangermaniste, parce que l'union des Etats danubiens sous cette forme ne peut avoir d'autre objet que « de rendre à l'Autriche et à la Hongrie la prééminence sur les nations balkaniques et de préparer la restauration des Habsbourg à la tête d'une nouvelle monarchie agrandie..., où les éléments germaniques auraient la prépondérance » (2). On comprend donc facilement qu'une pareille monarchie fût devenue tôt ou tard un excellent instrument entre les mains de l'Allemagne. C'eût été le projet de Guillaume II réalisé par ses ennemis. On se demande alors avec raison si c'est là le résultat des efforts et des sacrifices de millions de vies humaines? C'est un sacrilège

1. *Journal des Débats*, 9 mai 1921; Auguste Gauvain : Le traité roumano-tchécoslovaque et l'Europe centrale.

2. *Idem...*, 11 septembre 1920, Auguste Gauvain : La Petite Entente.

contre la mémoire des héros que de tourner notre pensée vers le but poursuivi par nos ennemis d'hier. Les puissances de l'Occident ont compris la réalité des choses et le péril qui eût pu menacer l'Europe si cette union s'était réalisée. Elles l'ont repoussée et aujourd'hui ce n'est plus qu'une page noire dans l'histoire de la diplomatie européenne.

Mais si ce projet, lancé avec tant d'enthousiasme, n'a pas trouvé d'écho dans le jugement sain et clairvoyant de la majorité des diplomates, il a eu par contre une conséquence heureuse : le réveil des Etats successeurs de la Monarchie dualiste. Ces Etats virent dans ce plan de construction d'un nouvel empire danubien une menace contre leur intégrité et leur indépendance. Ils se rendirent compte que le moment était venu de consolider l'amitié traditionnelle qui les avait unis pendant les jours douloureux du passé. Ils furent ainsi amenés à s'entendre en vue d'une collaboration plus étroite pour la défense de leurs intérêts vitaux.

Mais ce n'est pas la seule raison qui les rendit attentifs au danger dont leur sécurité était menacée. C'est surtout l'attitude de la Hongrie qui les inquiétait. Les Hongrois n'ont pu se consoler du nouvel ordre de choses établi par les traités de 1919-1920 et notamment par le traité du Trianon qui abolit les anciennes frontières du royaume des Habsbourg en consacrant la liberté des nationalités opprimées jadis. La presse hongroise inventa mille faits pour altérer la vérité

sur la sage politique minoritaire des gouvernements des Etats voisins. Elle inonda le monde entier d'une propagande intense en faveur de la restauration de l'ancien royaume de Saint-Etienne. Les agents des différentes sociétés irrédentistes chantèrent les lamentations magyares sur la lyre de l'innocence et manifestèrent leur foi inébranlable en la modification des traités « injustes » et en la restauration de la Hongrie dans ses anciennes frontières. Les hommes d'Etat avouèrent ce « secret » dédain des engagements pris par la Hongrie et affirmèrent sans scrupule que « le peuple hongrois, il est vrai, a signé le Traité du Trianon, mais, dans son for intérieur, il ne l'a jamais accepté » (1). Evidemment cette attitude provocante de la Hongrie a mis en garde les Etats héritiers de l'ancienne Monarchie qui ont compris que les aspirations magyares visaient en première ligne leur sécurité et leur intégrité et que, par voie de conséquence, la paix du centre de l'Europe se trouvait ébranlée. Il fallait donc prendre des précautions. Et c'est de cette nécessité que la Petite Entente est née.

Mais, à côté de cette attitude de la Hongrie et de l'idée d'une confédération danubienne, d'autres causes encore déterminèrent cette union entre les peuples de l'Europe orientale. Les liens de la Grande Entente commencèrent à se détendre. Les Etats

1. F. Jean Desthieux : La paix n'est pas faite. II. La Petite Entente. Paris, 1922, p. 179.

alliés crurent que la victoire et la Société des nations seraient des garanties assez fortes pour le maintien de l'ordre de choses établi par les traités de 1919. Ils avaient confiance dans la bonne foi des vaincus. Or, les années d'après-guerre nous ont montré combien ils avaient tort. Les puissances centrales cherchèrent maintes fois à se soustraire aux obligations contractées à la conférence de la paix. Et en face de cette mauvaise foi, la Grande Entente resta indolente. La France et les petits Etats vainqueurs du centre-européen ont été les seuls à protester énergiquement. Cette indifférence dans le règlement de la paix montrait bien déjà la désagrégation de la Grande Entente qui a fait plus d'une fois ressentir ses mauvais effets, au cours des dernières années. La non-ratification du traité de Versailles par les Etats-Unis a quelque peu contrarié la consolidation de la paix et la force morale de la Société des nations. Mais on espère que le gouvernement de Washington verra la nécessité d'un pareil organisme international et ne tardera pas à sanctionner ce traité, dont l'élaboration concernant le Pacte de la Société des nations fut dirigée par son illustre président. Les peuples vaincus perdront alors tout espoir d'une modification du *statu quo*, espoir qui fut peut-être encouragé par cette abstention des Etats-Unis. Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que l'unité des Alliés traversait une crise susceptible de nuire à la pacification du monde.

La guerre universelle à peine finie, on vit surgir

des malentendus à propos de la question de délimitation des différentes frontières. Ainsi l'affaire de Fiume, le problème du Banat, le conflit de la Haute-Silésie et beaucoup d'autres encore marquèrent un commencement de scission entre les Etats de la Grande Entente. D'autre part de nouvelles guerres inquiétantes éclatèrent, parmi lesquelles celles entre la Pologne et la Russie, puis entre les Grecs et les Turcs, pour ne citer que celles-là. Toute l'Europe en fut agitée. La propagande bolcheviste et les mouvements révolutionnaires ébranlèrent la sécurité du continent. Personne ne songea plus qu'à se défendre. La Société des nations se trouvait dans une phase d'organisation et ne pouvait encore intervenir efficacement. Alors, en face de ces événements, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, poussées par la nécessité de la sauvegarde de leurs intérêts nationaux, s'unirent dans un groupement qui fut baptisé plus tard : *la Petite Entente*.

On peut dire aujourd'hui, de cette entente, qu'elle est la plus solide de toutes. C'est grâce à elle que la paix et l'exécution des traités sont garanties dans l'Europe centrale et les Balkans. Elle est donc un accessoire utile de la Société des nations.

Il ne faut pas chercher dans cette Petite Entente une tendance de séparatisme comme l'ont prétendu quelques publicistes. Les Etats qui la composent sont membres de la Société des nations et comme tels, en se groupant seulement pour faciliter leur tâche, ils

dirigent leur activité commune vers la réalisation du programme de cette ligue des peuples, programme qui est en même temps le leur. C'est pour cette raison que les grandes puissances occidentales ont accueilli avec intérêt et confiance cette alliance des petits Etats, alliance qui, à leurs yeux, constitue un obstacle à toute tentative de restauration du *statu quo* d'avant-guerre.

On verra plus loin, dans l'histoire de la Petite Entente, qu'elle a toujours été fidèle à son rôle, celui de maintenir l'ordre de choses établi par les traités, et que, par conséquent, elle a rendu de réels services pour la consolidation de la paix.

PREMIÈRE PARTIE

L'HISTOIRE DE LA PETITE ENTENTE

TITRE PREMIER

L'ORIGINE DE LA PETITE ENTENTE

L'idée d'une collaboration intime entre les différentes nations qui composent la Petite Entente remonte au temps de la domination austro-hongroise. Les nationalités de l'ancienne Monarchie dualiste ont été appelées par leurs intérêts vitaux à s'entendre en vue d'une action commune pour la sauvegarde de la liberté de conscience et de la culture nationale. Le grand écrivain tchèque, Havlitchek, préconisait dès le milieu du *xix^e* siècle cette unité d'action de tous les éléments slaves de l'empire habsbourgeois avec les autres nationalités opprimées, mais surtout avec les Roumains (1). Et c'est là qu'il faut chercher l'origine de la Petite Entente laquelle n'est qu'une

1. F. Dominois : La solidarité slave et les Tchéco-Slovaques (*Le Temps*, 15 février 1921).

continuation de cette collaboration d'avant-guerre.

Les anciens rapports d'amitié et le souvenir des souffrances endurées en commun sous la dure « tutelle » des Habsbourg facilitèrent la formation de la Petite Entente qui ne se constitua dans sa forme actuelle d'alliance défensive qu'après la conclusion de la paix.

L'origine de cette alliance pacifique et les circonstances qui contribuèrent à sa consolidation, furent exposées dans *La Revue de France* (1^{er} novembre 1921) par l'inspirateur et l'un des fondateurs de la Petite Entente, Take Jonesco qui, avec sa clairvoyance et sa pénétration de diplomate érudit, montra la nécessité d'un rapprochement des Etats victorieux de l'Europe centrale.

« Pour tout homme qui ne veut pas se tromper lui-même », écrivait Take Jonesco, « il est certain qu'après une guerre comme la dernière, qui a bouleversé de fond en comble tout le passé, les nations se grouperont pendant longtemps en deux faisceaux : les satisfaits et les mécontents, ceux qui sont intéressés à conserver ce qu'ils ont justement gagné et ceux qui ne rêvent qu'à détruire ce qui a été obtenu par notre victoire sur eux;... il ne serait pas sérieux de croire que les vaincus d'hier, qui ont été en même temps les provocateurs de la catastrophe, ont accepté ou accepteront l'ordre de choses auquel ils ont dû se plier par la force des armes.

« Cette conception nette des dangers de l'avenir,

la nécessité d'empêcher que l'émiettement de l'Europe centrale soit nuisible à l'ordre général se sont imposées aux hommes politiques, qui voyaient, en 1918, avec l'accomplissement du rêve séculaire, approcher l'heure où de lourdes responsabilités allaient peser sur leurs nations, rappelées à la vie et à la liberté, mais obligées désormais de travailler pour le maintien de l'ordre et de la liberté de tous.

« C'est dans cet esprit que déjà, dès l'automne de 1918, des pourparlers ont commencé entre MM. Benès Vénizélos, Pachitch et moi, à Paris et à Londres...

« Notre but était de constituer, autour des traités de paix, un mur destiné à empêcher toute tentative, d'où qu'elle vînt, pour les démolir ou même les ébrécher, car la paix du monde, à notre avis, ne peut être basée que sur le maintien intégral de ces traités si justes et si modérés, en dehors desquels il y a le chaos.

« Les moyens? Nous sommes arrivés aux conclusions suivantes : un traité d'alliance entre les cinq Etats garantirait à chacun d'entre nous l'intégralité de nos frontières; un contact permanent serait établi entre les cinq ministères des Affaires étrangères pour que notre action dans le monde soit commune; une place, occupée à tour de rôle par chacun d'entre nous, serait demandée dans le Comité permanent de la Société des Nations; le Conseil suprême serait prié d'admettre alternativement chacun d'entre nous à ses délibérations pour que ses décisions ne

soient pas prises sans nous; enfin l'instruction militaire et l'armement seraient organisés sur le même plan dans les cinq pays. Nous croyions que c'était là le maximum de ce qu'il était possible de réaliser à ce moment-là. Nous laissions au temps le soin de pousser plus loin la liaison entre nos Etats. »

Ainsi, dans la conception de l'ancien président du conseil roumain, l'entente devait se faire uniformément et à la fois, dans un pacte unique, entre les cinq petits Etats vainqueurs de l'Europe orientale, savoir : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce. Take Jonesco projetait donc la création d'un admirable organisme international destiné à sauvegarder la paix et à garantir le *statu quo* établi par les traités. Mais plusieurs difficultés surgies après la guerre ajournèrent la mise en œuvre de ce projet d'alliance.

La Petite Entente ne pouvait pas à cette époque naître d'un accord unique. Il fallait procéder par étapes et par une série de conventions défensives; la première fut signée à Belgrade le 14 août 1920, entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Cette convention fut complétée le 23 avril 1921 par un traité d'alliance roumano-tchécoslovaque et, le 7 juin de la même année, par une convention roumano-yougoslave. Ces trois traités d'alliance formèrent la base de la Petite Entente.

A côté de ces accords il faut encore citer la convention polono-roumaine du 3 mars 1921 et le traité

polono-tchèque du 23 avril 1915 qui ont élargi en quelque sorte le cadre de la Petite Entente.

Actuellement le projet de Take Jonesco est donc en bonne voie de réalisation. Il est vrai que l'alliance ne comprend encore que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et Yougoslavie, mais on peut espérer, avec tout l'optimisme de l'ancien homme d'Etat roumain, que la Pologne ne tardera pas à adhérer à cette alliance. Quant à la Grèce, son entrée est aujourd'hui plus problématique que jamais.

On va examiner, d'ailleurs, ces deux problèmes dans une partie spéciale consacrée à l'étude détaillée d'une extension éventuelle de la Petite Entente.

CHAPITRE PREMIER

LES ACCORDS

SECTION I. — *La convention tchécoslovaque-yougoslave.*

La pierre fondamentale de la Petite Entente fut posée à Belgrade le 14 août 1920 par la signature d'une convention défensive entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

La nécessité d'une alliance entre les Etats héritiers de l'Autriche-Hongrie était parfaitement évidente, mais il était difficile de la réaliser, surtout à cause des nombreuses divergences et frictions qui existaient encore entre ces pays. On se rappelle le conflit polono-tchèque sur la question de Teschen et la délimitation de la frontière roumano-yougoslave dans le Banat. D'autre part l'attention de la Roumanie était dirigée vers la Russie soviétique et la Grèce avait beaucoup de difficultés avec les Turcs. Le moment ne paraissait pas encore opportun pour tenter ce rapprochement entre les cinq peuples. Il fallait d'abord préparer le terrain de l'entente. Et M. Benès la bien compris. Sa clairvoyance et son sens diploma-

tique lui montrèrent qu'il fallait ouvrir la voie des accords qui conduirait peu à peu à la réalisation de la Petite Entente. Comme la traditionnelle amitié et les intérêts immédiats avaient assuré la conclusion d'une alliance entre les Tchécoslovaques et les Yougoslaves, M. Benès se décida à prendre directement contact avec le gouvernement de Belgrade et c'est ainsi que, peu de temps après, une convention défensive fut signée par les représentants des deux pays (voir le texte de cette convention : annexe I).

Les plénipotentiaires de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, MM. Edouard Benès et Momtchillo Nintchitch, « fermement résolus à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le Pacte de la Société des nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920 », prirent l'engagement qu'en cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie contre l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie viendrait à la défense de la Partie attaquée, de la façon déterminée par les conventions militaires conclues à la suite de cette alliance. Ainsi ce traité d'alliance prévoyait la conclusion d'une convention militaire. Les deux États s'engagèrent en outre à ne signer aucune alliance avec une tierce puissance, sans en aviser préalablement l'autre. Cette convention fut conclue pour une durée de deux années.

Quelle est la portée de l'alliance tchéco-yougoslave ? M. Benès l'a définie dans les termes suivants :

« Nous voulons faire, dit-il, une politique de larges horizons, politique visant à la stabilisation de l'Europe centrale et à la recherche d'une base d'entente avec nos alliés, en vue de l'affermissement de la paix. Notre rôle, certes, est modeste; mais il peut-être important dans les circonstances présentes. Tout en servant nos intérêts, cette politique profite aux Alliés auxquels elle apporte un renforcement d'autorité. Nous sommes heureux de montrer aussi à ceux qui regrettent le démembrement de l'Autriche ou qui rêvent d'une Confédération danubienne, que l'Europe centrale et sud-orientale peut parfaitement se consolider par une entente directe entre les principaux héritiers de la Double-Monarchie. Nous avons également un but spécial, qui est de faire entendre aux Magyars qu'ils doivent s'assagir et cesser d'être un foyer de troubles. En cela encore, ce ne sont pas des intérêts nationaux égoïstes, mais ceux de la paix européenne que nous prenons en mains. »

Il est très intéressant de connaître l'impression qu'a produite cette convention défensive à l'étranger. La presse alliée en général l'a approuvée et les hommes politiques, quoique peu informés sur le but de cette entente, l'ont accueillie favorablement. L'Angleterre et la France ont vu dans cette alliance le commencement de la stabilisation pacifique de l'Europe sud-orientale. L'Italie, au contraire, irritée par le projet d'une confédération danubienne, qui aurait menacé sa sécurité, crut que cette alliance des deux

peuples slaves ne pouvait constituer que le début d'un Etat fédératif. Mais aussitôt qu'elle connut le véritable but de la Petite Entente l'opinion italienne devint favorable. Les milieux politiques de Rome, mis au courant des intentions pacifiques des gouvernements de Prague, Belgrade et Bucarest, comprirent qu'une pareille entente entre les Etats successeurs de l'ancienne monarchie ne pouvait que servir aussi les intérêts de la péninsule italique. Garantir l'exécution du traité du Trianon c'est garantir en même temps celle du traité de Saint-Germain, car tous deux ont leur sort étroitement lié.

La Hongrie, de son côté, protesta et craignit que la convention de Belgrade ne devînt le pivot de l'impérialisme tchèque. Elle se heurta à un nouvel et plus fort obstacle dans ses velleités de bouleverser les frontières et l'ordre établis par les traités. C'est dans ce but que la presse magyare tâcha d'intriguer et sema avec beaucoup d'habileté le grain des malentendus dans le terrain de l'amitié tchécoslovaque-yougoslave. Mais le sol n'était pas propice pour de pareilles cultures.

Quant à la Roumanie, elle constata avec satisfaction que le projet de son ministre des Affaires étrangères était en bonne voie de réalisation. On attendit même la conclusion avec la Tchécoslovaquie d'une convention semblable à celle de Belgrade. Toutefois quelques parlementaires de l'opposition critiquèrent l'éventuelle adhésion de la Roumanie à la Petite

Entente parce qu'ils redoutaient la désapprobation des Alliés.

En Tchécoslovaquie la presse manifesta unanimement son contentement et le Parlement acclama les déclarations de M. Benès sur l'alliance avec les Yougoslaves, mais les socialistes et les bourgeois allemands exprimèrent leur répugnance pour cette « alliance séparée » qui a leurs yeux, était dirigée contre l'Allemagne.

En Yougoslavie la presse fut de même très favorable. Tous les journaux firent ressortir la nécessité de cette entente qui acheminera les deux pays vers la consolidation réciproque de leurs frontières, consolidation qui est aussi la condition capitale de leur développement.

Cette convention fut communiquée aux principales puissances, ainsi qu'à la Société des nations.

Deux ans après, elle fut renouvelée et complétée par de nouvelles stipulations. Ce fut le 31 août 1922 que les deux présidents des Conseils tchécoslovaque et yougoslave, MM. Benès et Nik. Pachitch, décidèrent à Marianske Lazné (Marienbad) la prorogation du traité du 14 août 1920 pour une durée de cinq années (voir le texte du nouveau traité d'alliance : annexe II).

Le préambule de la nouvelle convention ajoute au but fixé dans le traité de base les deux points suivants : le raffermissement et le maintien de la paix, ainsi que la consolidation et l'amplification des

liens politiques et économiques entre les deux Etats.

Les deux pays contractants s'efforceront d'asseoir sur une base solide toutes leurs relations économiques, financières et celles de leurs moyens de transport. En conséquence ils décident de conclure des arrangements particuliers, spécialement un traité de commerce conforme à ce but.

En outre les deux parties s'engagent à se prêter l'appui politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux. Dans le cas où elles croiraient leurs intérêts communs menacés, elles s'obligent à se concerter sur les mesures propres à les sauvegarder.

SECTION II. — *La convention roumano-tchécoslovaque.*

Après avoir conclu le traité de Belgrade, M. Benès s'est rendu à Bucarest. Il a communiqué au gouvernement roumain le résultat de son séjour dans la capitale yougoslave et a échangé avec le ministre des Affaires étrangères de Roumanie des mémorandums qui précisaient les points de vue communs sur les différentes questions intéressant les deux Etats. Ces mémorandums ont servi de base aux négociations et au préparatifs d'une convention semblable à celle qu'avaient signée la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Le désir de chacune des deux parties était évidemment d'aboutir le plus tôt possible à un pacte d'alliance, mais ce n'était pas très facile. Entre les peu-

ples roumain et tchèque il n'existait pas une similitude d'intérêts aussi prononcée qu'entre les Yougoslaves et les Tchèques. Il fallait donc préparer d'abord l'opinion publique pour une pareille alliance. En outre il y avait une différence entre le projet de la Petite Entente préconisé par Take Jonesco et celui conçu par M. Benès. Le ministre tchèque ne redoutait qu'une attaque de la part des Hongrois, dont la haine envers la jeune République est attisée par la perte pour eux de la Slovaquie à laquelle ils tenaient beaucoup. Son projet était de cimenter un mur contre la Hongrie. Mais la Roumanie, avec une population deux fois plus grande que la Hongrie, ne pensait pas à la possibilité d'un danger de ce côté-là. Elle redoutait plutôt l'extension du bolchevisme russe. Pour elle une alliance qui aurait garanti ses frontières avec la Russie aurait été plus intéressante. C'est pour cela que Take Jonesco a toujours insisté pour l'entrée de la Grèce et surtout de la Pologne dans cette combinaison parce qu'alors la Petite Entente, constituée par cinq Etats intéressés au maintien du *statu quo*, pourrait donner plus de sécurité à l'intégrité des pays nouveaux de l'Europe centrale. Le ministre roumain savait bien que la nation tchèque est russo-phile et qu'elle ne pourrait accepter une alliance dirigée contre la Russie. Il était donc difficile de concilier les intérêts et d'unifier les deux projets de la Petite Entente. Cependant on l'a essayé et grâce à la bonne volonté et à la sincérité, dont firent preuve les deux

gouvernements, l'entente se réalisa, si non tout de suite, du moins peu de temps après.

La visite de M. Benès à Bucarest a beaucoup avancé les choses. Les deux ministres des Affaires étrangères tombèrent d'accord sur les moyens de faire respecter le traité du Trianon, mais on se garda d'aborder la question russo-polonaise. Le problème territorial, resté en suspens entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie dans la région de Marmaros, fut également réglé en principe et pour l'arrangement des détails on décida de nommer une commission mixte chargée des diverses questions concernant la délimitation de la frontière des Carpathes.

Le ministre tchèque put se convaincre, lors de son séjour à Bucarest, que le peuple roumain était désireux d'un rapprochement plus étroit avec les Tchécoslovaques et que le raffermissement de l'amitié entre les deux nations était souhaité par tout le monde. Le président du Conseil, le général Averesco, dit notamment : « Les efforts des deux pays ne peuvent être dirigés dans le moment présent que vers la consolidation de la situation créée à la fin de la guerre, et cela au moyen d'une sage et sérieuse concentration intérieure. Il faut qu'il n'existe plus de crainte de complications dangereuses. La voie la plus indiquée dans ce sens est de lier entre les deux pays des relations cordiales et amicales sur le terrain des intérêts communs(1). »

1. *Le Temps*, 26 août 1920.

M. Benès fit de son côté les déclarations suivantes à la presse roumaine :

« Une collaboration très intime, une alliance même entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie me semble nécessaire, pour garantir la paix, pour consolider l'Europe centrale, pour faire prospérer à l'intérieur nos pays, car nous ne saurions avoir une politique extérieure bien définie si nous ne sommes pas bien consolidés à l'intérieur. Une autre raison qui nous pousse à la collaboration, c'est l'intérêt économique, car nous ne pourrions jamais et à aucune condition accepter une confédération danubienne avec l'Autriche, la Hongrie et peut-être même la Bulgarie. Cette confédération impliquerait indirectement la tendance, de la part de la Hongrie, à persévérer dans ses velléités concernant ses frontières historiques, ce qui mettrait en danger aussi bien notre Slovaquie que votre Transylvanie. Nous ne pouvons pas accepter une pareille combinaison car une confédération danubienne signifie la reconstitution de la Hongrie dans ses frontières historiques (1). »

Les pourparlers engagés entre les gouvernements roumain et tchécoslovaque aboutirent ainsi à une entente de la même nature que celle de Belgrade. La convention défensive ne fut scellée que le 23 avril 1921. Elle fut signée à Bucarest par MM. Ferdinand Veverka et Take Jonesco (voir annexe III). Le texte

1. *Le Temps*, 26 août 1920.

du traité tchéco-yougoslave fut adopté entièrement, avec quelques additions. On y ajouta notamment la disposition suivante qui forme l'article 4 du pacte : « Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure qui ont trait à leurs rapports avec la Hongrie. » Cet article était inspiré par la leçon tirée de la première équipée de Charles IV l'ex-roi de Hongrie. Le traité prévoit encore la conclusion ultérieure d'une convention militaire devant fixer les modalités techniques relatives à l'exécution des dispositions contractées.

L'impression produite par la signature du traité tchéco-roumain sur les milieux politiques de la Grande Entente et sur la presse alliée fut très favorable. L'opinion étrangère était déjà éclairée sur le vrai but et les intentions pacifiques des petits Etats de l'Europe danubienne. On comprit que ce groupement d'Etats ne pouvait être qu'une forte sentinelle de la paix.

La durée de cette convention fut prolongée pour trois années par le Protocole signé à Prague le 7 mai 1923 (voir annexe IV). En même temps fut conclue la prorogation de la convention militaire prévue à l'article 2.

SECTION III. — *La convention roumano-yougoslave.*

Le troisième pacte constitutif de la Petite Entente est la convention défensive roumano-yougoslave du 7 juin 1921. Elle est l'heureux résultat de longues négociations entre Bucarest et Belgrade. Il existait un différend assez sérieux entre les deux gouvernements sur la délimitation de la frontière du Banat. Mais la nécessité et les derniers événements de Hongrie amenèrent les deux peuples à s'entendre. Le ministre des Affaires étrangères de Roumanie prit la décision d'aller à Belgrade régler toutes les questions concernant les relations de bon voisinage et conclure un traité destiné à compléter la chaîne des accords de la Petite Entente. L'accueil chaleureux fait à l'homme d'Etat roumain par la population et la presse serbes était l'indice le plus sûr que la visite de Take Jonesco aboutirait à la réalisation d'une entente parfaite entre ces deux pays. Et en effet, après trois jours d'entretiens, la convention défensive roumano-yougoslave fut signée. Elle prévoit les mêmes dispositions que celle conclue entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, mais elle ne se borne pas seulement à la garantie du traité du Trianon; son but est aussi de faire respecter le traité de Neuilly (27 novembre 1919), par conséquent de défendre le *statu quo* dans les Balkans (voir annexe V).

Après la signature de la convention, Take Jonesco,

au banquet qui lui fut offert, évoqua l'amitié historique de ces deux nations :

« En réunissant nos pensées et nos espoirs, disait le ministre roumain, nous sommes fidèles à toute notre histoire, car nous ne devons pas perdre de vue que nos deux peuples offrent le spectacle unique de nations voisinant pendant des siècles sans jamais entrer en conflit. C'est la leçon de tout un passé, aussi bien que la compréhension des nécessités actuelles, qui nous ont poussés à cette collaboration si féconde en résultats.

« Nous n'avons ni hostilité, ni rancune contre personne, mais nous savons que la paix n'est possible que par le maintien intégral de cette collaboration. Nos conditions sont les plus justes et les plus généreuses qu'un guerrier loyal ait jamais accordées à un vaincu (1). »

Avant son départ, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, fit encore les déclarations suivantes à la presse :

« Je termine le cycle de mes visites par Belgrade où je viens de conclure avec le gouvernement S. H. S. un accord visant, non pas les actes d'hostilité, mais le maintien intégral des traités de paix concernant nos deux nations. Nous tâchons en même temps de régler les questions pendantes relatives au commerce, à la circulation et à la navigation, bref toutes les affaires qui nous unissent.

1. *Journal des Débats*, 10 juin 1921.

« Le point de départ des accords constituant la Petite Entente fut le système des intérêts directs. Sur cette base furent conclus les accords roumano-polonais, roumano-tchécoslovaque, gréco-serbe et tchéco-yougoslave. Si, maintenant, nous arrivons à une entente roumano-yougoslave, nous aurons réalisé la coordination de nos vues politiques par une série d'accords partiels ou d'assurances mutuelles. Ces accords ont, selon moi, surtout pour but d'éviter que des divergences naturelles entre voisins puissent s'aggraver et présenter une fissure aux intrigues ennemies. C'est leur aspect le plus important, car il est permanent, tandis que la garantie défensive ne joue que dans le cas d'attaque. Nos accords évitent les lézardes dans le mur dressé par la victoire.

« Mon désir personnel serait d'arriver à une formule englobant aussi les intérêts indirects et généraux des peuples victorieux. La Petite Entente signifierait alors l'alliance de tous les vainqueurs de l'Europe centrale et orientale pour le maintien de tous les traités contre toutes les attaques. J'espère que les tendances actuelles évolueront dans ce sens... (1). »

La conclusion de cette alliance a eu comme première conséquence la reprise des relations amicales entre la Yougoslavie et la Roumanie, le règlement territorial et l'établissement d'un régime réciproque entre les églises et les écoles dans le Banat.

1. *Idem.*, 9 juin 1921.

Toute la presse de la Petite et de la Grande Entente a salué chaleureusement la convention roumano-yougoslave qui a posé encore une pierre pour la consolidation de l'édifice politique de l'Europe centrale.

Comme elle ne fut conclue que pour la durée de deux années, le 7 juillet 1923 un protocole fut signé à Bucarest par MM. Jean Duca et le ministre de Yougoslavie, protocole qui renouvela cette convention défensive pour trois ans.

SECTION IV. — *Les conventions militaires.*

Pour l'exécution technique des pactes constitutifs de la Petite Entente, les trois Etats, membres de cet organisme international, ont conclu entre eux trois conventions militaires : la convention roumano-tchécoslovaque du 2 juillet 1921, la convention tchéco-yougoslave du 1^{er} août 1921 et la convention roumano-yougoslave du 23 janvier 1922.

Elles prévoient les obligations des parties contractantes en cas d'attaque, non provoquée, de la Hongrie ou de la Bulgarie et les préparatifs militaires en vue de la défense de leur intégrité territoriale et de la garantie des traités du Trianon et de Neuilly.

*
* *

Ces conventions, qui lient réciproquement la Tché-

coslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, sont complétées par d'autres traités, et surtout par l'alliance polono-roumaine, qui forment ensemble ce qu'on appelle la Petite Entente. On fera une étude plus détaillée de ces accords dans la partie consacrée à la tendance d'élargissement du cadre de ce groupement du centre européen.

CHAPITRE II

LE RÔLE ET LA FORCE DE LA PETITE ENTENTE

Il n'existe pas de programme écrit de la Petite Entente. Mais son but est connu d'après les traités d'alliance et d'après les déclarations faites à ce sujet par ses fondateurs. Son rôle est à la fois pacifique, politique et économique.

La Petite Entente veut premièrement maintenir la paix en Europe centrale et orientale et garantir le respect des traités du Trianon et de Neuilly. Par là son but concorde avec celui de la Grande Entente et, en conséquence, elle est une précieuse collaboratrice de cette dernière. Pour assurer la pacification du centre européen, la Petite Entente oppose la plus grande résistance au retour des Habsbourg sur le trône de Hongrie et toute tentative de cette nature est considérée par elle-même comme une menace à la paix et à la sécurité des Etats participants.

En seconde ligne, la Petite Entente n'a aucune visée impérialiste. C'est une alliance de caractère purement défensif qui ne prévoit l'intervention militaire qu'en cas d'attaque non provoquée. Elle

a l'avantage d'empêcher la division des forces parmi les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie et d'entretenir ainsi une forte et vaste collaboration des peuples qui tous sont intéressés au maintien du *statu quo*. Comme telle, la Petite Entente peut prévenir efficacement chez les vaincus toute velléité d'agression et tout désir de modification de l'ordre de choses institué par les traités. Comme organisme politique, basé sur l'amitié réciproque, elle pallie en outre aux frictions et à l'antagonisme qui pourraient naître entre les pays limitrophes.

La Petite Entente a encore un rôle économique très important. Elle active les relations commerciales et financières entre les différents Etats qui la composent. On évite ainsi la gêne économique qu'aurait certainement causé le morcellement de l'ancienne monarchie.

Mais ce rôle, qui correspond à la forme actuelle de la Petite Entente, sera beaucoup amplifié lors de son extension à d'autres Etats. Par l'entrée de la Pologne, la Petite Entente deviendra un bloc solide qui s'étendra de la mer Baltique jusqu'aux Balkans. Elle sera alors une puissante alliance qui aura comme but principal la garantie de l'intégrité et de la sécurité de tous les Etats participants contre toutes les attaques et tous les dangers.

Quant aux moyens qui permettent la réalisation de ce rôle, ils sont nombreux. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation de chaque nation composant

la Petite Entente pour s'en rendre compte. L'armée, dont pourront en cas de nécessité disposer les Etats alliés sera beaucoup plus forte qu'il ne le faut pour le maintien de la paix et du *statu quo*. La consolidation intérieure de ces pays contribue aussi à renforcer cette entente. Les progrès considérables de l'industrie, la mise en œuvre des différentes réformes sociales l'assainissement financier et l'équilibre budgétaire des Etats de la Petite Entente, prouvent clairement que la vie économique a repris son cours normal dans la partie sud-orientale de l'Europe. Tout cela donne à la Petite Entente une grande force dont il faut tenir compte chaque fois que la sécurité de ses membres est mise en jeu. Son court passé nous a montré suffisamment que l'entente des petits peuples victorieux est une heureuse réalité et que, grâce à elle, les complications survenues au cours des dernières années dans l'Europe danubienne ont trouvé une solution satisfaisante.

TITRE II

L'ACTIVITE « DEFENSIVE » DE LA PETITE ENTENTE

La Petite Entente n'était pas encore constituée dans sa structure actuelle quand les événements de Hongrie ont inauguré son activité. Cependant la solidarité qui existait entre les Etats héritiers de la Double Monarchie a pu répondre aux nécessités et les heureux résultats qu'elle a donnés ont justifié avec plus de force l'importance d'un pareil groupement au milieu de l'Europe.

L'activité de la Petite Entente commence avec les deux équipées de l'ex-empereur Charles IV et l'affaire du Bugenland qui forment la période « défensive » de son histoire. Pendant ces troubles inquiétants, la Petite Entente s'est trouvée forcément amenée à se consolider et le concours donné par elle aux Alliés est devenu plus appréciable. Après l'échec des deux tentatives de coup d'Etat et après la déchéance des Habsbourg, l'atmosphère de l'Europe centrale devint plus calme et une tendance de pacification se manifesta dans les pays danubiens. C'est à partir de cette époque que commence l'activité la

plus féconde de la Petite Entente. Les relations économiques se développèrent entre les nations participantes et les conférences périodiques entretenaient et resserrèrent de plus en plus les rapports amicaux entre leurs gouvernements.

Dans les pages suivantes on donnera un résumé succinct de l'activité « défensive » de la Petite Entente. Quant à son activité, « constructive », elle fera l'objet du titre suivant.

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE ÉQUIPÉE DE L'EX-ROI DE HONGRIE

La première occasion qui se présenta à la Petite Entente de prouver la nécessité de son existence et de faire valoir sa solidarité fut la tentative de l'ex-roi Charles IV de remonter sur le trône de Hongrie. Les gouvernements de la Petite Entente étaient prêts à toutes les éventualités. Ils savaient qu'en Hongrie les officiers de l'ancienne armée nationale avaient constitué une association irrédentiste en vue d'entreprendre une propagande pour le retour de l'ex-souverain et que le vrai but de cette restauration était de restituer à la Hongrie les provinces attribuées par le traité du Trianon aux Etats successeurs (1). C'est pour cela que les fondateurs de la Petite Entente s'empressèrent de resserrer leurs liens et résolurent que toute tentative de restauration des Habsbourg serait considérée par eux comme un *casus belli*.

Mais l'ancien empereur d'Autriche se soucia peu de la Petite Entente, dont l'existence même lui semblait

1. Auguste Gauvain : Charles IV en Hongrie (*Journal des Débats*, 31 mars 1921).

incertaine. Il n'écouta que les conseils de ses courtisans, qui lui persuadèrent qu'à Budapest tout était préparé pour son arrivée. Et c'est ainsi qu'il se décida à quitter la Suisse et à se rendre dans son ancienne capitale, convaincu qu'il y était attendu avec impatience et enthousiasme. Il arriva à Vienne le vendredi saint, 25 mars 1921, à l'insu de tous, accompagné du comte Erdödy, pour conférer avec ses intimes. Le lendemain il partait pour la Hongrie et le soir même, descendait chez l'évêque de Steina-manger (Szombathely), où, sur sa demande, Mgr Mikes convoqua le président du Conseil, le comte Teleki, et le général Léhar. Ceux-ci prièrent leur ancien souverain de renoncer à ses projets de restauration, mais il était décidé à persévérer dans ses intentions. Il partit ainsi le dimanche de Pâques pour Budapest. Vers midi le Régent Nicolas Horthy eut la grande surprise de recevoir au Palais Royal la visite de Charles de Habsbourg qui sollicitait de lui le pouvoir. Après un long entretien le Régent refusa, disant : « Majesté, je suis à cette place par la volonté de la nation et de ses représentants légaux. Ma résolution est prise : je reste fidèle à mon mandat et au serment que j'ai prêté au Parlement (1). » Un Conseil des ministres, tenu ensuite, décida que la présence de l'ex-roi en Hongrie pourrait donner naissance à de graves complications et l'invita à quitter le pays. L'ancien empereur, trompé dans ses prévisions, reprit

1. *Journal des Débats*, 1^{er} avril 1921.

le chemin de Steinamanger, où il changea d'avis et forgea de nouveaux projets pour un véritable coup d'Etat. Il espérait gagner à sa cause la division du général Léhar. Celui-ci, sur l'insistance du compte Sigray, commissaire du gouvernement en Hongrie occidentale, et sur l'encouragement qu'il reçut de Mgr Mikes, se décida à servir son ex-monarque. Dans une proclamation adressée à ses troupes, le général Léhar fit appel aux soldats et les exhorta à se soumettre avec fidélité à tous les ordres de leur roi. Ainsi Charles IV disposa d'une division, qui fut complétée par les volontaires venus de la région de Steinamanger, soit trente mille hommes environ, tous décidés à marcher sur la capitale et à réintégrer leur souverain dans le palais de Buda.

Le retour de Charles de Habsbourg n'était attendu ni en Hongrie, ni ailleurs. Le gouvernement hongrois croyait que cette tentative serait vite liquidée. Les dirigeants magyars espéraient que l'ex-roi retournerait à son château de Prangins. Mais quand ils virent que Charles IV s'était mis à la tête d'une division et voulait, avec l'aide de la force militaire, reprendre possession du pouvoir royal, ils s'adressèrent aux représentants de grandes puissances. Les milieux politiques de Budapest furent unanimement d'avis qu'une restauration monarchique compromettrait beaucoup la situation de la Hongrie. La presse se montra de même opposée à un changement brusque de régime.

D'autre part, l'Assemblée nationale, réunie en séance extraordinaire, vota la résolution suivante :

« L'Assemblée nationale, représentant seule la souveraineté hongroise, ayant constaté que l'exercice du pouvoir royal a discontinué depuis le 13 novembre 1918, a élu, jusqu'au règlement de la question monarchique, un régent en la personne de Nicolas Horthy aux fonctions de souverain provisoire. Le régent a prêté serment et exerce le pouvoir conformément aux volontés de la nation exprimées selon le droit constitutionnel.

« Par suite de la rentrée imprévue du roi Charles IV, il y a lieu de craindre des dangers menaçant l'ordre légal prévu par la loi sur l'exercice provisoire du pouvoir souverain.

« L'Assemblée nationale proteste énergiquement contre toute subversion de cet ordre de chose établi et charge le gouvernement de supprimer toute tentative subversive (1). »

Mais il convient de noter que cette résolution, ainsi que l'attitude du gouvernement hongrois, furent prises après l'intervention et la protestation de la Petite Entente.

Ainsi l'empereur Charles s'était trompé dans ses prévisions, puisqu'il se heurtait partout à des difficultés et à des refus de la part des dirigeants hongrois, dont les sentiments pour la dynastie habsbourgeoise étaient plus atrophés qu'il ne l'avait cru. Toutefois, il ne faut pas s'imaginer que Charles IV

1. *Idem*, 3 avril 1921.

n'eût plus de partisans et de gens dévoués à sa cause, mais ceux-ci ne pouvaient rien faire pour leur maître, notamment parce qu'ils redoutaient une intervention militaire de la Petite Entente et des Alliés et, par conséquent, la liquidation définitive de la question monarchique.

Les grandes puissances et les Etats de la Petite Entente ont toujours regardé la restauration des Habsbourg comme une question internationale, intéressant directement, non seulement la Hongrie, mais tous les pays de l'Europe. Donc cette équipée de Charles IV était considérée comme un danger inter-européen et par conséquent les différents Etats ont été obligés d'intervenir.

La Conférence des Ambassadeurs s'était déjà prononcée dans ce sens le 4 février 1920 :

« ... Les principales puissances alliées estiment, dit la déclaration, que la restauration d'une dynastie qui personnifiait aux yeux de ses sujets un système d'oppression et de domination des autres races avec alliance de l'Allemagne, ne serait compatible ni avec les principes pour lesquels on s'est battu, ni avec les résultats que la guerre a permis d'obtenir pour la libération des peuples jusqu'alors asservis. Il n'est pas dans les intentions, pas plus qu'on ne peut considérer comme le devoir des principales puissances alliées, d'intervenir dans les affaires intérieures de la Hongrie ni de dicter au peuple hongrois la forme de gouvernement ou de Constitution qu'il doit adopter pour lui-même. Cependant *les Puissances ne*

sauraient admettre que la restauration de la dynastie des Habsbourg puisse être considérée comme une question intéressant uniquement la nation hongroise. Elles déclarent donc par la présente qu'une restauration de cette nature resterait en désaccord avec les bases mêmes du règlement de la paix et ne serait par elles ni reconnue ni tolérée (1). »

Après l'arrivée de Charles IV en Hongrie, dans sa séance du 31 mars au Quai d'Orsay, la Conférence des Ambassadeurs adopta, sur l'initiative de M. Jules Cambon, une déclaration semblable en rappelant au gouvernement et au peuple hongrois les termes de la déclaration du 4 février 1920. La déclaration exprime ensuite le désir que le gouvernement de Budapest prenne « des mesures efficaces pour enrayer une tentative dont le succès, même momentané, ne pourrait avoir pour la Hongrie que de désastreuses conséquences » (2).

Cette déclaration fut communiquée au haut commissaire allié à Budapest et aux représentants à Paris des Etats membres de la Petite Entente.

Mais les plus intéressés, dans cette tentative de restauration, étaient les pays limitrophes de la Hongrie. Leur intégrité territoriale et leur sécurité se trouvaient immédiatement menacés. C'est afin d'en assurer la protection qu'ils s'entendirent pour une

1. Livre blanc : Documents diplomatiques concernant les tentatives de restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie (*l'Europe nouvelle*, 23 septembre 1922); document n° 1.

2. *Idem.*, document n° 12.

éventuelle démarche collective dans le cas où l'ancien empereur ne voudrait pas quitter le sol hongrois.

Les représentants à Budapest de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie furent chargés par leurs gouvernements d'intervenir énergiquement auprès du président du Conseil magyar pour lui demander de mettre Charles IV en demeure de quitter la Hongrie.

A ce sujet, Take Jonesco déclara à la Chambre roumaine :

« J'ai donné à notre ministre à Budapest des instructions dans le sens d'une opposition formelle au retour des Habsbourg. Le cas échéant, notre mission quittera la Hongrie. J'espère que les dirigeants actuels de la Hongrie ne nous forceront pas à recourir à des mesures plus énergiques. Nous sommes prêts à aider économiquement la Hongrie et à vivre avec elle dans les meilleurs rapports, mais nous ne pouvons regarder avec indifférence une tentative qui, sous le prétexte d'être une question de politique intérieure hongroise, voudrait saboter les résultats d'une victoire que nous avons acquise par tant de sacrifices et d'efforts héroïques (1) »

M. Benès fit de son côté, au Sénat de Prague, des déclarations semblables.

Les mesures prises par le gouvernement yougoslave ne furent pas moins énergiques. Le Conseil des

1. *Le Temps*, 5 avril 1921.

ministres décida de mobiliser trois corps d'armée et, dans le cas où un Habsbourg s'emparerait du trône de Hongrie, d'annexer, en manière de représailles, le district de Pécs à la Yougoslavie et d'occuper militairement la ville de Szeged (1).

Les Etats de la Petite Entente croyaient que les représentations faites au gouvernement magyar et la note de la Conférence des Ambassadeurs suffiraient pour obliger l'ancien monarque à reprendre le chemin de la Suisse. Mais l'ex-souverain espérait encore la réussite de son équipée.

En face de cette résistance, les gouvernements de la Petite Entente convinrent d'adresser au gouvernement hongrois un ultimatum en lui notifiant que, si Charles IV n'avait pas quitté la Hongrie le 7 avril (jeudi) avant six heures du soir, la Petite Entente mettrait à exécution les mesures convenues, c'est-à-dire : rappel de ses représentants, interruption des relations et commencement éventuel d'une démonstration militaire. En outre la Petite Entente était résolue à exiger de la Hongrie : une solution définitive de la question dynastique, la remise immédiate de la Hongrie occidentale à l'Autriche et la suppression des troupes irrégulières. On voulait même demander au gouvernement hongrois « une déclaration formelle consacrant la déchéance des Habsbourg et donnant aux Etats voisins le droit d'occuper certaines

1. *Journal des Débats*, 2 avril 1921.

parties du territoire hongrois si cet engagement était violé » (1).

Il est à noter que l'Italie approuva la démarche de la Petite Entente et se joignit avec d'autant plus d'énergie à la protestation collective des gouvernements de ces Etats, qu'elle était aussi menacée par une éventuelle restauration des Habsbourg.

Ainsi la Petite Entente était prête, dans le cas d'une réponse négative à son ultimatum, à commencer même les opérations militaires. Il était encore envisagé que les troupes tchécoslovaques et yougoslaves marcheraient vers Steinamanger et que l'armée roumaine occuperait tout le long de la rive gauche de la Tissa.

Mais la Petite Entente ne fut pas obligée d'intervenir et de mettre son plan à exécution, puisque l'ex-roi Charles quitta Steinamanger le 5 avril pour se rendre à Lucerne. Avant de partir, il trouva bon d'adresser un message au peuple magyar en affirmant sa foi dans un prochain retour.

L'équipée de l'ancien empereur s'est donc terminée par un échec complet. Charles IV put se convaincre que la Petite Entente n'était pas une chimère, mais une forte réalité. Il put même voir que l'accord était absolu entre la Petite et la Grande Entente en ce qui concernait sa tentative de restauration.

Il est parfaitement vrai que les événements de

1. *Le Temps*, 6 avril 1921.

Hongrie ont troublé la paix dans l'Europe centrale, mais ils ont contribué aussi à la consolidation de la Petite Entente. Les peuples héritiers de la Double Monarchie ont tiré une bonne leçon de cette tentative. Quoiqu'il n'existât à cette époque qu'une seule convention écrite entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, la solidarité de tous les Etats qui composent aujourd'hui la Petite Entente était bien évidente. Même la Pologne, dont les sentiments pour les Magyars étaient connus de tout le monde et dont l'amitié pour la Hongrie est séculaire, a aussi protesté contre le coup d'Etat préparé par l'ex-roi. Tous ces faits ont amené les Roumains et les Tchèques à la signature de leur convention défensive, qui n'existait qu'oralement, et ont accéléré la conclusion d'un traité d'alliance roumano-yougoslave. Ainsi, grâce à l'équipée de Charles IV, les pactes constitutifs de la Petite Entente ont été scellés plus tôt qu'on ne le croyait.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE DU BURGENLAND

Le traité du Trianon (art. 27) a attribué à l'Autriche deux comitats (départements) de la Hongrie occidentale, c'est-à-dire la région connue sous le nom de Burgenland. Le transfert de ces comitats occidentaux avait été fixé au 29 août 1921. Mais au commencement du mois de septembre « les gendarmes autrichiens venus pour prendre possession du Burgenland furent accueillis à coups de fusil par des troupes armées, revêtues de l'uniforme magyar, qui réoccupèrent ce territoire » (1).

On ne sait pas si ces troupes étaient des bandes d'insurgés ou des soldats faisant partie de l'armée régulière. Mais il n'existe pas de doute que la Hongrie, ainsi que la population hongroise du Burgenland étaient hostiles à un transfert des comitats occidentaux. Le mécontentement des dirigeants magyars était d'autant plus marqué, que cet agrandissement de l'Autriche se faisait aux dépens de la Hongrie.

1. Albert Mousset : La Petite Entente, Paris, 1923, p. 52.

L'amiral Horthy a même dit : « Nous avons été battus ensemble, il serait simplement loyal que l'Autriche refusât de s'accroître à nos dépens après nous avoir précipités dans la guerre (1). »

Il est vrai que cette attribution du Burgenland à l'Autriche est peut-être discutable, mais il n'est pas moins vrai que la Hongrie a signé le traité du Trianon par lequel elle s'est obligée à céder les comitats occidentaux. Elle devait donc exécuter ses obligations. Or, le gouvernement de Budapest ne s'est pas empressé d'accomplir les engagements pris. Le président du Conseil, le comte Bethlen, a déclaré que « la Hongrie n'a point refusé l'évacuation du territoire, mais elle a seulement retardé l'évacuation d'un tiers de ce territoire afin de conserver en mains des gages pour que l'Autriche donne aussi ce qu'elle doit à la Hongrie (2). »

Cette attitude du gouvernement magyar causa une vive impression dans les pays de la Petite Entente et surtout en Tchécoslovaquie. M. Benès envoya le 12 septembre 1921 au président de la Conférence des Ambassadeurs une note relative aux événements du Burgenland, événements qui avaient troublé la paix et la vie économique dans le centre européen, en lui demandant une intervention urgente (voir le

1. Maurice Muret : L'état d'esprit magyar (*Journal des Débats* 1^{er} juillet 1921).

2. *Journal des Débats*, 1^{er} septembre 1921.

texte de cette note : Livre blanc, *op. cit.*, document 28).

A Budapest on commença à craindre une intervention de la Petite Entente et l'occupation des comitats occidentaux par les armées tchécoslovaque et yougoslave.

La presse serbe demanda le respect et l'exécution du traité du Trianon. Les journaux roumains plaidèrent la même cause et attirèrent l'attention sur les conséquences graves que pourraient susciter la moindre modification ou dénégation des obligations stipulées par les traités. L'opinion publique en Tchécoslovaquie était d'avis que les Etats intéressés dans l'affaire du Burgenland prissent contact en vue de remédier promptement au désordre inquiétant qui régnait dans la Hongrie occidentale.

Les Hongrois, voyant ainsi que l'accord était parfait au sein de la Petite Entente et redoutant une intervention militaire, recoururent à la médiation du ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque. M. Benès accepta cette proposition, convaincu que par ce rôle d'intermédiaire entre Vienne et Budapest, il allait pouvoir augmenter la dignité et la force morale de la Petite Entente.

Mais dans les milieux officiels italiens on se montra nettement opposé à cette médiation. Les dirigeants de Rome, s'imaginèrent que ce serait pour les Tchèques et les Yougoslaves la meilleure occasion de réaliser leur désir d'avoir une frontière commune et de

créer ainsi le fameux corridor de communication entre les deux peuples slaves, dont l'idée avait été émise à la Conférence de la paix. Les Italiens redoutaient donc que l'intervention tchèque n'eût comme résultat l'occupation définitive du Burgenland par les armées slaves. Aussi commencèrent-ils à déjouer cette médiation et à préparer le terrain en vue d'une médiation italienne.

Le gouvernement hongrois comprit que le ministre des Affaires étrangères d'Italie, M. della Toretta lui aussi, était prête à assumer le rôle de médiateur. C'était donc le bon moment pour la Hongrie de prendre sa revanche contre ses voisins et de réduire l'importance de la Petite Entente. Les dirigeants magyars préférèrent abandonner l'offre faite à M. Benès et échapper ainsi à une médiation qui ne leur convenait guère. Ils saisirent donc l'occasion et s'adressèrent au cabinet italien. Ainsi le marquis della Toretta fut invité à trancher le litige austro-hongrois. Mais il déclara, qu'une médiation éventuelle ne devait aucunement entraver l'action des Alliés pour la sauvegarde des traités de paix et que toute délibération devait être basée sur l'exécution du traité du Trianon (1).

Les Alliés confirmèrent la médiation italienne en invitant officiellement les gouvernements de

1. Auguste Gauvain : L'affaire hongroise et l'Italie (*Journal des Débats*, 1^{er} octobre 1921).

Vienne et de Budapest à participer à la Conférence tenue à Venise, sous la présidence de M. della Toretta, en vue de la solution amicale de l'affaire du Burgenland.

La Conférence de Venise aboutit au protocole du 13 octobre (voir le texte : S. D. N. *Recueil des traités* volume IX, n° 254).

Les bases de l'accord sont les suivantes :

1^o Engagement de la part de la Hongrie d'obtenir l'évacuation du territoire entier par les bandes insurgées qui l'occupaient.

2^o La commission des généraux alliés à Sopron devait constater que la pacification, du territoire était accomplie et que, par conséquent l'Autriche était en mesure de procéder à l'occupation.

3^o Un plébiscite dans la ville et le district de Sopron devait décider si cette ville appartiendrait à la Hongrie ou à l'Autriche.

4^o Enfin toutes les questions qui pouvaient surgir à l'occasion du transfert du territoire devaient être soumises à l'arbitrage.

L'accord de Venise fut accueilli avec joie et satisfaction par l'opinion hongroise, notamment parce qu'elle avait toute confiance que la population de Sopron opterait pour l'annexion de cette grande ville à la Hongrie. Mais la commission des Affaires étrangères d'Autriche, ainsi que toute la presse autrichienne, manifestèrent une hostilité unanime envers un pareil arrangement qui ne respectait pas les clauses

du traité. Pourtant l'Autriche ratifia le protocole le 28 décembre 1921.

Les événements qui succédèrent au protocole sont : le plébiscite du 13 septembre 1921, qui s'était prononcé en faveur de la Hongrie, et plus tard, le 19 septembre 1922, la décision du Conseil de la Société des nations relative à la délimitation de la frontière austro-hongroise.

Quant à la Petite Entente, l'affaire du Burgenland forme la seule page noire dans son activité. Il est dommage que l'Italie et les grandes puissances n'eussent pas permis qu'elle accrût sa force et son prestige devant les Magyars en intervenant dans la question des comitats occidentaux. Une médiation tchèque menée jusqu'au résultat eût contribué encore à la consolidation de cette entente sud-européenne et par conséquent l'ex-empereur Charles n'eût pas eu l'envie de recommencer sa tentative de restauration.

CHAPITRE III

LA SECONDE TENTATIVE DE RESTAURATION DES HABSBOURG

Charles de Habsbourg, après l'échec de sa première équipée, commença de nouveau à forger les projets d'une tentative de restauration. Le dénouement du conflit austro-hongrois sur la question du Burgenland lui paraissait favorable à ses intentions. Il croyait qu'en écartant la Petite Entente et en récusant sa compétence dans le règlement du différend des comitats occidentaux, on avait compromis la cohésion des Etats qui entourent la Hongrie. Il se fonda encore sur l'amitié italienne, dont il avait vu la confirmation lors de la médiation qui avait abouti au protocole si avantageux pour les intérêts magyars. Mais l'ex-monarque fut encouragé d'autre part par les magnats et par l'aristocratie hongroise, qui pensaient qu'une éventuelle restauration pourrait seule entraver et anéantir les projets d'ordre social, particulièrement la réforme agraire, qui menaçaient leurs grandes propriétés et leurs titres historiques. Cette fois, l'ancien souverain fut convaincu que

« son peuple » lui réservait une entrée triomphale et que la Petite Entente n'avait plus la force et le prestige suffisants pour lui résister. Il prit donc le rude chemin de la gloire. Mais il voulait que la reine jouît aussi des acclamations chaleureuses qui l'attendaient à Budapest. Ainsi les deux ex-souverains quittèrent ensemble la Suisse par avion et le 21 octobre 1921 atterrirent près de Sopron.

Grande fut l'émotion dans les capitales de la Petite Entente quand les télégrammes annoncèrent la nouvelle équipée royale. Les gouvernements de Prague, Bucarest et Belgrade tombèrent tout de suite d'accord sur la nécessité impérieuse d'intervenir et de prendre les mesures les plus énergiques contre l'entreprise de Charles IV, qui était considérée comme un *casus belli*. La parfaite entente et la cohésion existaient donc au sein de ce groupement.

A Budapest les représentants des Etats de la Petite Entente vinrent trouver le ministre des Affaires étrangères, ainsi que le régent; ils déclarèrent que le retour de l'ancien empereur constituait un attentat contre la paix de l'Europe centrale et invitèrent le gouvernement hongrois à prendre toutes les mesures urgentes pour réduire à néant la tentative de Charles de Habsbourg. Ils déclarèrent encore que la Petite Entente était prête à intervenir dans le cas où le gouvernement hongrois ne saurait pas empêcher une seconde équipée.

En conséquence le gouvernement magyar, pour

éviter toutes les complications, résolut d'agir lui-même contre le nouveau coup d'Etat préparé par son ancien roi et forcer celui-ci à quitter le territoire hongrois.

Mais comme Charles IV ne semblait pas s'inquiéter de cette résistance du cabinet magyar et de la Petite Entente et comme il était absolument décidé à marcher sur Budapest pour s'emparer du pouvoir, à l'aide de la garnison de Sopron, qui lui avait prêté le serment de fidélité, les Etats limitrophes de la Hongrie furent amenés, pour la défense de leur intégrité, à intervenir plus énergiquement dans cette affaire.

A Prague un Conseil des ministres tenu le 23 octobre, décida la mobilisation partielle. Le communiqué publié à l'issue de la séance porta encore la déclaration suivante :

« Le gouvernement tchécoslovaque et ceux de la Petite Entente ne supporteront pas le renouvellement de semblables événements. Le gouvernement est résolu à tout faire pour que la question habsbourgeoise soit réglée une fois pour toutes. Il décide de faire en commun avec ses alliés tout ce qui est nécessaire pour l'application immédiate et définitive des traités de paix (1) ».

Une dépêche de Belgrade lança de son côté l'information suivante :

1. *Journal des Débats*, 25 octobre 1921.

« Depuis le commencement d'octobre, les classes 1895 et 1896 et les soldats en congé ont été rappelés par le gouvernement hongrois et l'ordre de recrutement des jeunes gens des classes 1898 à 1901 a été lancé. Les troupes hongroises ont été renforcées sur la frontière yougoslave et pourvues du matériel d'artillerie nécessaire. Ces préparatifs montrent clairement que le gouvernement hongrois préparait de longue date l'armée pour parer à toute éventualité et était au courant des intentions de l'ex-roi Charles (1). »

Cette nouvelle venue de Pécs, alarma l'opinion publique yougoslave. Le Conseil des ministres décida la mobilisation des trois plus jeunes classes de trois divisions serbes et le gouvernement de Belgrade était résolu « à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter le traité du Trianon » (2).

De même, à Bucarest, un Conseil des ministres eut lieu. Il fut décidé que si le gouvernement hongrois ne réussissait pas à empêcher la restauration monarchique, la Roumanie prendrait avec les autres Etats de la Petite Entente toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre de choses établi par les traités.

La Pologne, de son côté, montra une fois de plus que, malgré les bonnes relations qui avaient toujours existé entre les peuples polonais et magyar, son gouvernement ne pouvait, puisqu'il s'agissait d'une

1. *Idem.*

2. *Idem.*

restauration des Habsbourg, qu'entreprendre une action commune avec la Petite Entente. En effet, le ministre polonais à Budapest protesta aussi contre la tentative de l'ancien empereur parce qu'il y voyait un danger pour la paix.

Les pays avoisinant la Hongrie étaient donc préparés, à tous les points de vue, pour entraver les projets carlistes. Mais ils avisèrent le Président de la Conférence des Ambassadeurs de leurs préparatifs et de leur action en lui envoyant le 24 octobre une note signée par le ministre de Roumanie, M. Ghika, par le chargé d'affaires du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, M. Mihaïlovitch, et par le ministre de Tchécoslovaquie, M. Osusky :

« Les gouvernements roumain, yougoslave et tchécoslovaque considèrent les événements actuels de Hongrie comme une conséquence des événements du Burgenland. Ils voient dans ces événements une attaque contre les Traités de Paix que ces gouvernements ont exécuté loyalement, s'efforçant ainsi de conserver la paix en Europe Centrale.

« Ils se sentent menacés non seulement par le retour de Charles, mais aussi par l'attitude du gouvernement hongrois, qui a favorisé et défendu ouvertement les événements de Burgenland. Les Gouvernements sus-désignés sont persuadés que la question de la paix en Europe exige que toutes mesures soient prises, même les plus énergiques, pour la liquidation définitive de la question des Habsbourg et pour l'exécution des Traités de Paix. Ils espèrent obtenir l'appui des Grands

Alliés, particulièrement en toutes questions concernant la stricte application des Traités de Paix.

« Les gouvernements roumain, yougoslave et tchécoslovaque ont l'honneur de porter à la connaissance des Puissances Alliées leur manière de voir précitée, en les assurant qu'ils prendront toutes mesures nécessaires pour que lesdites questions soient résolues rapidement et décisivement et pour que la paix définitive soit ainsi rétablie dans l'Europe centrale, étant persuadés que toute solution qui n'apporterait pas le règlement définitif desdites questions comporterait le plus grand danger pour l'Europe (1). »

La grande Entente fut, elle aussi, impressionnée par la nouvelle équipée de l'ex-roi Charles IV. Elle fut d'avis que les Alliés ne pouvaient plus admettre et tolérer de pareilles tentatives de restauration. Mais elle désira garder à elle seule la compétence en ce qui concernait le règlement de la question dynastique en Hongrie. Elle invita par conséquent les Etats de la Petite Entente à n'entreprendre aucune action avant de s'être concertés avec les puissances alliées représentées à la Conférence des Ambassadeurs.

L'Italie, de son côté, partagea le point de vue de la Petite Entente sur la nécessité d'une action collective; le gouvernement de Rome était décidé à agir avec les Etats du centre européen si les événements de Hongrie n'étaient pas rapidement liquidés.

1. Livre blanc : *op. cit.*, document 42.

Le 24 octobre 1921 la Conférence des Ambassadeurs se réunit au Quai d'Orsay et adopta la déclaration suivante qu'elle chargea les représentants alliés à Budapest de porter à la connaissance du gouvernement hongrois :

« Les Puissances alliées rappellent au Gouvernement hongrois les termes de leur Déclaration du 1^{er} avril.

« Constatant que l'ancien souverain persiste à revendiquer un trône sur lequel sa présence aurait les plus graves conséquences pour la paix de l'Europe Centrale, les Puissances invitent le Gouvernement hongrois :

1^o A proclamer sans aucun délai la déchéance de l'ex-roi Charles;

2^o A s'assurer de la personne de l'ex-roi, qui devra quitter le territoire hongrois dans les conditions que fixeront les Gouvernements alliés.

« Les Puissances tiennent dès à présent à déclarer que, si le Gouvernement hongrois ne se conforme pas immédiatement à cette injonction, elles déclinent toute responsabilité en ce qui concerne l'intervention des Etats limitrophes de la Hongrie, et quant aux conséquences qui en résulteraient (1). »

Naturellement, le cabinet magyar préféra se conformer à l'invitation de la Grande Entente plutôt que de voir une intervention de la Petite Entente. Même avant de recevoir cette note des Alliés, les dirigeants hongrois, redoutant une action militaire

1. *Idem.*, document 43.

des Etats voisins, qui avaient déjà mobilisé des troupes sur la frontière de la Hongrie, prirent toutes les précautions pour que la Petite Entente n'eût pas motif d'intervenir. En effet, la concentration de l'armée hongroise sur la ligne Sopron-Budapest commença dès le 22 octobre pour entreprendre une attaque contre les soldats de Charles IV. Ainsi la lutte fut ouverte entre les troupes carlistes et celles du gouvernement. Mais elle fut plus théâtrale que sérieuse. Il n'y eut pas de morts et le nombre des blessés fut insignifiant. L'armée gouvernementale, renforcée par les régiments venus du sud et de l'est, contraignit les carlistes à demander dans la soirée du 23 octobre un armistice qui devait prendre fin le lendemain à huit heures du soir. Dans la journée du 24 octobre le cabinet de Budapest communiqua ses conditions au monarque. Entre autres, le gouvernement magyar exigea surtout l'abdication définitive du roi et de son fils l'archiduc Otto et le châtiement des conseillers militaires et politiques de l'ex-souverain. Les partisans de l'ancien empereur, voyant la sanction de leurs actes et la punition qui les attendait, abandonnèrent leur maître. Ainsi le soir, lorsque le combat reprit, Charles IV n'avait plus qu'environ deux mille fidèles. Cerné par l'armée gouvernementale, il fut fait prisonnier avec la reine Zita à Tatatovaros.

La seconde équipée de Charles IV était donc finie. Il est vrai que l'ex-roi fut capturé par le gouverne-

ment hongrois, mais il est aussi vrai que les Magyars n'eussent pas agi ainsi si les Etats de la Petite Entente ne s'étaient pas montrés si solidaires et si résolus à intervenir pour régler définitivement la question habsbourgeoise. D'autre part la position prise par la Grande Entente, devenue de jour en jour plus énergique, fut toujours précédée dans l'affaire de Hongrie par l'action commune des Etats de l'entente orientale. Donc le rôle joué par la Petite Entente dans la seconde tentative de restauration des Habsbourg fut aussi important que nécessaire pour la pacification de l'Europe centrale.

CHAPITRE IV

LA DÉCHÉANCE DES HABSBOURG ET LA QUESTION DYNASTIQUE EN HONGRIE

Après la liquidation de la seconde équipée carliste les gouvernements de la Petite Entente insistèrent auprès des Alliés pour qu'ils exigeassent du cabinet hongrois la déchéance de Charles IV et de sa dynastie. La conférence des Ambassadeurs donne satisfaction à cette insistance et les hauts-commissaires alliés mirent en demeure le gouvernement magyar. En conséquence l'Assemblée nationale fut convoquée le 5 novembre 1921 à Budapest, où la déchéance de Charles IV fut prononcée. La loi relative à la déchéance des Habsbourg présente un intérêt capital, non seulement pour les Etats voisins de la Hongrie, mais aussi pour toute l'Europe. Elle comprend quatre articles d'une telle portée que nous croyons devoir les reproduire mot à mot.

ARTICLE PREMIER. — Les droits de souveraineté du roi Charles IV sont abrogés.

ART. 2. — La Pragmatique Sanction, énoncée dans les

articles 1 et 2 de la loi de l'année 1723 et réglant les droits de succession de la dynastie autrichienne (*Domus austriaca*), perd sa valeur juridique, ce qui rend à la nation *le droit de procéder à une libre élection de son roi*.

ART. 3. — La nation maintient l'ancienne forme de gouvernement, la royauté, mais ajourne l'élection au trône à des temps ultérieurs et charge le ministère de présenter un projet à cet effet en temps voulu.

ART. 4. — La présente loi entre en vigueur du jour de sa promulgation (1).

La loi fut promulguée le lendemain et ainsi elle entra en vigueur le 6 novembre.

Mais il est à remarquer que le parti légitimiste avec son chef le plus en vue, M. Apponyi, fit une opposition à la loi de déchéance. D'après eux l'assemblée nationale n'avait ni le droit ni le pouvoir de proclamer la déchéance de la dynastie légitime et par conséquent ils ne reconnaîtront jamais une telle sentence (2).

Cette déchéance fut insuffisante aux yeux des dirigeants de la Petite Entente. En effet la loi prévoyait une élection « en temps voulu » pour la désignation du futur roi de Hongrie, mais elle n'excluait pas la possibilité d'un retour des Habsbourg par la voie d'élection. La loi ainsi rédigée pouvait donner nais-

1. Livre blanc : *op. cit.*, document 64.

2. *Journal des Débats*, 6 novembre 1921.

sance à des interprétations fâcheuses. Aussi les dirigeants de la Petite Entente s'adressèrent-ils à la Conférence des Ambassadeurs; ils attirèrent l'attention de celle-ci sur les termes équivoques de la loi de déchéance. La Conférence déféra à cette suggestion et intervint à Budapest pour que la loi comprît un article spécifiant « la non éligibilité au trône de Hongrie d'un membre quelconque de la famille des Habsbourg ». A la suite de cette intervention le gouvernement hongrois prit l'engagement de donner satisfaction par le moyen d'un *acte international* aux exigences de la Petite et de la Grande Entente. Il fit le 10 novembre 1921 une déclaration, signée par le ministre des Affaires étrangères hongrois M. Banffy, qui compléta utilement la loi de déchéance :

« Le Gouvernement hongrois déclare prendre l'obligation de suivre les décisions de la Conférence des Ambassadeurs du 4 février 1920 et du 13 avril 1921, qui interdisent la restauration des Habsbourg. Il déclare en outre qu'*avant de résoudre la question de l'élection du roi, il s'entendra au préalable avec les Grandes Puissances représentées à la Conférence et ne procédera pas sans leur consentement.*

« Afin d'assurer plus efficacement les intentions de la loi et de sauvegarder la responsabilité du Gouvernement, la Hongrie a l'intention d'édicter une loi qui, en dehors des dispositions pénales actuellement en vigueur, lui permettra de combattre efficacement toute tentative ou toute propagande en faveur des Habsbourg ou de n'importe quel autre représen-

tant dont la candidature ne serait pas posée conformément aux dispositions ci-dessus (1). »

La Conférence des Ambassadeurs se déclara satisfaite de la déclaration hongroise « qu'elle tient pour un *acte international*, fournissant, par ce fait même, des garanties plus positives qu'une loi intérieure de l'Etat, toujours sujette à révision » (2).

La question habsbourgeoise fut ainsi réglée définitivement. Les Etats voisins de la Hongrie virent donc écarté le plus grand danger qui menaçait constamment la paix dans l'Europe centrale. Charles IV quitta le territoire hongrois à jamais et fut exilé dans l'île Madère à Funchal. Sa mort, survenue le 1^{er} avril 1922, marqua la fin tragique de la dynastie des Habsbourg, ainsi que le commencement d'une vie nouvelle et constructive dans cette partie du continent.

1. Livre blanc : *op. cit.*, document 71.

2. *Idem.*, document 73.

CHAPITRE V

L'ŒUVRE DES SOCIÉTÉS IRRÉDENTISTES MAGYARES I LES INCIDENTS DE FRONTIÈRE

Après la déchéance des Habsbourg, mais surtout après la mort de Charles IV, la propagande des légitimistes magyars a perdu beaucoup de son importance. Pourtant il ne faut pas s'imaginer que la reine Zita, retirée en Espagne avec ses enfants, ait renoncé à l'avènement de son fils aîné, l'ex-archiduc Otto, sur le trône de la Hongrie. D'ailleurs l'éducation que reçoit l'ex-héritier Otto est en pleine concordance avec les vaines espérances des légitimistes.

Mais, par le fait de la liquidation du problème dynastique, les troubles, quoique raréfiés et diminués, n'ont pas cessé en Hongrie. La propagande et l'action des sociétés irrédentistes magyares ont continué leur activité dirigée contre l'ordre de choses établi par le traité du Trianon. Les réunions et les assemblées organisées par les dirigeants de ces sociétés n'ont pas laissé s'éteindre dans l'opinion hongroise l'espoir d'une restauration de l'ancien royaume de Saint-Etienne. C'est sous l'influence de cette propa-

gande que des incidents se sont produits au mois de janvier 1923, à la frontière roumaine, et c'est toujours sous cette influence des irrédentistes magyars que, plus récemment, des faux-monnayeurs hongrois ont voulu mettre en circulation des billets de banque français, afin de pouvoir constituer ainsi un capital pour leur œuvre de propagande tendancieuse.

*
* *

En plein hiver et au moment où les Etats voisins de la Hongrie croyaient déjà à une amélioration de la situation en Europe centrale, le peuple magyar donna un nouveau démenti de ses intentions pacifiques et amicales. En effet, des préparatifs de toutes sortes et des manifestations hostiles eurent lieu près de la frontière roumaine, manifestations qui devinrent d'autant plus inquiétantes que leur caractère revêtait un but militaire. Le gouvernement de Budapest prit un air innocent en face des Alliés, en déclarant qu'il nourrissait les meilleures intentions à l'égard de ses voisins. Mais un communiqué publié à Bucarest donna les détails suivants :

« Une note, publiée par la presse hongroise, dément les nouvelles annonçant les violations de la frontière roumaine. Ses allégations sont contredites par la réalité. En fait, de nombreuses troupes hongroises sont concentrées dans les régions voisines de la frontière roumaine : trois fois en vingt-

quatre heures la frontière a été traversée par des groupes de soldats hongrois, qui se sont retirés après avoir échangé de nombreux coups de feu avec les gardes-frontière roumains (1). »

Ainsi les manifestations prirent une tournure de plus en plus menaçante et aboutirent à des incidents graves et regrettables. La Petite Entente, après une courte période de tranquillité, fut de nouveau appelée à intervenir. Les représentants des Etats de la Petite Entente protestèrent énergiquement auprès du gouvernement de Budapest contre ces manifestations hostiles à la frontière roumaine et notamment contre la tolérance officielle de cette propagande irrédentiste. Une démarche fut faite aussi par la Grande Entente. Dans l'après-midi du 13 janvier 1923, le prince Castagneto remit au ministre des Affaires étrangères hongrois une note par laquelle les gouvernements français, anglais et italien attiraient l'attention du cabinet magyar sur « le danger de manifestations et de meetings populaires dans les localités limitrophes de la Roumanie et où des résolutions tendant à modifier les frontières fixées par le traité du Trianon avaient été votées » (2).

Les représentants des Etats de la Petite Entente, notamment le ministre roumain à Budapest, M. Stircea, insistèrent sur la nécessité que le cabinet hon-

1. *Le Temps*, 16 janvier 1923.

2. *Journal des Débats*, 17 janvier 1923.

grois prît des mesures sévères, propres à mettre fin une fois pour toutes à cette dangereuse propagande irrédentiste. Mais sur ce point M. Daruvary, chargé de la direction des Affaires étrangères de Hongrie, déclara ne pouvoir donner des garanties efficaces à cause du principe de la liberté de la presse et des réunions, qui est « absolu » chez les Magyars. Mais, d'autre part, le ministre hongrois assura les représentants de la Petite Entente des intentions pacifiques de son gouvernement et de son pays. Ainsi la possibilité de la propagande irrédentiste ne fut pas écartée, au contraire elle prit une intensité plus inquiétante, dont devait s'occuper plus tard la conférence de Bucarest, et ensuite la presse française, à l'occasion de l'affaire des faux billets français.

TITRE III

L'ACTIVITÉ « CONSTRUCTIVE » DE LA PETITE ENTENTE

On a vu dans les pages précédentes que la vitalité de la Petite Entente fut dès sa création, soumise à l'épreuve; elle la subit avec succès. Les troubles causés par les tentatives monarchistes dans l'Europe centrale ne pouvaient pas l'empêcher de se développer et de se consolider. Au contraire, ils contribuèrent beaucoup à la construction plus intensive de la nouvelle alliance des petits Etats victorieux.

Après la déchéance de la dynastie des Habsbourg, à part quelques troubles causés par les sociétés irrédentistes, l'atmosphère paraît se calmer dans les pays successeurs de l'ancienne monarchie. Les gouvernements de la Petite Entente commencèrent à s'orienter vers une autre direction. Une fois la sécurité de leurs frontières assurée par la solution définitive de la question habsbourgeoise et une fois la paix rétablie, ils n'eurent plus d'autre but que de construire. Leur tâche fut de la plus haute importance : Edifier une nouvelle Europe centrale exempte de

toutes les erreurs du passé. Il fallait déblayer le terrain de la poussière laissée par l'effondrement de l'Autriche-Hongrie. Mais la tâche ne fut pas facile. Dans cette œuvre de construction une discrimination fut nécessaire entre les vainqueurs et les vaincus. L'activité dut se développer dans deux domaines, dont l'un économique et l'autre politique. Si l'on pouvait admettre la collaboration des vaincus à côté des vainqueurs dans l'ordre économique, il n'en était pas de même dans le domaine politique, où non seulement cette collaboration n'était pas souhaitable, mais où elle eût présenté de graves inconvénients. Comment pouvait-on croire à la sincérité de ceux qui, à tous les instants, donnaient des preuves inquiétantes de leur mauvaise foi? Comment pouvait-on avoir confiance dans la collaboration de ceux qui rêvaient la revanche et la destruction des traités de paix? Or, l'activité dans le domaine politique eut comme point de départ la bonne foi et le respect de l'état de choses consacré par ces traités. Ainsi, dans l'ordre politique, les vainqueurs laissèrent à l'écart les vaincus. Leur activité se développa dans un cercle plus étroit, mais d'autant plus amical. C'est ainsi que la *Petite Entente politique* ne devait comprendre ni l'Autriche, ni la Hongrie, ni la Bulgarie.

Ici une remarque s'impose. Quelques-uns virent dans la Petite Entente un organisme militaire dirigé contre les Etats vaincus. Or, la Petite Entente ne

peut jamais avoir de but impérialiste. Elle n'a rien à conquérir. Son rôle se borne à faire régner la paix dans l'Europe centrale. Elle n'a d'autre mission que de garantir les traités de paix. Par conséquent elle présente un caractère tout à fait pacifique. Mais c'est justement parce qu'elle se limite à la garantie de la paix et de l'intégrité territoriale, qu'il fut nécessaire d'éloigner de cette combinaison les Etats vaincus. On ne pouvait pas admettre dans la même entente d'ordre politique deux sortes d'Etats : ceux qui veulent abolir les traités de paix et ceux qui veulent les conserver. Et comme le respect de ces traités importe plus que tout à la tranquillité et à l'avenir de l'Europe, les pays victorieux se virent amenés à se concerter seuls pour ce qui concernait leur activité politique.

Mais si la *Petite Entente politique* n'appela pas à elle tous les Etats de l'Europe centrale, rien ne s'oppose à ce qu'elle le fasse dans le domaine économique où tous les Etats devront prendre part à l'œuvre de reconstruction.

Il fut impossible aux Etats vaincus de réorganiser sans le secours des voisins leur existence économique. L'ancienne Monarchie dualiste formait une unité économique et industrielle dont les différents marchés gravitaient autour de Vienne. Or, après la division de cette monarchie en sept tronçons, l'unité économique fut, forcément, rompue. Il en résulta une série de crises. Il fallait donc remédier à ces maux. C'est ainsi que la Petite Entente, par son

activité économique, entra en relation de plus en plus étroites avec tous les Etats successeurs. Il se forma ainsi une sorte de *Petite Entente économique* dont le rôle principal fut de reconstruire la vie économique de l'Europe centrale. Cet organisme n'en est encore, à vrai dire, qu'à sa période de formation, mais il faut espérer que, dans un avenir prochain, les Etats intéressés s'achemineront vers la réalisation de cette entente.

Dans chacun des deux chapitres suivants on va examiner l'activité économique et politique de la Petite Entente. Comme notre but est de rester dans le domaine de la *Petite Entente politique*, en ce qui concerne son activité économique nous nous contenterons d'indiquer quelques manifestations de cette activité qui nous paraîtront les plus caractéristiques.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'activité économique de la Petite Entente est aussi grande et aussi importante que son activité politique. On pourrait écrire des livres entiers sur les problèmes des réparations et sur le règlement des questions de transports et d'échanges. La liquidation de la Banque austro-hongroise a fait surgir plusieurs difficultés. La question des débouchés maritimes a nécessité la réglementation des rapports commerciaux. Mais les plus importantes de toutes ont été les questions qui se posèrent à la Conférence de Portorose.

Le projet d'une Confédération danubienne, dont nous avons montré dans l'introduction la portée dangereuse, et qui se basait surtout sur la nécessité économique d'une union entre les Etats du centre européen, menaçait les intérêts des Etats successeurs. Pour en finir avec les cauchemars provoqués par l'idée d'une pareille Confédération, les pays de l'Europe centrale décidèrent de se concerter sur toutes les questions concernant leur vie économique et

commerciale. A cet effet une conférence se réunit à Portorose à la fin du mois d'octobre 1921; on y discuta tous les problèmes des transports : la réparation du parc roulant et flottant de l'ancienne monarchie, l'usage réciproque des wagons, la circulation des voyageurs, les communications postales, télégraphiques et téléphoniques, etc.

Des conférences ultérieures vinrent préciser et compléter l'œuvre de Portorose. Ainsi la conférence de Gratz (janvier 1922) s'occupa de la question des passeports et des visas (voir : S. D. N. *Recueil des traités*, vol. IX, n° 262).

Nous ne voulons pas entrer dans les détails relatifs à toutes les conférences économiques de la Petite Entente. Notre but est de présenter cette alliance dans son cadre politique. Aussi ne citerons-nous que les accords commerciaux qui concernent les Etats de la Petite Entente.

1° *La convention commerciale roumano-tchécoslovaque* (1). — La convention commerciale, signée à Bucarest le 23 avril 1921 par MM. Ferdinand Veverka, Jean Dvůrček et Take Jónescó, a pour but « de favoriser les relations commerciales ainsi que la coopération économique entre les deux pays et de donner ainsi une base solide aux liens d'amitiés qui les unissent ». En attendant la conclusion d'une convention générale sur le régime international du

1. S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XV, n° 397.

transit, le traité commercial roumano-tchécoslovaque règle et garantit la liberté du transit et cela sur la base du régime de la nation la plus favorisée. Cependant les États contractants ne renoncent pas aux restrictions ou prohibitions en ce qui concerne l'importation et l'exportation de certaines marchandises, mais ils sont d'accord de les appliquer mutuellement, toujours sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, et seulement dans les cas suivants : a) pour raison de sûreté publique; b) pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux tout en se conformant aux règles internationales universellement reconnues; c) pour les marchandises, qui, dans un des États contractants, font l'objet d'un monopole d'État; d) dans le cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'État.

La convention commerciale est suivie de quatre annexes et d'un protocole final. L'annexe A prévoit les dispositions détaillées concernant l'exécution des transports par chemins de fer, l'annexe B présente le modèle d'une carte de légitimation pour voyageurs de commerce et les annexes C et D règlent le trafic réciproque des zones frontières limitrophes.

La convention est conclue pour une durée d'une année mais constamment prorogée par voie de tacite reconduction.

Les relations commerciales entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie se sont développées au commen-

cement avec moins de vigueur, mais dans les dernières années elles ont pris une intensité satisfaisante. La Tchécoslovaquie, qui était toujours le centre de l'industrie dans l'ancienne Monarchie, produit en abondance des articles dont la Roumanie a besoin, entre autres : le papier, le sucre, les étoffes, les machines agricoles, les articles de quincaillerie, les bois ouvrés, la poterie, la porcelaine, la verrerie, etc. En échange de ces marchandises, la Roumanie exporte surtout en Tchécoslovaquie des céréales, du bétail, du bois brut, etc.

On peut dire que dans ces derniers temps, grâce au resserrement des relations des différentes banques roumaines avec celles de Tchécoslovaquie et grâce surtout à l'amélioration sensible des voies de communications, les rapports commerciaux et économiques entre ces deux États sont en pleine prospérité.

2° *Le traité de commerce tchéco-yougoslave.* — La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont signé le 18 octobre 1920, à Prague, un traité relatif au règlement provisoire des relations commerciales (1). Les deux pays sont convenus d'appliquer dans leurs rapports commerciaux tous les droits et faveurs dont jouit le commerce d'un autre État. En général, toutes les prescriptions ayant trait à l'exportation ou à l'importation, comme celles qui concernent les

1. S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVII, n° 424.

droits de douane, les taxes, les impôts intérieurs, l'emmagasinage, le transit, l'accomplissement des formalités de douane, etc., dit l'article premier, ne pourront être appliquées au commerce avec l'autre partie contractante d'une façon différente ou plus désavantageuse qu'elles ne le sont ou le seront au commerce avec un autre État.

Sur la base de ce traité, les relations commerciales entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie ont pris une marche normale et un développement de jour en jour plus considérable. Il est à noter qu'au cours des années suivantes, différents arrangements économiques sont intervenus entre les gouvernements de Prague et de Belgrade.

Quant aux produits exportés par la Yougoslavie en Tchécoslovaquie, ils comprennent notamment les céréales, la viande et les pruneaux secs. Par contre, l'État serbe-croate-slovène importe du sucre, du coke et des produits de fer.

Pour faciliter le commerce serbo-tchèque et augmenter le chiffre des exportations « la Chambre de commerce de Prague, à la suite d'un accord intervenu avec le Syndicat de navigation serbe-croate-slovène, a décidé de construire dans le port de Belgrade un ponton flottant uniquement destiné au chargement et au déchargement des marchandises en provenance ou à destination de Tchécoslovaquie (1) ». Il y a

1. Albert Mousset : *op. cit.*, p. 105.

même plusieurs projets à l'étude des spécialistes des deux pays afin d'encourager l'intensification de leurs rapports économiques.

3^o *Les relations commerciales roumano-yougoslaves.*

— Les exportations et les importations de ces deux royaumes n'ont pas atteint un chiffre très important à cause de la production similaire des deux pays. Elles se limitent à quelques produits seulement. Pourtant la Roumanie exporte en quantité assez considérable du pétrole et du maïs. La principale voie de communication est le Danube.

4^o *Les rapports économiques avec la Pologne.* —

Les trois États de la Petite Entente sont étroitement liés à la Pologne, non seulement par divers traités politiques, mais aussi par des conventions commerciales. Ainsi le traité de commerce polono-roumain du 1^{er} juillet 1921, le traité de commerce polono-yougoslave du 29 octobre 1922 et la convention commerciale tchéco-polonaise du 23 avril 1925. Il est à noter qu'il a existé entre la Tchécoslovaquie et la Pologne un traité de commerce signé en 1921 mais qui n'a jamais été ratifié.

CHAPITRE II

L'ACTIVITÉ POLITIQUE

Les multiples problèmes politiques qui se posaient dans l'Europe centrale après la création de la Petite Entente, amenèrent celle-ci à prendre une attitude répondant à ses buts toutes les fois que ses intérêts furent mis en jeu. Les ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente se rencontrèrent périodiquement et examinèrent la situation politique générale soit par voie de conférences, soit par de simples entrevues. Leur solidarité devint proverbiale. Souvent, à côté des ministres tchèque, roumain et yougoslave, on vit siéger aussi un représentant de la Pologne, ce qui ne signifie pas que la Pologne soit entrée dans la Petite Entente, — chose d'ailleurs très désirable —, mais que, par ce fait, il existe une communauté d'intérêts entre ces quatre États successeurs. Ceci montre combien la présence de la Pologne est nécessaire dans la Petite Entente.

Dans les sections qui suivent on va voir comment l'activité politique de la Petite Entente se manifeste dans ses conférences et comment par leur unité de

vue, les gouvernements qui la composent ont toujours donné une expression de sa force et de sa vitalité.

SECTION I. — *La Petite Entente devant la Conférence de Gênes.*

La guerre mondiale a laissé des conséquences et des traces si profondes dans la vie économique du monde entier, notamment en Europe, qu'il fallait trouver un moyen pour y remédier si on ne voulait pas voir le vieux continent s'acheminer vers une crise plus aiguë encore. La situation économique de tous les pays de l'Europe était trouble. L'absence de rapports commerciaux réciproques diminuait le nombre et l'importance des débouchés et des marchés. L'industrie souffrait énormément. D'où venaient donc tous ces maux? Les vaincus prétendaient que ce sont les traités de paix, notamment celui de Versailles, qui en sont la cause directe. L'Angleterre, de son côté, ne voyait cette cause que dans l'inexistence de relations commerciales avec la Russie des Soviets; les commerçants anglais se plaignaient que l'industrie britannique eût ressenti l'absence des marchés russes. De là le grand souci de M. Lloyd George de donner, à la Conférence de Gênes, la prépondérance à la question russe. Mais la première interprétation est tendancieuse et celle de l'Angleterre pêche par son côté unilatéral. Il est vrai que l'absence de relations

avec la Russie était une des causes de la situation économique si critique d'après la guerre, mais il ne faut pas dire qu'elle était la seule, ni la plus importante. La vraie genèse n'est que dans le fait de la guerre.

Quoiqu'il en soit, il s'agissait de remédier, de trouver une solution : comment donner une vie normale à l'Europe toute entière?

La solution a été trouvée à Cannes. Le Conseil suprême des Alliés a déclaré d'une importance capitale la reconstruction économique de l'Europe, reconstruction qui n'était possible qu'avec la coopération de toutes les nations. On décida de convoquer à Gênes une conférence économique internationale à laquelle tous les États de l'Europe et les États-Unis d'Amérique devaient participer. Cette conférence avait pour but l'examen des points suivants:

1^o Établissement de la paix européenne sur des bases solides;

2^o Conditions nécessaires à la restauration de la confiance, *sans porter atteinte aux traités existants*;

3^o Questions financières : monnaies et circulation fiduciaire, banques centrales et banques d'émission, finances publiques dans leurs rapports avec l'œuvre de reconstruction, changes et organisation des crédits publics et privés;

4^o Questions économiques et commerciales : facilités et garanties pour le commerce d'exportation et d'importation, garanties légales et juridiques

pour les opérations commerciales, protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, statut consulaire, accès et établissement des étrangers en tant que cela concerne leurs opérations économiques, aide technique pour l'œuvre de reconstruction industrielle, et

5^o Les transports (1).

Mais si la Conférence de Gênes devait s'occuper de questions aussi importantes pour la paix du monde, on était alors en droit de se demander pourquoi l'on n'avait pas chargé la Société des nations d'organiser cette Conférence. M. Lloyd George l'a expliqué : « Je ne sais pas si les États-Unis seront représentés à Gênes, mais si on avait chargé la Société des nations de l'organisation de cette conférence, on en aurait par là même exclu les États Unis (2). »

M. Lloyd George s'est trompé dans ses calculs; les États-Unis restèrent à l'écart de Gênes.

1^o *Les travaux préparatoires de la Petite Entente.*
— Les questions qui devaient se poser à Gênes touchaient directement les intérêts des États de la Petite Entente. En premier lieu il s'agissait de reconstruire la vie économique de l'Europe centrale. Or comment pouvait-on prendre une décision à cet égard sans la consultation préalable des pays issus de l'ancienne Monarchie dualiste?

1. *Le Temps*, 21 janvier 1922.

2. *Idem.*, 22 janvier 1922.

Ensuite la question de la Russie soviétique venait de se poser. Et même, dans la pensée britannique, celle-ci devait être mise en tête de l'ordre du jour. Comment envisager alors ce problème qui apparaissait sous des angles différents à Prague, à Belgrade, à Varsovie et à Bucarest?

Une autre question brûlante était celle de la mise en discussion des traités de paix. Une tendance se manifesta pour mettre au programme de la Conférence de Gênes le problème des réparations et celui de la révision des traités existants. Or, la Petite Entente était peut-être la plus intéressée à empêcher une pareille tentative. Elle appuyait avec véhémence la thèse de la France sur l'intangibilité des traités.

Étant donnée la haute portée de ces questions, les gouvernements de la Petite Entente virent la nécessité de se concerter, avant d'aller à Gênes, sur l'adoption d'une ligne de conduite commune. Mais, en même temps, ils voulaient se préparer en commun accord avec les grands Alliés. A cet effet, le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, M. Benès, se rendit à Paris et à Londres. Il y fit aux dirigeants français et anglais un exposé sur l'attitude qu'aurait la Petite Entente à Gênes et prit connaissance de celle de la France et de l'Angleterre. On a même dit que M. Benès a été l'artisan d'un compromis entre les cabinets de Paris et de Londres en ce qui concernait les questions encore pendantes entre ces deux gouvernements. En tous cas il a fait savoir l'impor-

tance que présente pour la paix de l'Europe centrale tout accord entre l'Angleterre et la France.

2^o *La conférence de Bucarest (février 1922)*. — A l'occasion des fiançailles du roi Alexandre de Yougoslavie et de la Princesse Marie de Roumanie, fiançailles qui scellèrent encore davantage l'alliance roumano-yougoslave, eut lieu à Bucarest une conférence entre les représentants de la Petite Entente en vue de fixer une ligne de conduite commune à Gênes. La Pologne y fut aussi représentée. La communauté de vues qui se manifesta au cours de ces conversations de Bucarest entre les quatre États de l'Europe centrale, fut de bon augure pour l'adhésion de la Pologne à la Petite Entente.

Des communiqués officiels ont été publiés par les gouvernements de la Petite Entente sur les résultats des pourparlers de Bucarest. On y décida :

1^o De maintenir le programme arrêté à Cannes par les représentants des grandes puissances alliées pour la Conférence de Gênes, où les discussions ne sauraient porter sur les points exclus par ce programme (c'est une allusion à l'intangibilité des traités de paix ; le programme de Cannes étant rédigé en termes assez vagues et généraux paraît susceptible de fournir à certaines puissances l'occasion de demander la révision des traités, ce qui est contraire aux aspirations de la Petite Entente et aux intérêts de la paix dans l'Europe centrale);

2^o De convoquer d'urgence à Belgrade une réunion

d'experts qui fixeront le point de vue économique commun à soutenir devant la Conférence de Gênes;

3^o De concilier les facilités accordées aux transports et aux échanges internationaux avec le souci de sauvegarder l'indépendance de tous les États alliés et de ne pas établir de différences de traitement entre eux;

4^o Que tous les États alliés devront prendre part à la discussion et aux décisions sur toutes les questions qui concernent leurs intérêts particuliers (1).

La Petite Entente a fait à Bucarest deux œuvres utiles : la première concernant la collaboration avec la Pologne et la seconde relative à l'attitude solidaire que devaient prendre les quatre États à la Conférence de Gênes. Sur la première, qui paraît de la même importance que la seconde, M. Nintchitch s'est prononcé de la manière suivante :

« A Bucarest, on a jeté la base d'un groupement politique entre quatre puissances de l'Europe centrale, représentant près de 70 millions d'habitants. Notre pays avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Pologne représente en Europe un facteur dont on est obligé de tenir compte. Il ne s'agit plus de la Petite Entente, car elle se développe en une quadruple entente. Le premier pas de l'action commune de la quadruple entente sera la conférence des experts économiques et financiers, fixée à Belgrade pour le

1. *Journal des Débats*, 16 mars 1922.

5 mars. Cette conférence arrêtera la ligne de conduite commune dans les questions financières et économiques qui seront discutées à la conférence de Gênes (1) ».

3^o *L'entrevue de Bratislava.* — A son retour de l'étranger M. Benès eut le 2 mars à Bratislava (Presbourg) une entrevue avec M. Nintchitch. Comme le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie ne pouvait pas prendre personnellement part à la Conférence de Bucarest, M. Nintchitch l'y rencontra et s'entretint avec lui des résultats des conversations de Bucarest. M. Benès, de son côté, mit au courant le ministre yougoslave des pourparlers qu'il venait d'avoir à Paris et à Londres.

A cette entrevue les deux ministres se mirent d'accord sur les points suivants :

1^o La Petite Entente admet les principes généraux établis à Boulogne par les premiers ministres de France et d'Angleterre;

2^o La Petite Entente s'oppose résolument à ce que les traités de paix soient discutés au cours de la conférence de Gênes;

3^o Sans vouloir préjuger d'autre part de la solution qui sera donnée ultérieurement au problème de la reconnaissance juridique du gouvernement des Soviets russes, la Petite Entente estime qu'il ne faut pas hésiter à renouer des relations commerciales et économiques avec la Russie.

1. *Le Temps*, 28 février 1922.

4^o La Petite Entente recommande la participation de la Société des nations à la conférence de Gênes (1).

Les deux ministres abordèrent également la question des travaux préliminaires, question qui faisait l'objet de la conférence des experts de Belgrade.

4^o *La réunion des experts à Belgrade (9-12 mars 1922)*. — La conférence des experts, limitée à l'étude des questions techniques, s'est réunie à Belgrade le 9 mars. Il ne faut pas voir dans cette conférence une sorte de rivalité avec la réunion des experts alliés à Londres. Au contraire, les préliminaires de Belgrade n'ont eu pour but que de faciliter la tâche des grandes puissances et d'éviter des surprises éventuelles à Gênes.

Les travaux de la conférence durèrent trois jours. Le 12 mars le communiqué suivant fut publié :

« Les délégués de la Pologne, de la Roumanie, de la République Tchecoslovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, réunis en conférence d'experts à Belgrade en vue d'examiner l'ensemble des questions financières, économiques et de transport faisant l'objet de l'ordre du jour de la Conférence de Gênes, ont abouti à la constatation d'un accord complet des opinions sur toutes les questions discutées. En partant du principe adopté par l'ordre du jour de la Conférence de Gênes, d'après lequel aucune atteinte ne pourra être portée aux traités en vigueur, en s'inspirant de la ferme volonté de collaborer à la grande œuvre de la restauration et

1. *Idem.*, 6 mars 1922.

de la consolidation de la vie économique; étant entendu que les intérêts vitaux et légitimes de leurs pays seront sauvegardés, les experts sont tombés d'accord sur la ligne commune de conduite à tenir au sujet des questions précitées qui doivent être traitées à Gênes. Les experts ont reconnu l'opportunité de procéder également en commun à un examen des autres questions de leur compétence qui peuvent se présenter à la conférence de Gênes (1). »

Les travaux ont été accomplis par trois sections : la section des transports, la section économique et la section financière. Des résolutions rédigées par chacune de ces sections ont été homologuées, mais elles n'ont pas été communiquées ni publiées. Pourtant, le journal *Politika* de Belgrade a cru pouvoir donner les indications suivantes :

« *Les résolutions de la section des transports* comportent : la fixation des stations frontières ; l'unification des tarifs sur les territoires des quatre États ; l'octroi de facilités pour l'achat du matériel ferroviaire pour la reconstruction des lignes détruites pendant la guerre ; l'échange entre les États de la Quadruple Entente de matériel roulant pour le ravitaillement des pays déficitaires en charbon, par la Pologne et la Tchécoslovaquie.

« *Les résolutions de la section économique* comportent : l'ouverture de crédits commerciaux entre

1. *Journal des Débats*, 14 mars 1922.

les pays et l'établissement d'un statut consulaire commun.

« *Les résolutions de la section financière* disent que des crédits internationaux sont nécessaires, car il est impossible d'effectuer la reconstruction de l'Europe sans l'amélioration ou au moins la stabilisation des changes des pays intéressés. Les questions des douanes et du change ont été traités (1). »

5^o *La conférence des Etats baltes*. — A l'instar des États de la Petite Entente, les pays baltiques eurent aussitôt après la réunion de Belgrade, une conférence à Varsovie où les délégués de la Finlande, de la Lettonie, de l'Esthonie et de la Pologne ont examiné le programme de la conférence de Gênes et décidé de prendre une attitude solidaire à Gênes. Deux sections, une politique et l'autre économique, se sont occupées de l'étude de toutes les questions qui touchent particulièrement leurs intérêts. L'Entente, baltique a exprimé, de même que la Petite Entente qu'elle défendrait avec énergie la thèse française sur l'intangibilité des traités. *Le statu quo* ne pouvait être mis en discussion. Mais la conférence de Varsovie a souligné qu'elle n'est aucunement dirigée contre les intérêts d'un autre État, notamment contre la Russie, ce qui est d'ailleurs suffisamment démontré par la conférence russo-baltique, tenue à Riga à la fin du mois de mars, où la reconnaissance des Soviets fut demandée par les États baltes.

1. *Idem.*, 14 mars 1922.

Le fait que la Pologne a pris une partie active tant à Varsovie, qu'à Bucarest et à Belgrade, paraît inaugurer une certaine collaboration entre l'Entente baltique et la Petite Entente. D'ailleurs, sur la possibilité d'une collaboration plus intime entre ces deux Ententes, on reviendra dans la Partie II de notre étude qui sera consacrée à l'extension de la Petite Entente.

6^o A Gênes. — La Petite Entente s'est donc présentée bien préparée à la conférence de Gênes. Avant l'ouverture de la conférence d'autres entretiens ont eu lieu entre la Petite Entente et l'Entente baltique. Un accord s'est fait sur leur ligne de conduite devant les différents problèmes de la conférence, sauf sur la question de la reconnaissance *de jure* de la Russie qui avait été signée le 30 mars à Riga par les États baltes.

Les travaux de la Conférence furent accomplis par quatre commissions : politique, financière, économique et des transports. La plus importante fut la commission politique qui devait s'occuper de la question russe et par conséquent de la reconnaissance des dettes d'avant-guerre, de la propagande bolcheviste à l'étranger et de l'or roumain envoyé pendant l'occupation allemande par la Banque nationale de Roumanie, sous la garantie des Alliés, à Moscou, où plus tard les Soviets l'ont confisqué.

Devant un problème aussi important que celui-ci, la Petite Entente naturellement devait faire un front unique en liaison étroite avec la Grande Entente.

Le rapprochement entre ces deux Ententes ou, pour parler plus exactement, entre la France et la Petite Entente fut surtout très marqué lors de l'incident Barthou-Tchitcherine. Le délégué des Soviets, faisant mine d'ignorer l'ordre du jour établi à Cannes par les grandes puissances alliées, voulait mettre en discussion des choses qui ne figuraient pas dans le programme. Naturellement le délégué français protesta énergiquement. Le lendemain de cet incident on vit se manifester une solidarité plus prononcée entre la France et les Etats de la Petite Entente. Nous évitons d'employer ici le mot de Grand^e Entente qui, au moment où fut discutée la question russe, à la suite de l'attitude de M. Lloyd George, traversa une nouvelle crise. Et il n'est pas exagéré de dire que M. Lloyd George, à plusieurs reprises, essaya vainement de disloquer la Petite Entente qui s'attachait trop à la France.

La Petite Entente a donc pris une position importante à la Conférence de Gênes. Mais le plus grand succès pour elle a été sa consécration comme la quatrième grande puissance dans le concert européen.

Pendant les pourparlers de Gênes, l'Allemagne et la Russie concluaient, à Rapallo, un traité séparé (16 avril 1922) qui menaçait directement les intérêts des Etats de l'Europe, notamment la sécurité de la Pologne (1). Le but poursuivi par MM. Tchitcherine

1. Voir le texte de ce traité : Société des nations, *Recueil des traités*, volume XIX, n^o 498.

et Rathenau était apparent : ils voulaient intimider les Alliés et influencer les négociations de Gênes. En outre le traité germano-bolcheviste violait le traité de Versailles (art. 260 et 236). et les principes posés par la résolution de Cannes.

Les Alliés, sur la proposition de la France, demandèrent immédiatement l'annulation de ce traité. Mais l'Allemagne refusa et fut, pour cette raison, exclue de la discussion des affaires russes à la Conférence de Gênes.

Le traité russo-allemand de Rapallo eut comme conséquence immédiate le resserrement de liens entre les grands et les petits alliés. En face d'un bloc russo-allemand, les Alliés se virent obligés de construire à leur tour un mur solide autour des traités qui avaient consacré leurs intérêts vitaux. Le Conseil suprême sentit la nécessité d'une collaboration directe avec la Petite Entente qui s'était présentée à Gênes, grâce à la solidarité et à l'attitude commune des Etats qui la composent, comme une véritable grande puissance. Elle fut invitée à envoyer au Conseil suprême des Alliés un délégué qui devait siéger à côté des autres représentants des grandes puissances alliées. Ce fut donc l'entrée triomphale de la Petite Entente dans le concert européen. En outre elle fut représentée dans toutes les commissions.

Nous ne voulons pas nous étendre ici sur toutes les discussions relatives à la question russe et au memorandum qui devait être adressé aux Soviets. On n'abor-

dera pas non plus le problème d'un pacte européen de non agression qui a été préconisé, ni les travaux effectués par les commissions. Il suffit de dire qu'au bout de trois semaines la conférence fut close sans qu'on parvînt à se mettre d'accord sur la question russe qui, d'ailleurs, a pris une place peut-être trop grande dans les travaux de la conférence. Et comme les délégués ne voulait pas se séparer sans prendre une résolution quelconque, ils décidèrent de constituer une commission et de convoquer une autre conférence à La Haye, solution qui ne marquait ni un succès ni un échec.

Voici la résolution adoptée en séance plénière le 18 mai :

1^o Une commission sera nommée en vue d'examiner les divergences existant entre le gouvernement soviétique russe et les autres gouvernements, et en vue de se rencontrer avec une commission russe ayant le même mandat.

2^o Au plus tard le 20 juin, la désignation des puissances représentées dans la commission non russe, avec les noms des membres de cette commission, sera communiquée au gouvernement russe, et réciproquement, les noms des membres de la commission russe seront communiqués aux autres gouvernements.

3^o Les questions à traiter par ces commissions comprennent toutes les questions existantes concernant les dettes, la propriété privée et les crédits.

4^o Les membres des deux commissions devront se trouver à La Haye le 26 juin 1922.

5^o Les deux commissions s'efforceront d'arriver à des recommandations conjointes sur les questions visées à la clause 3.

Si on regarde les résultats de la conférence de Gênes dans son ensemble, sans s'arrêter à ses mauvais côtés, ils présentent un bilan très actif pour la Petite Entente. On peut même dire qu'elle a fait « bonne figure » à Gênes et qu'elle est sortie de là beaucoup plus forte qu'elle ne l'avait été auparavant. Son crédit moral est augmenté. Elle est venue à Gênes bien préparée et ses conseils y ont été très appréciés. Ses délégués se réunissaient journellement chez M. Benès dans l'hôtel Bristol et avant chaque séance ils se concertaient sur toutes les questions qui allaient se discuter dans la conférence.

Il fut même question d'élargir le cadre de la Petite Entente en y faisant entrer la Pologne. M. Benès s'occupa particulièrement de l'idée d'un traité d'alliance générale qui devait remplacer les conventions spéciales.

« La Conférence de Gênes a été pour la Petite Entente et la Pologne », disait M. Benès dans son discours prononcé devant le Parlement tchécoslovaque le 23 mai 1922, « la première occasion d'une collaboration diplomatique internationale au grand jour. Disons immédiatement que cette collaboration a fait ses preuves. Dans les commissions économique,

financière et des transports, les experts ont systématiquement pratiqué une action commune et obtenu tout ce qui était dans l'intérêt de la Petite Entente. Dans les questions politiques, la tactique commune fut établie dans tous les détails. Les chefs des délégations se tinrent en rapports constants; ils discutèrent en commun et décidèrent en commun toutes les questions politiques, et on peut affirmer que pendant toute la Conférence il n'y a eu aucun fait, soit matériel, soit formel, soit personnel, qui ait pu faire naître un désaccord. Les représentants de la Pologne ont participé constamment, à toutes nos réunions et avec eux aussi nous avons travaillé en complet accord dans les questions de forme comme dans les questions de fond. Au cours de cette collaboration, la sincérité, la loyauté de tous s'affirma d'une façon éclatante. Nous avons quitté la Conférence avec le désir qu'une telle collaboration subsiste à l'avenir. Tout le monde a constaté que l'un des résultats positifs de la Conférence de Gênes était justement la consolidation et l'affirmation de l'influence politique internationale de la Petite Entente et de la Pologne qui travaillait avec elle » (1).

7^o *La Conférence de Belgrade* (8 juin 1922). — Après la clôture de la Conférence de Gênes, les Etats commencèrent leurs préparatifs en vue de la réunion de

1. *L'Europe nouvelle*, 3 juin 1922 : Discours prononcé par M. Benès devant le Parlement tchécoslovaque le 23 mai 1922 (texte intégral).

La Haye, où devait se discuter la reconnaissance des dettes russes d'avant-guerre, la question de la propriété privée des étrangers en Russie, la possibilité des relations entre les Soviets et les autres Etats de l'Europe et l'octroi de crédits pour la reconstruction économique de la République des Soviets.

Devant ces questions, il paraît nécessaire aux Etats de la Petite Entente de se mettre d'accord, afin que leurs représentants puissent suivre une ligne de conduite toujours commune à la conférence de La Haye. L'habitude en était déjà prise; toutes les fois qu'il s'agirait de problèmes européens touchant directement leurs intérêts, les gouvernements de la Petite Entente se concerteraient avant de se rendre à une conférence ou de prendre des décisions importantes.

Le mariage du Roi Alexandre et de la Princesse Marie trouva réunis dans la capitale de la Yougoslavie MM. Bratiano, Duca et Benès. Ainsi à cette occasion les ministres de Roumanie et de Tchécoslovaquie s'entretinrent avec MM. Pachitch et Nintchitch et, d'après les termes d'une note communiquée à Belgrade, « à la suite d'un échange de vues, ont constaté une fois de plus que l'accord a été complet entre eux sur toutes les questions. Après avoir examiné l'activité qu'ils avaient déployée en commun à Gênes et qui a donné des résultats favorables pour les trois pays, l'attitude à observer à La Haye a été envisagée ».

En outre il fut décidé de procéder régulièrement à de nouvelles réunions. A partir de ce moment commence la série des conférences périodiques de la Petite Entente qui, comme on le verra, a donné des résultats très importants relatifs à la sécurité de l'Europe centrale.

Comme la Pologne n'était pas représentée à cette conférence, le ministre des Affaires étrangères yougoslave communiqua au ministre polonais à Belgrade, M. Okenski, ce qui venait d'être résolu.



Les efforts des Alliés ne purent aboutir à un heureux règlement du problème russe. Les délégués des Soviets venus à La Haye voulaient bien obtenir des crédits pour sauver la situation économique de la Russie, mais, lorsqu'il fut question de dettes et de restitution de propriétés privées, les négociations furent rompues par la mauvaise volonté des délégués bolchevistes.

SECTION II. — *Les Conférences de Marienbad et de Prague.*

Comme il avait été décidé à Belgrade que les représentants des gouvernements de la Petite Entente se réuniraient périodiquement, pour se concerter sur l'attitude commune à prendre devant les différen

événements de la politique internationale, la première conférence de cette nature fut tenue à Prague les 27 et 28 août 1922.

La Petite Entente, à cette époque, avait intérêt au règlement des questions qui allaient se poser au commencement du mois de septembre à la III^e Assemblée générale de Genève, notamment l'admission de la Hongrie dans la Société des nations et le choix d'un représentant commun. D'autre part la situation économique et financière de l'Autriche rendait nécessaire l'intervention de tous les Etats que pouvait affecter la prolongation de la crise autrichienne. Or les Etats de la Petite Entente étaient directement intéressés à la restauration économique de l'Autriche. Finalement, la convention défensive tchéco-yougoslave étant arrivée à échéance, il fallait renouveler cette alliance.

Les questions à l'ordre du jour furent réparties en deux catégories. La nouvelle convention tchéco-yougoslave fut arrêtée à Marianske Lazné (Marienbad) quelques jours avant l'ouverture de la conférence, tandis que les autres questions faisaient l'objet du programme de la conférence de Prague.

1^o *Le renouvellement de la convention tchéco-yougoslave.* Les deux plénipotentiaires, M. Pachitch pour la Yougoslavie et M. Benès pour la Tchécoslovaquie, se rencontrèrent le 25 août à Marianske Lazné où, dans une parfaite cordialité, ils convinrent de renouveler le traité d'alliance signé le 14 août 1920 et de

la compléter par d'autres dispositions qui élargiraient le champ des relations entre les deux Etats. La nouvelle convention avait une portée plus étendue (voir l'annexe II et la Section I du Chapitre I, Titre I). Il ne s'agissait plus d'une alliance strictement politique, mais aussi d'une collaboration économique plus intensive. Le but poursuivi fut, d'une part, le raffermissement et le maintien de la paix, et d'autre part, la consolidation et l'amplification des liens politiques et économiques entre les deux Etats. La nouvelle convention prévoyait aussi la conclusion d'arrangements particuliers afin d'asseoir sur une base plus solide toutes les relations économiques, financières et celles des moyens de transports. La durée de cette alliance nouvelle fut de même étendue: elle demeurera en vigueur cinq ans.

Les deux premiers ministres abordèrent aussi la question de l'Autriche, sans arrêter une décision, qui ne pouvait être prise qu'à la conférence plénière de Prague. Ils s'entretinrent seulement des moyens de remédier à la situation critique de l'Autriche, mais en restant toujours dans les limites de l'exécution des traités.

2° *La conférence de Prague.* — Les représentants de la Petite Entente se rencontrèrent à Prague où s'ouvrit, le 27 août 1922, la première conférence périodique de la Petite Entente. La Roumanie fut représentée par M. Jean Duca, son ministre des Affaires étrangères, et la Pologne délégua son mi-

nistre à Prague, M. Erasme Piltz. Ainsi la Pologne continua de collaborer avec la Petite Entente, sans en faire toutefois partie.

Tout d'abord les résultats de la conférence de Marienbad furent communiqués à la Roumanie et à la Pologne. Ensuite la question de l'Autriche fut prise en discussion. Les délégués décidèrent en commun que la restauration de l'Autriche devait être envisagée, en pleine entente avec les grandes puissances et avec les Etats intéressés, dans le cadre d'une stricte exécution des traités existants, *sans qu'une influence prépondérante d'un Etat ou groupe d'Etats quelconques pût s'exercer dans cette question* (allusion à l'idée d'une union douanière italo-autrichienne préconisée à Vérone par le Chancelier Seipel). On a constaté même « que la seule action possible était de confier le règlement de la question à la Société des nations, ainsi que la conférence de Londres en avait exprimé le désir, et de collaborer, d'accord avec les grandes puissances alliées, à l'action de la Société des nations en Autriche » (1). On ne communiqua ni ne publia certains détails sur les conversations touchant la restauration de l'Autriche afin d'éviter toute interprétation tendancieuse ou fausse qui eût pu donner naissance à des malentendus (voir plus loin le communiqué).

En ce qui concerne l'admission de la Hongrie dans

1. *Le Temps*, 30 août 1922.

la Société des nations, les représentants de la Petite Entente décidèrent de ne pas s'y opposer, pourvu que la Hongrie donnât des garanties sérieuses qu'elle s'opposerait à tout avènement des Habsbourg sur le trône de Saint-Etienne. La Hongrie doit encore déclarer son « adhésion définitive et sans réserve à l'état de choses créé par les traités » (1).

Les ministres de la Petite Entente abordèrent finalement toutes les questions qui formaient l'ordre du jour de la III^e Assemblée et décidèrent d'avoir une attitude commune devant la Société des nations, mais les résolutions précisant cette attitude ne furent pas publiées.

A la fin de la conférence de Prague un communiqué fut donné :

« Toutes les questions politiques figurant au programme de la prochaine Assemblée de la Société des Nations et intéressant les Etats représentés à la Conférence ont été discutées. L'accord complet des points de vue a été réalisé et des décisions ont été prises, tant pour la tactique à suivre que pour la solution des divers problèmes. Il a été décidé que les délégués des quatre Etats à la Société des Nations garderont le contact le plus étroit pendant l'Assemblée. La solution de certaines questions a été réservée à Genève où elle sera déterminée suivant les circonstances. La situation de l'Autriche, de l'Europe centrale, et la situation générale internationale ont fait l'objet d'une discussion détaillée.

1. *Journal des Débats*, 30 août 1922.

« Par suite de la situation politique et économique créée par les derniers événements européens, la nécessité de l'unité des quatre Etats représentés à la Conférence a été de nouveau constatée dans tous les cas où leurs intérêts communs seraient menacés. Les délibérations ont été empreintes du plus pur esprit de solidarité et d'amitié, et un accord complet a été réalisé et exprimé par l'assurance que les quatre Etats continueront d'agir dans le même sens en union étroite, dans l'intérêt de la paix de l'Europe centrale et de l'Europe en général (1). »

Il est très important encore de reproduire ici les déclarations qu'a faites M. Benès à l'agence Hayas à l'issue de la Conférence. Voici les termes du ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque :

« Cette conférence ne fut pas improvisée; elle constitue l'exécution d'une décision, prise à Belgrade, de nous réunir périodiquement entre les hommes d'Etat des pays de la Petite Entente et de la Pologne. Cette décision démontre la réalité des liens étroits unissant ces pays. La conscience de nos intérêts nous l'a fait prendre et aussi le sentiment que les événements qui se passent en Europe sont toujours très importants et que la situation n'est pas encore consolidée. Pour ces raisons, entre hommes d'Etat des quatre puissances liées par des intérêts primordiaux, nous sentons la nécessité de nous tenir en relations constantes et d'échanger constamment nos

1. Albert Mousset : *op. cit.*, p. 152.

points de vue. L'échange de vues auxquels nous venons de procéder nous a donné d'abord l'impression que, vu la situation en Europe, nous devons avoir de plus en plus conscience que, particulièrement dans cette sphère où nous sommes, en Europe centrale, le maintien de la paix dépend de nous, de notre énergie, de notre union, de notre collaboration, de tout ce qui fait notre force. Dans nos conversations, nous avons le sentiment profond que nous sommes en état de défendre cette paix, et nous avons la volonté de la sauvegarder. L'examen de la situation internationale nous a fortifiés dans la conviction que la collaboration commencée depuis plus d'un an a produit de très grands résultats. Ces résultats peuvent être constatés depuis le moment où Charles est venu en Hongrie jusqu'à la conférence actuelle, où nous nous trouvons en présence des embarras de l'Autriche; notre réunion à Prague marque un nouvel et important progrès dans l'affermissement des liens unissant nos quatre Etats... Outre les questions qui seront discutées dans l'assemblée de la Société des nations, nous avons parlé particulièrement de l'Autriche. Nous avons envisagé divers aspects de ce problème angoissant. A ce sujet notre collaboration avec les grandes puissances de la Grande Entente est évidemment la condition de notre politique commune à Genève. De toute façon, nous pensons que le statut politique actuel en Europe doit rester intact, quelles que soient les solutions qui seront adoptées.»

On voit donc qu'à Prague la même collaboration intime existait entre la Petite Entente et la Pologne qu'à la conférence Gênes. L'opinion croyait déjà voir une quadruple Entente et les journaux allemands parlaient même d'un traité d'alliance secret conclu à Marienbad entre les quatre Etats. Bien sûr ce traité fut démenti officiellement, mais il faut retenir qu'un mouvement se dessinait en faveur de l'entrée de la Pologne dans le groupe d'alliances de l'Europe centrale.

En outre la Conférence de Prague vint affirmer et consolider une tradition naissante au sein de la Petite Entente. Ce groupe d'Etats danubiens a pris l'envergure d'un vrai organisme international. Il ne s'est plus borné aux questions hongroises qui avaient déterminé à l'origine son activité défensive; il s'est développé, il a pris conscience de sa force et il a étendu son travail à tous les problèmes qui concernent l'Europe centrale.

SECTION III. — *Les intérêts de la Petite Entente à la Conférence de Lausanne.*

Les intérêts de la Petite Entente à la conférence de Lausanne, laquelle devait mettre fin à l'état de guerre entre la Turquie et les Alliés, furent notamment ceux qui concernaient la liberté des Détroits. En face de la tentative russe de fermer la Mer Noire et de remettre provisoirement la clef des Dardanelles

entre les mains des Turcs, la Roumanie, représentée par son ministre des Affaires étrangères, M. Jean Duca, a pris tout de suite une attitude énergique à côté des Alliés pour demander le respect de la liberté des Détroits. En réalité l'intérêt du libre passage par les Dardanelles ne concernait pas seulement la Roumanie, mais aussi les autres Etats de la Petite Entente. La Tchécoslovaquie, dont la principale voie d'exportation et d'importation traverse le territoire roumain pour aboutir à la Mer Noire au port de Galatz, est aussi directement intéressée à avoir une issue libre aux Détroits. De même la Pologne pour son commerce avec les Balkans et l'Europe sud-orientale. Ainsi M. Duca, défendant la thèse de la Roumanie, a défendu aussi celle de la Petite Entente (voir le texte de la convention concernant le régime des Détroits signée le 24 juillet 1923 : S. D. N. *Recueil des traités*, volume XXVIII, n° 702).

Quant aux questions territoriales, la Petite Entente prit position entre les deux thèses : anglaise et française. Sans doute les délégations roumaine et yougoslave s'efforcèrent de s'opposer à tout retour des Turcs en Europe, mais dans leur attitude elles n'ont pas été si intransigeantes.

Au commencement de la Conférence de Lausanne une idée s'est fait jour : la formation d'un bloc balkanique. Le voyage du premier ministre bulgare, Stambulisky, et celui de M. Politis à Bucarest et à

Belgrade paraît préparer une entente entre les Etats de la péninsule. L'idée fut reprise à Lausanne, mais cette fois-ci par l'opinion étrangère qui voulait voir la constitution d'un bloc balkanique, similaire à celui de 1913, ayant pour but de former une barrière contre le retour des Turcs dans les Balkans. Mais le moment n'était pas opportun pour la réalisation d'un pareil projet et les représentants de la Petite Entente démentirent formellement l'existence d'un bloc entre les délégations des pays balkaniques; ces dernières se bornèrent à entretenir entre elles les meilleurs rapports, chacune d'elles conservant toute sa liberté d'action.

Il est à noter encore que, pendant la conférence de Lausanne, un entretien eut lieu le 29 novembre 1922 entre M. Duca, Benès et Nintchitch au cours duquel ils examinèrent les questions qui pouvaient présenter un intérêt commun à la conférence. Ils firent observer que leur conversations ne visaient aucunement la constitution d'un front anti-russe.

SECTION IV. — *La Conférence de Sinaïa.*

La Petite Entente a pris l'habitude de se présenter devant l'Assemblée de la Société des nations avec une attitude solidaire des États qui la composent et avec une préparation préalable sur tous les points de l'ordre du jour. Ainsi, avant l'Assemblée de 1923, où devait se poser la question de la représentation

de la Petite Entente au Conseil de la Société des nations, il était naturel que les ministres de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie se concertassent sur cette question très importante. Ensuite la reconstruction de la Hongrie et la demande du gouvernement magyar, en vue d'un emprunt international, devaient être aussi examinées. Les journaux parlèrent même d'un changement constitutionnel de la Petite Entente par le fait d'une éventuelle adhésion de la Pologne et de la Grèce et, ce qui est encore plus original, de l'Albanie. Il est vrai que la Pologne, dans les conférences précédentes, a pris part aux délibérations des ministres de la Petite Entente, et il était même désirable qu'elle entrât formellement dans le groupe d'alliances de l'Europe centrale, mais les mésintelligences polono-tchèques sur l'affaire de Jaworzina ont créé un certain malaise dans les rapports de ces deux États. La Pologne ne fut pas représentée à la conférence de Sinaïa et, par conséquent, il ne pouvait plus s'agir alors d'une extension de la Petite Entente vers la Baltique. Pourtant M. Erasme Piltz, qui fut chargé d'une mission auprès du gouvernement roumain au moment précis où se tenait la réunion des ministres tchèque, yougoslave et roumain, eut un entretien avec MM. Benès, Nintchitch et Duca, sur la fixation d'une ligne commune de conduite à l'Assemblée de Genève. Ainsi donc la Pologne n'a pas participé à la conférence proprement dite, mais elle a continué de collaborer avec la Petite

Entente au moins en ce qui concerne son attitude solidaire avec les trois pays alliés devant la Société des nations et devant les grandes puissances. Quant à la prétendue entrée de la Grèce et de l'Albanie, elle a reçu le plus formel démenti des faits eux-mêmes.

Avant la réunion de Sinaïa, M. Benès jugea nécessaire un voyage à Paris, à Londres et à Bruxelles pour s'entretenir avec les dirigeants français, anglais et belges et s'informer sur la question des réparations. En même temps il jeta la base des différentes ententes économiques et commerciales avec l'Angleterre, la France et la Belgique.

La Conférence de Sinaïa s'est ouverte le 28 juillet 1923 dans une atmosphère amicale et cordiale. Voici comment l'a décrite M. Albert Mousset, l'envoyé spécial du *Journal des Débats* :

« La traditionnelle amabilité des Roumains nous y a ménagé un accueil plein de prévenances et d'attentions : réceptions par la cour et le gouvernement, soirée musicale, excursions, rien n'a manqué à ces fêtes qui marquent à peu près le troisième anniversaire de la Petite Entente, celle-ci ayant pour acte de baptême la convention tchéco-serbe du 14 août 1920. Nous avons même fumé des « cigarettes de la Petite Entente » aux armes des trois pays alliés (1)... »

La conférence s'est tenue dans la villa Filipesco sous la présidence de M. Jean Bratiano, président

1. *Journal des Débats*, 6 août 1923.

du Conseil des ministres roumain. Aussitôt après l'ouverture, M. Benès fit un exposé sur les résultats de son voyage politique à l'étranger en exprimant toute sa foi en un prochain accord franco-anglais. Les conversations portèrent ensuite sur la situation générale de l'Europe. A la fin de la première séance le communiqué suivant fut donné :

« On a procédé à un échange de vues détaillé de la situation générale et on s'est trouvé d'accord sur tous les points. La parfaite unité de la Petite Entente, comme facteur de la solidarité et de paix, s'est ainsi de nouveau manifestée. La discussion continuera demain matin; on passera à l'examen des différentes questions qui intéressent plus spécialement la Petite Entente et pour lesquelles il est nécessaire d'établir une attitude commune (1). »

Dans la seconde séance on passa à la question hongroise. La Petite Entente ne s'oppose pas à un emprunt international demandé par le gouvernement de Budapest, au contraire elle désire voir la Hongrie sortir des difficultés économiques et de la situation si précaire dans laquelle elle se trouve, mais à la condition que l'aide financière ne soit pas employée à des buts militaires ou à la propagande irrédentiste. C'était une juste exigence de la Petite Entente. Comment pouvait-on donner de l'argent au gouvernement magyar sans avoir la garantie que

1. *Le Temps*, 30 juillet 1923.

cet argent ne serait pas destiné à la propagande contre les traités de paix, par conséquent contre les Alliés? Le passé nous a suffisamment montré que le plus grand souci de la Hongrie a toujours été d'inonder l'étranger de sa propagande néfaste et cela même au prix de ses dernières ressources.

Les ministres de la Petite Entente ont fait preuve d'une volonté aussi grande que possible. Pour faciliter la reconstruction de la Hongrie ils ont décidé d'admettre la levée de l'hypothèque et d'envoyer une réponse écrite en ce sens à la Commission des réparations, mais en échange ils ont demandé l'établissement d'un contrôle rigoureux en ce qui concerne l'emploi de cet emprunt et même l'admission d'un représentant de la Petite Entente à la commission de contrôle du désarmement.

Les délégués ont examiné encore la situation des Balkans après le traité de Lausanne et notamment celle de la Bulgarie où l'avènement au pouvoir de M. Tsankoff a donné une nouvelle orientation à la politique extérieure du gouvernement de Sofia. Ils ont décidé de continuer avec la Bulgarie les relations normales de voisinage.

La conférence fut close le 30 juillet quand, dans une séance finale, furent abordées toutes les questions économiques intéressant les trois États de la Petite Entente.

Après la réunion, M. Duca eut une entrevue avec M. Nintchitch où il fit part au ministre des Affaires

étrangères serbe de toutes les doléances de la population roumaine du Banat yougoslave.

SECTION V. — *La Conférence de Belgrade*
(janvier 1924).

Cette conférence ne fut qu'une simple réunion périodique des ministres de la Petite Entente. Elle s'ouvrit le 10 janvier 1924, à Belgrade, au palais des Affaires étrangères sous la présidence du premier ministre yougoslave, M. Pachitch, et dura trois jours. Remarquons que la Pologne ne fut, cette fois, aucunement représentée.

La question la plus importante qui fut discutée concerna le contrôle de l'emprunt magyar et la reconstruction de la Hongrie en conformité avec le plan élaboré par la Société des nations. La Petite Entente exigea des garanties précises de la part du gouvernement de Budapest. Les ministres tchèque, roumain et yougoslave décidèrent que :

1^o Cet emprunt serait accordé seulement sous les conditions que la Hongrie reconnaîtrait ouvertement les frontières fixées par le traité du Trianon;

2^o Cet emprunt ne pourrait servir à des armements;

3^o La Hongrie devrait garantir que la dynastie des Habsbourg ne remonterait pas sur le trône hongrois (1).

1. *Le Temps*, 15 janvier 1924.

Après la fixation de ces conditions, les délégués exprimèrent leur désir que la Hongrie fût tenue de livrer ses réparations et que la Petite Entente eût un représentant à la commission de contrôle de Budapest.

A l'issue de la première séance le communiqué officiel suivant fut publié :

« La première réunion de la Petite Entente a eu lieu cet après-midi, à 17 heures, sous la présidence de M. Pachitch. Elle a été consacrée à l'examen général de la situation internationale. MM. Pachitch, Nintchitch, Benès et Duca ont pu constater, par cet échange de vues, qu'ils étaient entièrement d'accord. La Petite Entente, voulant continuer ses rapports de confiance et de collaboration avec tous ses alliés, est plus que jamais décidée à soutenir dans la situation européenne actuelle les courants qui tendent au maintien des traités et à la consolidation de la paix, également indispensable aux trois Etats la composant. Au cours de la réunion de vendredi matin (11 janvier), on continuera à discuter les questions à l'ordre du jour général, avant de passer à l'examen des questions intéressant la situation internationale au point de vue spécial de chacun des trois pays (1) ».

Une autre question qui fut d'actualité était la reconnaissance de la Russie des Soviets. Il paraît que le gouvernement britannique voulait reconnaître *de jure* les Soviets. Un mouvement analogue se

1. *Journal des Débats*, 12 janvier 1924.

dessinait même dans d'autres pays. Le problème prenait donc un aspect qui obligea les États de la Petite Entente à prendre en considération sa discussion. Mais ce problème fut regardé sous un angle différent par les trois gouvernements. A Prague on était prêt à nouer de relations avec la Russie des Soviets mais à la condition qu'elle renonçât à la propagande bolcheviste à l'étranger. A Bucarest on attendait que le cabinet de Moscou reconnût formellement le droit historique de la Roumanie sur la Bessarabie, droit consacré par les puissances européennes; on attendait ensuite le retour du dépôt d'or de la Banque nationale de Roumanie, dépôt qui avait été envoyé pendant la guerre à Moscou et que le gouvernement russe avait pris l'engagement, sous la garantie des Alliés, de renvoyer à Bucarest aussitôt après les hostilités. La Yougoslavie, de son côté, regardait les événements de Russie comme des questions d'ordre purement intérieur; elle paraissait plutôt regretter la grandeur de la Russie tsariste. Les ministres de la Petite Entente eurent des entretiens séparés sur cette question. Ils décidèrent de *rester chacun dans l'indépendance et dans la liberté de conduite en ce qui concernait la reconnaissance des Soviets et la reprise des relations avec la Russie.*

La Conférence de Belgrade prit finalement connaissance avec satisfaction du rapprochement polono-tchèque et de l'accord italo-yougoslave sur la question de Fiume.

Avant de partir M. Duca s'entretint avec MM. Pachitch et Nintchitch, dans un esprit amical, sur le problème d'une amélioration de la situation des écoles et des églises roumaines en Yougoslavie.

Quant à M. Benès, il partit pour Londres, où il devait prendre part aux délibérations de la commission des Affaires de Hongrie et défendre avec M. Titulesco, le représentant roumain, les intérêts de la Petite Entente relatifs à l'emprunt magyar.

SECTION VI. — *La Conférence de Prague* (juillet 1924).

Vers l'été de 1924 une campagne s'ouvrit dans les journaux allemands et hongrois contre la Petite Entente. On exploita la question des minorités roumaines en Yougoslavie au profit d'une intrigue tendancieuse qui prédisait « un conflit serbo-roumain » ayant comme conséquence inévitable la décomposition de la Petite Entente. On reprit ensuite les arguments usés par leur emploi journalier, comme par exemple l'impossibilité d'une entente entre une nation latine et deux slaves. Mais il faut bien préciser que, dans une alliance, ce n'est pas la communauté de langue, d'origine ou d'aspirations nationales qui constitue la base de l'entente, mais bien la communauté d'intérêts. Ainsi s'explique aussi l'alliance franco-russe d'avant-guerre qui ne s'est basée que sur les intérêts communs de la France et de la Russie

tsariste devant un empire allemand puissamment armé. De même, dans la Petite Entente, c'est la communauté d'intérêts qui est le fondement des alliances. On en peut donc conclure que la Petite Entente ne durera qu'autant que dureront les intérêts communs des États qui la composent. Mais les intérêts identiques de ces États sont si primordiaux, tels l'intégrité territoriale et le *statu quo* établi par les traités, que leur existence paraît vitale pour les membres de la Petite Entente. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'une nation latine s'allie à deux nations slaves.

Une autre objection adressée à la Petite Entente fut empruntée à l'opinion allemande qui croyait voir dans le fait du rapprochement des peuples slaves un danger panslaviste. Quelle erreur! On pourrait plutôt parler d'un danger pangermaniste. L'idée de l'Europe centrale de Naumann a encore beaucoup de défenseurs. Mais rien n'autorise à craindre qu'un danger panslaviste soit possible dans la situation actuelle. Ne voyait-on pas des malentendus entre les peuples slaves? Ne paraît-il pas difficile de croire à une amitié sincère entre les Bulgares et les Serbes? Seuls les utopistes songent encore à une Yougoslavie qui s'étendrait jusqu'à la Mer Noire. Ne voyait-on pas les mêmes mésintelligences chez les slaves du nord? Comment pouvait-on craindre alors la menace d'un panslavisme?

On a adressé encore d'autres critiques à la Petite Entente, toutes sans fondement et qui ne valent pas

même la peine qu'on s'en occupe. D'ailleurs le plus solide démenti de ces critiques a été la Conférence de Prague du 11 et du 12 juillet 1924 où la parfaite solidarité et entente amicale entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie se sont affirmées une fois de plus. Tous les ennemis de la Petite Entente purent se convaincre que non seulement l'alliance entre les trois États existait, mais qu'elle dépassait les limites d'une simple alliance et qu'elle revêtait la forme d'une union très solide de tous les intérêts politiques et économiques communs.

La Conférence de Prague avait à discuter tous les points du programme de la cinquième Assemblée de la Société des nations, notamment le problème de la sécurité. Les conversations devaient encore porter sur la question des réparations.

La conférence fut ouverte le 11 juillet dans l'après-midi.

Lors de la soumission à un examen approfondi des plans de réduction des armements et du projet d'un traité de garantie proposés par la Société des nations, les trois ministres discutèrent sur l'efficacité de cette garantie. Ils se demandèrent si l'absence de l'Allemagne et de la Russie à Genève ne présenterait pas une difficulté pour le problème de la sécurité et du désarmement. Par voie de conséquence c'est donc à cette conférence de Prague que la Petite Entente commença d'envisager la question d'une entrée éventuelle du Reich dans la Société des nations. En ce

qui concerne la question des réparations, les délégués examinèrent le rapport Dawes et décidèrent de soutenir en commun leurs intérêts devant la conférence de Londres ou devant toute autre conférence.

Nous reproduisons ici les trois communiqués officiels qui furent rédigés après chaque séance. Ils nous renseignent sur la manière dont furent traitées les différentes questions par les ministres des trois États de la Petite Entente.

Voici le premier communiqué publié après la séance du 11 juillet :

« La première réunion des ministres des Affaires étrangères des États de la Petite Entente s'est tenue dans l'après-midi, de 15 heures à 19 heures, au ministère des Affaires étrangères. Les ministres ont, comme aux réunions précédentes, passé en revue toutes les questions de politique étrangère intéressant leurs pays et ont constaté une fois de plus la complète identité d'intérêts et de buts qui règne entre eux. Préoccupée dès le début de voir se maintenir l'union entre les grands alliés, la Petite Entente est particulièrement satisfaite de constater que l'on s'achemine de plus en plus vers une entente ayant pour but de régler définitivement la question des réparations, question dans laquelle ses intérêts sont engagés tout spécialement et où se concentrent actuellement tous les efforts tendant à la participation de l'Europe.

« Au cours de la discussion, les ministres ont, en outre, constaté que les divers incidents de ces derniers temps n'ont pas eu et ne pouvaient pas avoir d'influence sur les rapports

si étroits et si loyaux qui, du premier jour, ont existé entre les trois pays, et, par conséquent, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République tchécoslovaque sont plus fermement liés que jamais par leurs intérêts vitaux communs. Quoiqu'elle soit une alliance de portée déterminée, la Petite Entente poursuit, par-dessus tout, le maintien de la paix existante et, à ce titre, elle s'efforcera, par son action solidaire, à conserver et à raffermir en toute circonstance cette paix (1). »

Le communiqué publié à l'issue de la séance du 12 juillet au matin est ainsi conçu :

« Les ministres des Etats de la Petite Entente, MM. Duca, Nintchitch et Benès ont examiné la question des réparations dans son ensemble et la question des dettes interalliées. Ils ont établi la ligne de conduite à suivre pour le règlement de ces questions en ce qui concerne les trois pays. Ils ont décidé de collaborer et de maintenir entre eux un étroit contact, tant à la conférence de Londres qu'en toutes autres circonstances où ces questions seront traitées, afin de mieux défendre leurs intérêts. Les ministres ont abordé ensuite l'examen des diverses questions figurant à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée de la S. D. N. Ils ont décidé d'agir en commun, comme par le passé, et ils ont constaté qu'ils envisageaient ces diverses questions absolument de la même façon (2). »

1. *Le Temps*, 13 juillet 1924.

2. *Journal des Débats*, 14 juillet 1924.

Voici le troisième communiqué donné à la suite de la dernière séance tenue le 12 juillet dans l'après-midi :

« Les ministres de la Petite Entente ont achevé l'examen des différentes questions qui figurent à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée de la S. D. N., notamment la question du désarmement et celle du pacte mutuel de garantie. L'accord a été complet sur tous les points. Tous les travaux de la conférence de Prague ont été inspirés de sentiments de sincérité et cordialité complètes (1). »

La Conférence de Prague, quoique n'ayant que le caractère d'une réunion périodique des ministres tchèque, roumain et serbe, présentait une importance double. D'une part, elle a suivi la tradition formée dans la préparation et la discussion en commun toutes les fois qu'il s'est agi de défendre les intérêts de l'Europe centrale, et en particulier ceux des États de la Petite Entente. En second lieu, elle a réduit à néant toutes les critiques et a montré que la vitalité de la Petite Entente et sa force vont sans cesse en croissant.

SECTION VII. — *La Conférence de Bucarest*
(9-11 mai 1925).

La Conférence de Bucarest est une des plus importantes de la Petite Entente. Les questions dont elle

1. *Idem.*

s'est occupée marqua particulièrement le caractère défensif de ce groupement des États successeurs.

Les nouveaux événements, telle l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence du Reich, les conséquences de l'attentat de la cathédrale de Sofia et l'attitude inquiétante de la Hongrie, eurent une grande importance dans la marche politique de l'Europe. La situation générale européenne paraît avoir changé d'aspect. Un certain courant de réaction contre le *statu quo* et les traités de paix semblait se faire jour dans l'opinion des peuples vaincus. Les électeurs allemands amenèrent à la présidence de la République fédérale l'ancien maréchal, l'homme de confiance du kaiser. Les ex-alliés du Reich crurent voir dans l'arrivée du maréchal Hindenburg un rayon d'espoir pour la révision des traités. En Autriche on parla de nouveau de l'*Anschluss*, à Budapest le président du Conseil des ministres déclara que la modification des traités était prochaine et en Bulgarie le gouvernement pensa au rétablissement du service militaire obligatoire.

En face de ces faits, la Petite Entente ne pouvait pas rester indifférente. La conférence périodique qui devait se tenir dès l'hiver fut constamment ajournée, mais elle eut lieu finalement, du 9 au 11 mai 1925, à Bucarest.

La conférence fut ouverte au palais des Affaires étrangères le samedi matin à 10 heures par le premier ministre roumain, M. Jean Bratiano. A l'issue de la

première séance aucun communiqué ne fut donné, mais à la fin de la séance de l'après-midi le communiqué publié résuma les débats des deux séances :

« Dans la séance de ce matin et celle de l'après-midi, MM. Benès, Nintchitch, Bratiano et Duca ont examiné longuement la situation politique générale. Ils ont passé en revue tous les problèmes internationaux à l'ordre du jour et ils ont été en tout d'accord sur la nécessité de maintenir, entre les Etats de la Petite Entente, une solidarité d'autant plus étroite que la situation internationale n'est pas complètement consolidée. La Petite Entente avait été créée avec le but de maintenir et de consolider la paix sur la base des traités existants. Elle ne peut donc exercer son action que dans le sens de l'affermissement du statut territorial actuel de l'Europe. La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie sont fermement résolues à suivre, dans une étroite collaboration, les buts de leur alliance qui, au milieu des événements des dernières années, s'est manifestée de jour en jour plus unie et plus nécessaire. On a commencé également l'examen des problèmes spéciaux intéressant la situation actuelle des Etats de la Petite Entente. La discussion sur les rapports avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie sera continuée dans la séance de demain (1). »

Ainsi la journée du 9 mai ne fut qu'une introduction à la Conférence. Les différentes questions touchant directement les intérêts de la Petite Entente,

1. *Universul*, 12 mai 1925.

notamment la propagande bolcheviste, la demande de la Bulgarie pour l'augmentation de son armée, le problème du pacte de non agression, l'irrédentisme magyar, furent passés en revue sans faire pourtant l'objet d'un examen détaillé. Elles furent reprises le lendemain.

Comme le 10 mai est une fête nationale en Roumanie, MM. Benès et Nintchitch se rendirent au parc Carol et déposèrent une couronne sur le tombeau du soldat inconnu. Ils assistèrent ensuite, à midi, au défilé des troupes. La troisième séance de la Conférence s'ouvrit dans l'après-midi. Les questions qui y furent discutées ont une si grande portée qu'on va les examiner séparément en commentant le communiqué officiel publié à l'issue de la séance.

Voici d'abord le communiqué :

« MM. Benès, Nintchitch et Duca ont continué ce matin et dans l'après-midi les discussions relatives aux rapports de la Petite Entente avec les Etats voisins. M. Benès a mis MM. Nintchitch et Duca au courant du résultat de ses négociations avec la Pologne. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Roumanie sont particulièrement satisfaits de ce résultat, car ils le considèrent comme un nouveau pas important vers la stabilisation de la paix. De même, M. Nintchitch a mis MM. Benès et Duca au courant des négociations qui se poursuivent en ce moment dans le même but avec la Grèce.

« La Tchécoslovaquie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Roumanie, également intéressés à ce que la

paix ne soit pas troublée autour d'elles, constatent avec satisfaction que les menées bolcheviks n'ont pu conduire à aucune action qui puisse empêcher le triomphe définitif de l'ordre en Bulgarie. Cependant elles ne pourraient admettre l'augmentation d'effectifs militaires qui ne corresponde pas à une nécessité véritable parce qu'elle n'aurait en réalité pour résultat que de créer au delà du Danube un état de choses contraire aux bases fondamentales des traités eux-mêmes.

« Les rapports avec la Hongrie ont fait l'objet d'une discussion détaillée, au cours de laquelle on a pu constater que ni la façon dont semble se poursuivre la réalisation de l'œuvre d'assainissement financier, ni l'application de certaines clauses du traité de paix, surtout celles concernant le désarmement, n'étaient de nature à introduire dans les rapports de la Hongrie avec les Etats voisins la confiance nécessaire pour consolider la paix dans l'Europe centrale. Ces rapports de confiance seraient sérieusement menacés par les déclarations visant au changement du statut juridique actuel établi par les traités existants. Les Etats de la Petite Entente seraient obligés d'en prendre acte et d'agir en conséquence.

« Enfin la question de l'Autriche a été discutée à fond. Il a été convenu que l'on doit continuer la politique d'assainissement financier inaugurée par la Société des nations. Les puissances de la Petite Entente sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche il est aussi indispensable avant tout de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de paix.

« Avant de clore la conférence, il a été procédé à l'examen de la situation de l'Europe telle qu'elle se présente après les derniers événements touchant le protocole de Genève et les

nouvelles propositions d'un pacte de garantie. Les Etats de la Petite Entente ont décidé de suivre ces négociations avec attention, de se concerter et d'agir en commun.

« La prochaine conférence aura lieu à Belgrade (1). »

On peut donc diviser le communiqué officiel en six parties d'après les alinéas. Le premier ne nous renseigne que sur la mise au courant des ministres de la Petite Entente des résultats des négociations qui se poursuivaient d'une part entre la Pologne et la Tchécoslovaquie et d'autre part entre la Yougoslavie et la Grèce. Le second alinéa s'occupe de la situation en Bulgarie, le troisième des rapports avec la Hongrie et le quatrième fait allusion au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Étant donné que ces trois points présentent une importance primordiale, on les examinera de plus près. Quant au dernier alinéa relatif au protocole de Genève et au pacte de non agression, il nous apprend que les États de la Petite Entente suivaient avec une attention particulière l'évolution du problème de la sécurité et de garantie de la paix. Aux yeux des dirigeants de la Petite Entente le protocole de Genève n'est pas mort. M. Benès a fait à ce sujet des déclarations très intéressantes. « En ce qui concerne le protocole de Genève disait-il, j'ai pleine confiance dans son avenir et dans les idées qui y sont formulées. Combien de traités d'arbitrage bi ou multilatéraux n'ont-ils pas été

1. *Dimineata*, 13 mai 1925.

conclus dans ces derniers temps? Ne prouvent-ils pas que l'idée du protocole suit son chemin? Ces traités ne sont-ils pas des petits protocoles? J'ai la conviction qu'avec le temps ces conventions d'arbitrage se généraliseront et qu'alors le protocole général pourra se réaliser facilement. Ainsi donc, soit qu'on procède de haut en bas ou de bas en haut, le résultat sera le même (1). »

Le dernier alinéa du communiqué fait encore allusion à la conclusion d'un pacte occidental de garantie. La Petite Entente regrette que le protocole de Genève n'ait pas été mis en vigueur à cause de l'opposition que lui ont fait quelques puissances, mais en attendant l'accomplissement de la grande idée de paix, prévue par ce protocole de la Ve Assemblée, elle suivra avec un intérêt particulier les négociations sur la proposition d'un pacte rhénan, pacte qui devait plus tard être réalisé à Locarno.

1^o *La propagande bolcheviste et la demande du gouvernement bulgare d'augmenter les effectifs militaires.* — Le but de la III^e Internationale de Moscou était de soviétiser tous les États de l'Europe. L'action dirigée par les bolcheviks, d'après les plans du comité de propagande, devait atteindre l'Europe de deux côtés : au nord par la voie des États baltes et au sud à travers les Balkans. Au nord la tentative bolcheviste échoua grâce à la résistance de l'Estho-

1. *Dimineata*, 13 mai 1925.

nie. Les agents de Moscou pensèrent alors à employer toute leur activité dans les Balkans et par là frayer le chemin du bolchevisme vers l'Europe centrale et ensuite vers l'Occident. Le seul État qui paraissait à leurs yeux le plus disposé à embrasser les idées bolchevistes et le plus propice à servir de centre de propagande fut la Bulgarie. Ils l'attaquèrent donc sans merci. Le signal fut donné par la tentative de la cathédrale de Sofia où le nombre des victimes dépassa la centaine. Mais l'action bolcheviste fut étouffée dès le commencement. Le gouvernement bulgare, en évoquant la nécessité de se défendre contre le bolchevisme et de maintenir l'ordre dans le pays, demanda alors la permission de renforcer ses effectifs militaires. La Conférence des Ambassadeurs lui donna l'autorisation exceptionnelle d'augmenter, pour la durée d'un mois, de dix mille hommes, son armée régulière, augmentation qui ne pouvait avoir d'autre but que d'anéantir tout le mouvement communiste en Bulgarie. Une fois le danger passé, les effectifs de l'armée devaient être réduits au chiffre établi par le traité de Neuilly. Mais le cabinet de Sofia prétendait que le péril rouge existait toujours et par conséquent il demanda la permanence de l'autorisation accordée par la Conférence des Ambassadeurs. En d'autres termes il s'agissait là d'une dérogation aux dispositions du traité de paix au bas duquel la Bulgarie avait mis sa signature.

C'est sur cette question que les ministres de la

Petite Entente discutèrent à la Conférence de Bucarest. Ils exprimèrent leur désir de voir la stabilisation de la paix en Bulgarie, mais ils s'opposèrent énergiquement à une demande tendant au renforcement des effectifs de l'armée bulgare. Ils ont jugé que l'armée bulgare est suffisamment forte pour repousser toute tentative communiste. En outre, à leurs yeux, la question d'une répression de la propagande bolcheviste est plutôt une question d'organisation policière que militaire.

2^o *La Hongrie et la Petite Entente.* — L'attitude de la Hongrie à l'égard de ses voisins forma le second objet principal de la Conférence de Bucarest. L'opinion hongroise n'a jamais cessé de renouveler ses désirs de revanche et ses prétentions de bouleverser l'œuvre de paix et de récupérer ses anciennes frontières. L'élection du maréchal Hindenburg à la présidence du Reich encouragea encore ces aspirations. Dans les milieux politiques on parla de la possibilité de l'application de l'article 19 du Pacte de la Société des nations à la Hongrie, article selon lequel « l'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». Le comte Bethlen, président du Conseil des ministres déclara même catégoriquement que la Hongrie demandait la révision du traité de Trianon, qui avait été signé « par contrainte ».

D'autre part la question des dépenses militaires de la Hongrie devait être aussi discutée à la Conférence de Bucarest. Tandis que la Société des nations et les Alliés contribuait à la reconstruction de la Hongrie en appliquant le plan qui avait donné des résultats très satisfaisants en Autriche et en lui accordant un emprunt international, le gouvernement de Budapest consacrait de grosses sommes à l'organisation de son armée. Il suffisait de regarder le budget hongrois pour y voir des choses contraires aux engagements pris par la Hongrie. Le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, M. Jean Duca, a fait à la Chambre une analyse détaillée des dépenses budgétaires de la Hongrie. Il a montré que le gouvernement magyar avait prévu des dépenses énormes pour ses effectifs militaires : 76 millions de lei or pour une armée dont le chiffre ne pouvait dépasser 35.000 soldats, tandis que la Roumanie, qui a droit à 150.000 soldats, ne dépensait que 108 millions de lei or. Voilà donc une grande disproportion des dépenses (1).

Les Etats de la Petite Entente étaient unanimes à déclarer qu'ils ne pouvaient pas admettre qu'on pratiquât une pareille politique à Budapest. Il ne s'agissait pas ici d'une question de politique intérieure, mais bien de la sécurité et de la paix de l'Europe centrale qui semblaient être menacées par

1. *Dimineata*, 8 mars 1925.

l'attitude de la Hongrie. Ainsi le communiqué de Bucarest donna-t-il un avertissement au gouvernement magyar.

« En ce qui concerne la Hongrie, disait M. Nintchitch dans les déclarations faites après la Conférence, selon les rapports et les informations reçus, l'exécution de certaines clauses financières et de désarmement laissent beaucoup à désirer. Les déclarations de M. Bethlen, d'après lesquelles ces clauses avaient été imposées par la contrainte, nous ont surpris... On ne doit pas oublier que la Hongrie a demandé avec insistance son admission à la Société des nations. En entrant dans cette Société ne s'est-elle pas obligée solennellement à respecter et exécuter le traité de paix? Or, à ce moment, personne ne l'a contrainte à faire cette déclaration, elle l'a faite librement. C'est pour cela que l'attitude de la Hongrie nous a surpris; nous avons pris acte de cette conduite et si besoin était, nous prendrions, en même temps qu'une attitude décidée, les mesures qui s'imposent (1). »

3^o *La question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.* — L'arrivée de Hindenburg à la présidence de la République allemande fut considérée comme une première étape de la réaction monarchique, la personne même du président n'étant aux yeux de beaucoup de gens qu'un *locum tenens* du Kaiser. Cette

1. *Dimineata*, 13 mai 1925.

élection intensifia la propagande de la fameuse ligue austro-allemande de Berlin et l'action des social-démocrates autrichiens tendant au rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand. Leurs arguments se basaient surtout sur la nécessité de sauver la République autrichienne de la situation économique où elle se trouvait. Les apôtres de l'« Anschluss » négligèrent volontairement les résultats heureux de l'intervention de la Société des nations dans la reconstruction de l'Autriche, intervention qui, selon leur opinion, ne pouvait que prolonger l'agonie et la crise de l'économie autrichienne. Ils ne voyaient d'autre solution efficace que l'annexion de l'Autriche par le Reich. Mais cette annexion aurait eu des conséquences fâcheuses pour les intérêts des autres Etats de l'Europe centrale.

Une union austro-allemande ne serait que la réalisation du projet pangermaniste, elle marquerait un nouveau début du *Drang nach Osten* et l'Autriche ne deviendrait qu'un instrument dans cette poussée vers l'Orient. L'Allemagne, par ce fait, ne gagnerait pas seulement l'Autriche, mais aussi la Hongrie qui par suite du voisinage subirait facilement l'influence de Berlin. Il faut bien savoir que les Magyars sont germanophiles, chose d'ailleurs confirmée par le comte Teleki dans ses déclarations faites à un publiciste berlinois : « On ne peut parler, disait l'ancien ministre hongrois, d'une hostilité des Magyars envers les Allemands, car ceux-ci se sentent en Hongrie

aussi peu dépayés que du temps de la guerre. On ne peut pas nier que les Alliés, surtout les Français, auraient salué avec joie un refroidissement dans nos relations avec l'Allemagne; mais la grande majorité du peuple magyar est d'avis que l'amitié magyaro-allemande restera ce qu'elle a été » (1). Ainsi le gouvernement de Berlin, après l'annexion de l'Autriche trouverait en Hongrie le terrain préparé pour sa politique germaniste. Quel danger présenterait ce fait pour la sécurité des Etats successeurs de la Double Monarchie! Il fallait donc empêcher la réalisation de ce projet pangermaniste.

La Petite Entente et l'Italie, les plus intéressées au maintien d'une République autrichienne indépendante, se sont toujours opposées à la tentative de l'« Anschluss ». Pour elles le rattachement avait la même portée dangereuse que la fondation d'une Confédération danubienne. Chacune de ces solutions aurait comme résultat la prééminence germanique en Europe centrale et par conséquent une sorte de reconstitution de l'ancienne Monarchie avec tous les défauts du passé. On a vu dans l'introduction que la Confédération danubienne ne serait qu'un instrument dans les mains des dirigeants de Berlin. Il fallait donc prendre garde pour empêcher soit la constitution d'un pareil Etat fédératif danubien, soit la réunion de l'Autriche au Reich. L'idée d'une Confédéra-

1. Auguste Gauvain : Le problème de l'Europe centrale (*Journal des Débats*, 21 septembre 1920).

tion de l'Europe centrale paraît aujourd'hui abandonnée, mais celle du rattachement existe toujours et sera encore d'actualité, surtout après l'entrée du Reich dans la Société des nations, où, on peut s'y attendre, il travaillera activement pour obtenir l'annexion de l'Autriche. D'après l'article 80 du traité de Versailles « l'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche,... elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des nations ». Ainsi l'union austro-allemande pourra se faire si le Conseil de la Société des nations le veut bien. Sans doute on peut croire que dans le Conseil il y aura toujours quelques puissances qui s'opposeront à cette union, notamment la France et l'Italie, qui, par leur veto pourront empêcher le rattachement. Mais si la règle de l'unanimité était remplacée par celle de la majorité des voix, à la suite d'une augmentation du nombre des membres du Conseil, l'Allemagne pourrait obtenir éventuellement gain de cause. Donc la question de l'« Anschluss » n'est pas sur le point de perdre de son actualité. Mais prenons une autre hypothèse. Admettons que le Reichstag et le Parlement de Vienne, sans se soucier de l'opposition étrangère, décident un jour l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne. Que feront les Alliés? Intervenir. Mais comment? Voilà des questions et des surprises que peut réserver l'avenir. Aussi le problème autrichien mérite-t-il un examen sérieux. Il est cer-

tain que ce pays ne peut pas vivre isolément. Il doit avoir des relations commerciales et économiques très intimes avec les autres Etats successeurs.

C'est ici que se pose la question de la *Petite Entente économique* qui pourra seule empêcher un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. La *Petite Entente politique*, composée seulement des Etats vainqueurs de l'Europe centrale, joue le rôle de garant pour l'exécution des traités de paix dans ce coin du continent. Elle a donc une portée limitée aux questions politiques concernant l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale des Etats qui la composent. La *Petite Entente économique*, au contraire, doit comprendre tous les pays successeurs de l'ancienne Monarchie. Son but devra être l'entretien permanent des bonnes relations commerciales, financières, etc, entre les sept Etats qui la formeront, savoir : l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. A notre avis, elle sera la seule qui pourra empêcher l'« Anschluss » et en même temps rendre des services réels à la vie économique de l'Europe centrale. On ne doit pas la confondre avec le projet de Confédération danubienne. Ce dernier serait une réplique de l'ancienne Double Monarchie, si odieuse aux Etats nouveaux, tandis que la *Petite Entente économique* sera un organisme créé sur la base des idées nouvelles et conformes aux traités de paix. Les Etats de la *Petite Entente économique* garderont leur sou-

veraineté et leur indépendance entière, leur liberté d'action en matière politique; ils ne seront attachés entre eux que par des liens économiques. Un traité général commercial conclu entre tous les Etats successeurs devra être le but de cette entente. Sans doute, il ne pourra pas être réalisé sans une préparation préalable, comme par exemple la conclusion de traités commerciaux spéciaux entre les différents Etats, la formation de Chambres de commerce et la collaboration étroite en matière financière et surtout bancaire entre ces pays. Mais les ententes spéciales de cette nature achemineront vers l'entente générale. Et il faut se féliciter que plusieurs traités commerciaux et ententes économiques sont déjà réalisés entre la plupart des Etats successeurs. Il ne reste que la bonne volonté de la part des vaincus, avec laquelle on pourra sûrement arriver à la formation d'une *Petite Entente économique*. Celle-ci d'ailleurs n'est pas entièrement inexistante, mais elle n'est encore qu'au début de son développement. Les conventions commerciales conclues entre les Etats de la Petite Entente et les autres Etats de l'Europe centrale marquent un commencement heureux dans l'évolution de l'idée d'une *Petite Entente économique*. A notre avis elle est aussi importante que l'entente politique. Elle n'aura donc pas seulement pour résultat d'empêcher le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, elle constituera aussi un véritable organisme économique destiné à entretenir

les rapports commerciaux nécessaires entre les sept parties de l'ancienne Monarchie. Mais pour aboutir à une *Petite Entente économique*, il est indispensable, avant tout, que l'Autriche et la Hongrie donne des preuves évidentes de leur bonne foi et de leur désir sincère de respecter l'ordre de choses établi par les traités de paix.

*
* *

Revenons maintenant à la question de l'« Anschluss » qui forma un troisième point important dans les discussions de la Conférence de Bucarest. C'est à cette question que le communiqué a fait allusion en disant : « Les puissances de la Petite Entente sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche il est aussi indispensable avant tout de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de paix. » Les ministres roumain, yougoslave et tchèque sont tombés d'accord sur la nécessité de continuer en Autriche « la politique d'assainissement financier inaugurée par la Société des nations ».

En ce qui concerne la question autrichienne, M. Benès, après la Conférence, s'est exprimé devant les journalistes roumains dans les termes suivants :

« A l'égard de l'Autriche nous voulons procéder en commun avec tous les Etats et avec la Société des nations. L'Autriche souffre de difficultés économiques qui peuvent être soulagées. Il y a des moyens

pour les faire disparaître. Le gouvernement autrichien peut lui-même faire beaucoup pour écarter les difficultés intérieures. A côté de celles-ci il en est d'autres, extérieures, qui sont inévitables. Par suite du démembrement de l'organisme économique austro-hongrois toutes les économies nationales devaient être refaites. L'Autriche a souffert naturellement les plus pénibles conséquences; elle a la plus lourde succession : fonctionnaires, grandes industries, banques, sièges sociaux, etc. Une pareille situation ne peut être redressée en quelques années. Il faudra plusieurs décades pour rétablir l'équilibre dans les conditions sociales et économiques de cet Etat. Et jusqu'alors il faut travailler et avoir de la patience. Il ne s'agit pas, pour les autres Etats, d'aider l'Autriche, mais de collaborer intimement et amicalement avec elle afin que la pénurie qui suivit le démembrement soit dorénavant écartée. Les Etats voisins doivent reprendre la collaboration économique avec l'Autriche et ce sera non seulement au profit de cette dernière, mais aussi des autres Etats. Il faut trouver des formes nouvelles pour des situations nouvelles et ce n'est possible qu'avec le temps. En ce qui me concerne, j'ai pleine confiance que la chose est réalisable. Au fur et à mesure que les difficultés seront éloignées, la tendance du rattachement à l'Allemagne cessera. D'ailleurs je pense que le gouvernement autrichien est absolument loyal à cet égard. En ce qui concerne la Confédération danubienne,

elle n'est désirée par personne; elle est par conséquent irréalisable. Ce qui peut-être réalisé c'est *la collaboration économique avec le respect de la souveraineté économique et politique de chacun des Etats successeurs. Cette collaboration ne peut aller jusqu'à l'union douanière, ni jusqu'à l'adoption du libre échange, mais jusqu'à l'adoption de certains tarifs douaniers réduits et de certaines conventions de préférence* » (1).

4^o *Les entretiens de Florica.* — Le troisième jour de la Conférence, c'est-à-dire le 11 mai 1925, les délégués partirent pour Curtea-de-Arges où ils visitèrent la cathédrale, puis pour Florica chez le président du Conseil, M. Bratiano, où un déjeuner fut offert en leur honneur. Au cours de la journée les conversations continuèrent entre les ministres de la Petite Entente et au retour à Bucarest, dans la soirée, un communiqué fut publié :

« MM. Benès, Nintchitch et Duca ont examiné au cours de la journée d'aujourd'hui les différentes questions spéciales, intéressant leurs États seuls et ont arrêté des décisions relatives aux diverses mesures à prendre en ce qui les concerne. »

*
* *

On s'est arrêté beaucoup plus longtemps à la Conférence de Bucarest qu'aux autres. C'est qu'en

1. *Dimineata*, 13 mai 1925.

effet elle est d'une importance extrême et que les décisions prises à cette occasion présentent un intérêt particulier pour la Petite Entente. On n'y a parlé ni de l'adhésion de la Pologne, comme l'ont prétendu quelques journaux, ni de l'entrée de la Grèce. Mais on y a beaucoup discuté la possibilité de la réalisation d'une alliance avec la République hellénique. A ce sujet M. Jean Duca, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, disait que « bien des fois les bons rapports entre les Etats sont plus solides que les alliances et, en ce qui concerne la Grèce, ils sont bons. »

SECTION VIII. — *L'entrevue de Genève.*

Avant la VI^e Assemblée de la Société des nations, les ministres des Affaires étrangères des Etats de la Petite Entente décidèrent d'avoir cette fois à Genève leur entrevue périodique afin de pouvoir se présenter devant les débats de la Ligue toujours bien préparés et bien concertés, sur tous les points de l'ordre du jour. Ils commencèrent leurs conversations le 7 septembre 1925. A l'occasion de leur entretien ils s'occupèrent aussi de la question du pacte occidental.

SECTION IX. — *L'entrevue de Timisoara.*

Il fut convenu qu'avant la conférence suivante de la Petite Entente, les ministres des Affaires étrangères de Prague, Bucarest et Belgrade se rencontreraient

à Timisoara (Temesvar), capitale du Banat. Leurs entretiens de Timisoara ne revêtirent pas le caractère d'une conférence périodique; ce ne fut qu'une simple entrevue où l'on devait discuter notamment deux questions importantes, savoir : l'affaire des faux billets français et le problème d'un pacte danubien dont l'idée s'est fait jour après la conclusion des accords de Locarno. Mais à côté de ces points principaux les ministres avaient à aborder d'autres questions encore, toutes relatives à la situation générale de l'Europe.

L'entrevue commença le 10 février 1926, à 9 heures du matin, dans le palais de la Préfecture de Timisoara.

Avant les conversations officielles, M. Benès annonça que les négociations russo-tchécoslovaques, relatives à la reconnaissance *de jure* des Soviets, venaient d'être interrompues. Le différend entre Prague et Moscou se produisit pour deux motifs. D'abord le gouvernement russe ne voulait pas reconnaître en principe l'indemnisation des biens socialisés par les Soviets et ensuite il n'avait pas le désir sincère de renoncer à la propagande bolcheviste à l'étranger. Il demanda notamment le droit d'avoir sur le territoire tchécoslovaque un nombre d'agents diplomatiques égal à celui de la Tchécoslovaquie sur le territoire russe. Or il ne faut pas perdre de vue la grande disproportion qui existe entre l'étendue du territoire russe et celui de la Tchécoslovaquie. Par conséquent l'égalité du nombre d'agents aurait constitué

un privilège pour la Russie soviétique qui aurait pu ainsi organiser de nombreux centres de propagande bolcheviste en Tchécoslovaquie. Le gouvernement de Prague comprit le danger qui pouvait le menacer en cas d'acceptation des propositions russes. Il préféra rompre toute négociation avec le cabinet de Moscou et ajourner *sine die* la reconnaissance des Soviets (1). D'ailleurs le point de vue de la Petite Entente, en ce qui concerne la question de la reprise de relations avec la Russie des Soviets, avait déjà été fixé dans les conférences précédentes : chacun des Etats de la Petite Entente avait toute liberté d'action sur ce point.

L'entrevue a duré toute la journée du 10 février. A la fin, vers les six heures du soir, un communiqué officiel fut donné :

« MM. Benès, Nintchitch et Duca, ministres des Affaires étrangères des Etats de la Petite Entente, se sont réunis dans le but d'échanger des vues sur les différentes questions à l'ordre du jour. Selon leur habitude, ils ont passé en revue la situation générale internationale et ont constaté une fois de plus leur parfaite identité de vues. Ils ont examiné particulièrement les questions qui feront l'objet des prochains débats de la Société des nations. Ils ont établi une *ligne de conduite commune pour la conférence sur le désarmement*. La situation créée par les arrangements de *Locarno* et ses répercussions ont fait l'objet d'une discussion détaillée répondant aux buts

1. *Vütorul*, 12 février 1926.

éminemment pacifiques de la Petite Entente. Ce même souci de paix a amené les ministres à envisager la possibilité et les moyens de consolider davantage la paix dans les Balkans. *La question de la falsification des faux billets en Hongrie* et les événements qui en découlent ont fait l'objet d'un examen minutieux. Dans l'intérêt de la paix, ils ont exprimé l'espoir que cette triste affaire sera complètement élucidée et que les sanctions nécessaires seront prises afin qu'elle ne puisse pas se renouveler. Les Etats de la Petite Entente sont décidés à atteindre ces résultats. De toute cette discussion, il s'est dégagé la ferme volonté de la Petite Entente de continuer dans un esprit de solidarité et de cordialité l'œuvre de pacification pour les intérêts des Etats de la Petite Entente, poursuivie depuis cinq ans. La prochaine réunion de la Petite Entente aura lieu dans la première quinzaine du mois de mai, à Bled (1). »

En discutant la question du désarmement, les représentants de la Petite Entente remarquèrent que le désarmement ne pourra pas donner les résultats voulus sans une participation russe. Pendant que les autres Etats de l'Europe réduiront leurs effectifs militaires au chiffre nécessaire pour la police intérieure, une armée soviétique sur les frontières orientales du continent présenterait un danger pour la sécurité et la paix de l'Europe.

Le problème d'un pacte de garantie dans les Balkans fut pris aussi en discussion. Mais les ministres

1. *Le Temps*, 12 février 1926.

de la Petite Entente virent encore des difficultés à la réalisation de ce projet. Un arrangement préalable entre la Yougoslavie et la Grèce est nécessaire sur les diverses questions pendantes entre ces deux Etats, notamment sur la question des minorités slaves dans la Macédoine hellénique et celle de l'issue à la mer Egée du commerce yougoslave. En outre un pacte balkanique ne sera pas efficace sans la participation de la Turquie, qui pourrait manifester un beau jour son désir de revenir en Europe. Or, entre les gouvernements d'Angora et d'Athènes, il y a encore des questions qui attendent leur solution.

Au cours de l'entrevue, M. Duca a communiqué aux ministres des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie que les négociations relatives à la prolongation du traité d'alliance polono-roumain, conclu le 3 mars 1921 pour la durée de cinq ans, était en bonne voie d'aboutissement.

Mais les plus importantes questions discutées à Timisoara furent l'affaire des faux billets français et le problème d'un pacte danubien.

1^o *L'affaire des faux billets français.* — Nous ne voulons pas raconter ici toute l'histoire et la falsification des billets de mille francs de la Banque de France par les Magyars irrédentistes sous la direction du prince Louis Windischgraetz et du préfet de police Nadossy. Il suffit de savoir que ces faux billets devaient former un capital considérable dans les caisses des sociétés de propagande hongroises. Le but poursuivi

par les faux-monnayeurs fut double : d'une part, augmenter l'inflation fiduciaire française et par conséquent rendre plus critique la situation financière de la France, qui, à leurs yeux, défendait trop la thèse de l'intangibilité des traités de paix; d'autre part, former un fond de propagande pour la récupération des anciennes frontières par la voie d'une restauration monarchique. Ainsi, derrière l'affaire des faux-billets se cachait une autre affaire plus importante et plus dangereuse, celle d'un coup d'Etat monarchique.

On sait que la question dynastique fut réglée par la déchéance des Habsbourg et par l'acte international émané du gouvernement magyar d'après lequel la Hongrie ne pourra choisir son futur roi sans le consentement préalable des Alliés. La Hongrie est libre de choisir son roi, mais la personne de ce roi doit présenter toutes les garanties nécessaires pour la paix de l'Europe centrale. Toute combinaison qui pourrait mettre en péril la sécurité des Etats voisins trouvera l'opposition la plus énergique, non seulement de la Petite Entente, mais aussi des grands alliés.

La tentative des faux-monnayeurs devait donc être réprimée comme une tentative menaçant directement les pays successeurs. Aussi les gouvernements des Etats de la Petite Entente échangèrent-ils leurs idées à ce sujet. Mais ils ne voulaient aucunement entamer une action directe contre la Hongrie. Ils

voulaient attendre que le gouvernement hongrois prît lui-même des mesures de sanctions contre les acteurs principaux et leurs complices.

A l'entrevue de Timisoara les ministres de la Petite Entente discutèrent donc sur cette affaire et trouvèrent que la falsification des billets de banque français devait avoir un lien plus ou moins étroit avec celles des couronnes tchécoslovaques et des dinars yougoslaves. On se rappelle qu'après la guerre des faussaires hongrois avaient contrefait les billets tchèques et serbes sans que le cabinet de Budapest, après de nombreuses interventions de Prague et de Belgrade, voulût ouvrir une enquête à ce sujet.

On a décidé à Timisoara que la Petite Entente suivrait une ligne de conduite parallèle à celle de la France. Elle considère l'affaire des faux-billets comme une question intérieure de la Hongrie et attend que le gouvernement hongrois fasse son devoir en poursuivant et en condamnant les coupables. La Petite Entente exprime son espoir que la Hongrie comprendra la nécessité d'élucider cette affaire et appliquera les sanctions utiles afin d'en empêcher le renouvellement.

2^o *Le problème d'un pacte danubien.* — A l'entrevue de Timisoara les trois ministres de la Petite Entente manifestèrent aussi leur confiance dans l'œuvre accomplie à Locarno. Ils auraient préféré l'adoption du protocole de Genève, mais puisque l'Angleterre n'en voulait pas, ils pensent que les accords paraphés

le 16 octobre 1925 à Locarno achemineront les Etats, par étapes, au même idéal où aurait abouti directement le protocole de la V^e Assemblée.

Aussitôt après la conclusion de ces accords entre les puissances occidentales, l'esprit de Locarno a donné naissance à des idées nouvelles sur la possibilité d'affermir la paix du monde. Des propositions tendant à la création d'ententes semblables dans les diverses parties de l'Europe se faisaient jour. On préconisa notamment la conclusion d'un pacte balkanique et d'un autre danubien dans le même esprit de Locarno. Mais il faut reconnaître que, ni dans les Balkans ni dans l'Europe centrale, la situation n'était semblable à celle de l'Europe occidentale. La Petite Entente ne serait pas opposée à la réalisation d'un « Locarno oriental », mais elle trouve que certaines difficultés existent toujours dans cette extension de l'esprit qui avait dominé les pourparlers sur les bords du Lac Majeur. L'affaire des faux billets français est venue donner une preuve nouvelle que la Hongrie ne nourrissait pas encore des intentions sincères et pacifique. Or, sans la sincérité de la Hongrie et sans le respect de la paix, aucun pacte danubien ne pourra se faire.

TITRE VI

« LA PETITE ENTENTE DE LA PRESSE »

A l'occasion de la Conférence de Bucarest du 10 mai 1925, M. Jean Duca, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, a émis l'idée d'une organisation des journalistes des Etats de la Petite Entente, organisation qui facilitera le rapprochement plus étroit des trois peuples alliés (1).

Peu de temps après les journalistes roumains rendant la visite à leurs collègues tchécoslovaques ont discuté à Prague les modalités d'une coopération permanente entre les différents syndicats professionnels de Tchécoslovaquie et de Roumanie. Les résultats de ces discussions de Prague furent communiqués aux organisations de presse de Pologne et de Yougoslavie, qui étaient en même temps invitées à adhérer à l'initiative prise par les journalistes roumains et tchèques.

Après quelques mois de préparation, une conférence de presse s'est réunie les 15, 16 et 17 août 1925 à

1. Emil Ciuciano : Dupa conferinta Micei Intelegeri (*Universul*, 14 mai 1925).

Sinaïa, sous la présidence d'honneur de M. Jean Duca, ancien journaliste lui-même. En présence d'environ trente délégués de la presse des Etats de la Petite Entente, fut adopté le statut constituant *La Petite Entente de la presse*.

La Petite Entente de presse est une confédération des journalistes et des organisations de presse de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Son but principal est « d'obtenir une collaboration de plus en plus étroite entre les branches différentes de l'activité publique des trois pays participants et de contribuer, par une action unitaire et par tous les moyens techniques et intellectuels, au succès final des efforts pacifiques et progressistes de la Petite Entente » (art. 1).

Les moyens envisagés par la « Petite Entente de la presse » pour la réalisation de son but sont surtout :

a) La création et le perfectionnement des communications postales, télégraphiques, téléphoniques, par le fil et sans fil aussi bien que par la voie aérienne, etc.;

b) Des voyages d'études tant collectifs qu'individuels dans les conditions qui seraient les plus favorables à l'acquisition de la connaissance approfondie des trois pays;

c) L'échange d'informations rapides et complètes dans tous les domaines à l'aide des correspondants spéciaux et des agences, etc.

La direction de la P. E. P. est attribuée à un bureau

central et à des comités locaux, dont un dans chaque pays participant. Le comité local est composé de quatre délégués de presse et d'un représentant du service de presse du ministère des Affaires étrangères du pays respectif, ainsi que d'un délégué de la presse de chacun des deux autres pays alliés (art. 3).

La *Petite Entente de la presse* tiendra toujours des réunions à l'occasion d'une conférence de la Petite Entente. Ainsi l'activité des ministres des Affaires étrangères des trois Etats alliés sera doublée par celle des journalistes des mêmes pays.

Comme depuis la constitution de la P. E. P. il n'y a eu aucune conférence de la Petite Entente, on attend la prochaine conférence pour que se tienne la seconde réunion des journalistes roumains, tchèques et serbes.

DEUXIÈME PARTIE

L'EXTENSION DE LA PETITE ENTENTE

La Petite Entente est aujourd'hui une alliance entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Elle a à sa base une série de trois conventions défensives qui lient ces Etats au point de vue politique et au point de vue économique. Mais la tendance à incorporer d'autres pays dans cette entente s'est manifestée dès le commencement de sa formation. Le grand homme d'Etat roumain, Take Jonesco a préconisé, immédiatement après la conclusion de la paix, une alliance complète et générale entre les nations victorieuses du centre européen, alliance qui devait s'étendre de la Baltique jusqu'à la Méditerranée. Cette alliance, destinée à constituer un mur solide pour la garantie de la paix, devait encore comprendre, à côté de ces trois Etats, la Pologne et la Grèce. Les milieux politiques de Prague et de Belgrade ne s'y sont pas opposés, mais les divergences qui existaient entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, d'une part, et les frictions qui ont provoqué et pro-

longé la guerre gréco-turque, d'autre part, ont rendu impossible la mise en œuvre de ce projet. Ainsi la Petite Entente s'est constituée d'abord dans un cadre restreint.

Mais les années qui ont suivi sa fondation ont marqué une tendance évidente à élargir ce cadre. On a pensé qu'une entente plus large et plus forte pourrait mieux sauvegarder les intérêts communs. Et puis, une alliance plus étendue garantirait plus efficacement la consolidation pacifique des États successeurs de l'ancienne Monarchie dualiste. L'importance et la nécessité de l'extension de la Petite Entente étaient donc incontestables. Il s'agissait seulement de savoir les mesures à prendre et les modalités pour réaliser cet élargissement. On s'est demandé si une pareille tendance était possible dans les Balkans. Mais la situation incertaine de la presqu'île fit que l'attention des dirigeants de la Petite Entente se tourna plutôt vers le nord, où la nécessité de s'affermir était plus impérieuse que dans le sud. Dans les Balkans il n'existait alors aucun danger qui eût menacé sérieusement la sécurité des pays danubiens. Mais dans la Baltique, au contraire, la possibilité d'un péril n'était pas exclue. La Tchécoslovaquie pouvait craindre une violation de ses frontières avec l'Allemagne et la Roumanie pouvait redouter l'impérialisme bolchevique visant la Bessarabie. Et comme la Pologne était dans la même situation, obligée de défendre son intégrité contre les Alle-

mands et les Russes, il était plus facile et même plus nécessaire qu'on préparât son entrée dans la Petite Entente. Ainsi les préparatifs, en vue d'une extension de cette entente, ont été dirigés particulièrement vers le but de joindre la Pologne à cette alliance de l'Europe centrale.

TITRE PREMIER

L'ÉLARGISSEMENT VERS LA BALTIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'ENTRÉE DE LA POLOGNE

L'entrée de la Pologne dans la Petite Entente a présenté dès le début beaucoup de difficultés. Les premiers obstacles étaient les différends qui existaient entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, notamment la question de Teschen. Même après le règlement de ces différends, ils ont laissé un souvenir désagréable qui a retardé l'entente entre ces deux pays. Un autre obstacle résidait dans une divergence de vues quand à la conduite à tenir à l'égard de la Russie. Le peuple tchèque est russophile et sa conscience nationale n'admet pas une attitude agressive contre la Russie. Or la Pologne était justement en guerre avec les Russes; elle était obligée de se défendre contre les armées rouges et de sauvegarder son intégrité. Mais la cause principale qui a entravé

l'adhésion de la Pologne à la Petite Entente, était le caractère local qu'a présenté alors cette alliance. Elle était dirigée au début contre une éventuelle agression hongroise et ne visait que le traité du Trianon. Par conséquent la Pologne n'avait aucun intérêt à se joindre à une telle alliance; elle n'avait nullement besoin de signer une obligation qui l'engageait en cas d'attaque magyare à faire le sacrifice de ses soldats. La Pologne ne pouvait donc pas entrer dans la Petite Entente à cause de ces divergences qui existaient entre elle et la Tchécoslovaquie et à cause du rôle limité qu'avait eu cette alliance au temps de sa création.

Mais sa participation à l'œuvre de consolidation de la paix dans l'Europe centrale était nécessaire et, en conséquence, le rapprochement tchéco-polonais indispensable. L'antagonisme entre ces deux nations slaves devait donc disparaître et les relations amicales s'établir. Et pour cela il n'y avait pas de meilleure médiatrice que la Roumanie. Elle était en bons termes avec les deux Etats et elle était aussi intéressée au rapprochement de ces deux peuples. Son ministre des Affaires étrangères, Take Jonesco, a bien compris que pour arriver à de bons résultats il fallait aller à Prague et à Varsovie et prendre contact direct avec les gouvernements respectifs en leur démontrant qu'une collaboration loyale et sincère était nécessaire entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, non seulement pour leurs intérêts et

leur sécurité, mais surtout pour la paix de l'Europe.

Ainsi, à la fin du mois d'octobre 1920, même avant que la Roumanie eût signé les pactes constitutifs de la Petite Entente, Take Jonesco alla rendre visite aux gouvernements tchèque et polonais. Au cours de ses entretiens à Prague, il put se convaincre que les dirigeants tchèques étaient disposés à commencer le bon voisinage et les rapports cordiaux avec les Polonais, mais il vit aussi que l'idée de l'entrée de la Pologne dans la combinaison d'alliances danubiennes n'était pas encore mûre à Prague. A Varsovie on désirait de même l'établissement de relations amicales avec la Tchécoslovaquie, mais en ce qui concerne l'adhésion à la Petite Entente, le cabinet polonais manifesta une certaine réserve. Il ne voulait pas garantir des traités étrangers à ses intérêts immédiats sans avoir en même temps la garantie des traités qui présentaient pour la Pologne une importance primordiale, notamment le traité de Versailles et celui de Riga. Il est vrai que ce dernier ne fut signé que le 18 mars 1921, mais les conditions de l'armistice avaient déjà été fixées par le traité préliminaire de paix conclu, toujours à Riga, le 12 octobre 1920, traité qui avait mis fin à la guerre russo-polonaise (voir le texte de ces traités : S. D. N. *Recueil des traités*, volume IV, n° 101 et volume VI, n° 149).

C'est dans ce sens que le prince Sapieha, ministre des Affaires étrangères de Pologne, exposa la thèse

polonaise au sujet de son entrée dans la Petite Entente :

« Nous adhérons volontiers à toute combinaison qui pourra garantir à d'autres des avantages auxquels nous ne sommes qu'indirectement intéressés, mais à la condition que d'autres nous garantissent à leur tour ce qui nous touche plus directement et à quoi ils ne sont peut-être qu'indirectement intéressés, c'est-à-dire le traité de Riga.

« Nous garantirons les traités de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et de Sèvres, mais qu'on nous garantisse le traité de Riga...

« Evidemment, il faut travailler dans le sens de la paix et je ne doute pas que la Roumanie, comme la Pologne, ne travaille en vue de rendre possible une consolidation de la paix, en évinçant les antagonismes existants et en veillant à ce que le traité de Riga soit observé par les parties contractantes.

« Pour le moment, ajoute le prince Sapieha, je crois qu'il faut laisser le temps faire son œuvre conciliatrice (1). »

Ainsi la Pologne ne voyait aucun inconvénient à se joindre à la Petite Entente, mais elle voulait être assurée que ses frontières orientales seraient garanties. Or la Tchécoslovaquie ne voulait pas prendre un engagement en ce sens qui eût pu la mettre un jour en état de guerre avec la Russie.

1. *La Pologne*, 1920, p. 1281-1282.

L'entente entre Varsovie et Prague n'était donc pas parfaite et l'entrée de la Pologne dans la Petite Entente semblait encore prématurée.

Certes, le voyage de Take Jonesco avança beaucoup les choses et à la suite de ses entretiens avec les gouvernements de Tchécoslovaquie et de Pologne, les relations entre ces deux Etats devinrent plus amicales. Mais ce n'était pas assez pour pouvoir réaliser une alliance.

SECTION I. — *L'alliance polono-roumaine.*

Si l'alliance ne pouvait pas se faire du côté polono-tchèque, elle avait plus de chance d'être réalisée entre la Roumanie et la Pologne. D'ailleurs, le cabinet de Varsovie préférait se rapprocher de la Petite Entente par la voie d'une alliance préalable avec les Roumains. L'identité des intérêts et la concordance de leur politique à l'égard de la Russie facilitait le renforcement de l'amitié polono-roumaine. Une convention défensive entre ces deux Etats était par conséquent imminente.

Comme les négociations de Riga n'avaient pas encore abouti à la signature du traité de paix avec les Soviets, le gouvernement polonais fut amené à s'orienter vers Bucarest. Ainsi le général Haller, l'ancien chef de l'armée polonaise constituée en France pendant la guerre, se rendit au mois de janvier 1921 en Roumanie afin d'entamer des pourpar-

lers avec les dirigeants roumains au sujet du problème russe. Sa visite prépara l'alliance entre ces deux pays en vue de maintenir pacifiquement la sécurité de leurs frontières orientales.

Du côté roumain, une alliance avec la Pologne fut désirée immédiatement après la conclusion de la paix. Lorsque le Pacte de la Société des nations fut adopté, Take Jonesco s'est bien rendu compte que l'article 10, relatif à la garantie de l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des membres de la Ligue, sans une sanction efficace, est plutôt une espérance qu'une certitude. C'est alors que l'ancien ministre roumain préconisa la conclusion d'une convention défensive entre la Pologne et la Roumanie, convention qui pourra sanctionner la garantie prévue par l'article 10 du Pacte et qui d'ailleurs n'est aucunement en contradiction avec l'idéal de l'organisme international de Genève (1).

Le traité d'alliance polono-roumain fut signé à Bucarest le 3 mars 1921, par le prince Sapieha et par Take Jonesco (S. D. N. *Recueil des traités*, volume VII, n° 175). Il fut la première étape de l'entrée de la République polonaise dans la Petite Entente. Il marqua aussi le début d'une importante période de paix dans l'Europe orientale.

La Roumanie et la Pologne s'obligèrent à s'aider réciproquement pour le cas où l'une d'elles serait

1. Dumitru Plesnila : *Reinoirea tratatului romano-polon* (*Universul*, 10 février 1926).

attaquée sans provocation sur la frontière de l'Est. Le traité visait donc une éventuelle agression bolcheviste.

Les deux Etats prirent encore l'engagement de s'entendre dans les questions de politique extérieure ayant trait à leurs relations avec leurs voisins de l'Est.

Ensuite le traité d'alliance prévoit pour le cas d'une guerre avec la Russie, l'obligation réciproque des parties de ne pas engager de négociations, ni de conclure d'armistice ou de faire la paix l'une sans l'autre.

Cette convention défensive, dont la durée fut fixée à cinq ans de la date de la signature, a été doublée par une convention militaire.

L'alliance polono-roumaine, de nature essentiellement pacifique, eut des conséquences très heureuses. Le gouvernement soviétique se hâta de se mettre d'accord avec le cabinet de Varsovie sur tous les détails du traité de Riga qui fut signé deux semaines plus tard, en reconnaissant ainsi les frontières actuelles de la Pologne orientale.

En outre, cette alliance fraya aussi le chemin d'un rapprochement polono-tchèque.

*
* *

Il est indiscutable que la convention défensive polono-roumaine a rendu des services pour la paix

et pour la sécurité des Etats signataires. Mais au bout de cinq ans, au mois de mars 1926, s'est posée la question de savoir s'il fallait renouveler cette convention dont les termes avait été conclus dans une situation tout à fait différente de celle d'aujourd'hui, ou s'il fallait plutôt réaliser une alliance nouvelle dont les lignes générales procéderaient de l'esprit qui avait dominé les accords de Locarno. La dernière solution paraissait préférable. Aussi le nouveau traité d'alliance fut signé à Bucarest, le 26 mars 1926, par Wielowiesky, ministre de Pologne accrédité auprès du gouvernement roumain, et par M. Jean Duca, ministre des Affaires étrangères de Roumanie. La nouvelle alliance polono-roumaine prit la forme d'un traité de garantie inspiré « d'idées directrices ayant présidé à l'évolution politique des relations internationales dans les cinq dernières années, évolution qui a été dictée par le désir universel de paix et de stabilisation » (1).

Le nouveau traité fut conclu pour une période de cinq ans. Il prévoit en outre la conclusion d'une convention d'arbitrage spéciale entre la Pologne et la Roumanie.

Dans les déclarations faites à la presse, M. Wielowieyski a précisé la portée du renouvellement du traité d'alliance défensive roumano-polonais :

« Au point de vue de la forme, disait le ministre

1. *Journal des Débats*, 29 mars 1926.

de la Pologne à Bucarest, c'est un traité nouveau; mais quant au fond c'est une prolongation de l'ancien traité. Le traité de garantie conclu par la Pologne et la Roumanie constitue une alliance élargie et approfondie, coulée dans un moule complètement modernisé, c'est-à-dire conforme au pacte de la Société des nations et à l'esprit de Locarno : je le crois très bon, il satisfait les deux parties contractantes, ce qui est un fait aussi heureux que rare. D'autre part, il pourra entraîner non seulement les signataires mais encore tous leurs voisins à conclure de pareils accords garantissant la paix. Il sera donc, je l'espère, la pierre angulaire d'un nouveau Locarno de l'Europe centrale et orientale.

« Si le gouvernement des Soviets désire réellement la paix, ce n'est pas le traité d'alliance entre la Pologne et la Roumanie qu'il pourrait invoquer comme obstacle. Cette alliance a toujours eu et aura toujours un caractère purement défensif : elle n'est donc destinée à jouer qu'en cas d'attaque et ne peut en rien empêcher le développement de l'action pacifique entre les trois pays. »

Envisageant les effets que pouvait avoir le nouveau traité polono-roumain sur la Petite Entente, M. Wiewirowski continue en ces termes :

« La Petite Entente a toujours eu et aura toujours les sympathies de la Pologne, car elle est un instrument de paix dans l'Europe centrale, et je suis sûr que le traité de garantie polono-roumain ne peut-être

vu que d'un œil bienveillant à Prague et à Belgrade en tant qu'instrument de paix dans l'Europe centrale et orientale. Ces deux ententes régionales sont donc parallèles : non seulement elles ne se contredisent pas, mais au contraire elles se complètent (1). »

SECTION II. — *Les relations polono-tchécoslovaques.*

Après la signature de l'alliance polono-roumaine du 3 mars 1921, mais surtout après la première tentative de Charles de Habsbourg de remonter sur le trône de Hongrie, la presse tchécoslovaque et polonaise commença à préconiser l'amitié des deux nations. La *Tribuna*, notamment, écrivait : « L'entente avec la Pologne est le couronnement nécessaire du système des traités par lequel s'est affirmée la politique tchécoslovaque en Europe centrale; sans cette entente l'Europe centrale ne pourrait être pacifiée et ne pourrait développer pleinement ses forces économiques » (2).

Evidemment l'entente n'était pas aussi avancée que le croyaient la plupart des journaux. Les souvenirs fâcheux des différends et notamment de l'affaire de Jaworzina, qui ne fut réglée qu'en mars 1924 par l'attribution de ce village à la Tchécoslovaquie, poussaient encore à la réserve les cercles gouvernementaux de Varsovie et de Prague et retardaient

1. *Le Temps*, 2 avril 1926.

2. *Le Temps*, 19 juin 1924.

entre eux le rapprochement amical. Cependant le désir d'établir des liens plus étroits entre la Pologne et la Tchécoslovaquie était notoire.

Dans un exposé fait à la commission des Affaires étrangères, M. Benès déclara que les relations avec la Pologne s'étaient beaucoup améliorées. « Il y a tendance chez les deux parties, disait le ministre tchèque, à regarder plus tôt dans l'avenir que dans le passé pour que les rapports des deux pays deviennent réellement fraternels ».

1^o *La convention politique du 7 novembre 1921.* — Avec la volonté sincère des deux parties la base d'une amitié polono-tchèque s'est consolidée assez rapidement. Au mois de septembre 1921 la possibilité d'entamer des négociations au sujet d'un traité de commerce était déjà ouverte. D'ailleurs la nécessité d'intensifier les rapports économiques dans le centre européen facilita aussi la conclusion d'un traité commercial entre la Tchécoslovaquie et la Pologne. Il fut signé le 20 septembre 1921 à Varsovie, mais il ne fut jamais ratifié.

Quoi qu'il en soit, ce traité de commerce a été le premier pas vers une collaboration entre la Tchécoslovaquie et la Pologne. Il a été l'avant-garde de la convention politique signée par les ministres de ces deux Etats à Prague, le 7 novembre 1921. Cette convention politique n'était pas une alliance, mais le début heureux d'une période qui était destinée à préparer peu à peu cette alliance. Elle n'était qu'un

engagement réciproque pour le respect de l'intégrité territoriale. Toutefois, quand on pense à la situation antérieure et à la méfiance qui dominait les rapports de ces deux peuples, on peut dire, sans exagérer, que cette entente politique a été un véritable succès.

La convention politique du 7 novembre 1921 prévoyait, pour le cas d'un conflit entre les deux Etats, l'obligation de recourir à des arbitres *ad-hoc* ou bien au Tribunal d'arbitrage de La Haye.

En cas d'attaque d'un de leurs voisins, les deux parties s'engagèrent à observer une neutralité bienveillante et à autoriser le libre transit du matériel de guerre.

La Pologne proclama encore son désintéressement dans la question de la Galicie orientale qui avait jusqu'alors causé un malaise assez sensible dans les rapports polono-tchécoslovaques.

Le traité fut conclu pour une durée de cinq ans, mais avec la possibilité d'être résilié au bout de deux ans pourvu qu'il fût dénoncé six mois d'avance.

Aussitôt après la signature du traité politique, les relations diplomatiques entre la Pologne et la Tchécoslovaquie furent inaugurées. Un horizon nouveau parut sur les frontières de ces deux pays et le bon voisinage commença à refléter la lumière bienfaisante d'un avenir plein d'espérances. Mais on ne pouvait pas encore parler d'une prochaine entrée de la Pologne dans la Petite Entente.

Il est vrai qu'une identité de vues existait entre la

Pologne et les autres pays héritiers de l'ancienne Monarchie dualiste, mais elle ne se manifestait que de temps en temps, quand la nécessité impérieuse l'exigeait. Ainsi, même avant l'établissement des relations politiques amicales entre les Tchèques et les Polonais, l'attitude prise par le gouvernement de Varsovie dans les affaires de Hongrie avait mis la Pologne à côté des Etats de la Petite Entente. Mais une vraie collaboration entre elle et ces Etats n'a commencé qu'après la convention politique polono-tchèque qui l'a liée plus étroitement aux autres peuples victorieux de l'Europe centrale.

*
* * *

Quelques mois plus tard, à la conférence de la Petite Entente qui eut lieu à Bucarest à la fin de février 1922, la Pologne participa aux conversations qui portèrent sur la fixation d'une conduite solidaire à la conférence de Gênes. De même, elle prit part à la réunion économique qui se tint à Belgrade le 9 mars de la même année. Et depuis, elle n'a pas cessé d'entretenir des relations avec les Etats de la Petite Entente, pourtant sans assister à leurs dernières conférences.

Mais il faut reconnaître que l'affaire de Jaworzina, ramenée de nouveau dans la discussion, a empêché la marche des choses vers une entente complète entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. La question fut déferée au Conseil de la Société des nations qui, après

avoir consulté la Cour permanente de Justice internationale, a fixé le 13 mars 1924 le tracé définitif de la frontière en attribuant le village de Jaworzina à la Tchécoslovaquie. Ainsi fut réglée une des questions les plus irritantes entre les gouvernements de Prague et Varsovie. On espéra alors que l'amitié polono-tchèque allait pouvoir prendre un essor plus vigoureux qu'auparavant.

2^o *Le traité de conciliation et d'arbitrage du 23 avril 1925.* — A côté de la solution des diverses questions pendantes entre Prague et Varsovie, les événements de la politique internationale ont contribué aussi au développement des relations amicales entre les Polonais et les Tchèques. Notamment la proposition allemande de participer à un pacte de sécurité anglo-franco-belge et son désir de soumettre à l'arbitrage le règlement de ses frontières orientales ont resserré plus étroitement encore les rapports entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, menacées par les intentions de l'Allemagne.

On sentit alors le besoin d'une entente plus complète. Et ce fut dans la seconde quinzaine d'avril 1925 que M. Benès alla à Varsovie afin de prendre contact direct avec le gouvernement polonais et négocier avec lui des accords sur des bases plus larges. Il avait donc fallu l'œuvre de quatre années environ dans la diplomatie de ces deux Etats pour que l'entente pût gagner plus de terrain entre Varsovie et Prague.

A son arrivée dans la capitale de la Pologne, M. Benès fut salué très chaleureusement. Sa présence parmi les Polonais était le symbole d'une vie nouvelle et fraternelle qui allait commencer entre ces deux voisins. Les discours qui furent prononcés à cette occasion par les deux ministres des Affaires étrangères resteront toujours comme deux pages grandioses dans l'histoire de ces deux nations et aussi comme un indice qu'elles s'acheminaient vers une alliance prochaine.

Voilà ce que déclara le comte *Skrzynski* au nom de la Pologne.

« Nos deux pays sont voisins ; nos deux pays ont connu, dans le passé, les mêmes revers, le même sort ; ils ont senti de la même manière peser sur eux le joug de la force brutale, désireux de mutiler et d'étouffer leur culture ; nos deux pays ont vu, le même jour, poindre l'aube merveilleuse de leur liberté nationale. Ils savent que celle-ci repose sur les mêmes assises inviolables des même traités de paix. Nos deux pays sont rapprochés par la fraternité des races qui fraternisèrent dans la souffrance ; ils doivent fraterniser pour l'avenir dans un commun effort, dans la collaboration intime qui leur est imposée par la logique de l'histoire et par les menaces de l'avenir.

« Cette fraternisation s'impose à leur volonté comme le plus sacré des devoirs ; elle est inspirée par la défense de leurs intérêts propres et par le devoir qu'ils ont de servir les grands intérêts de l'humanité

désireuse de se relever de la terrible épreuve, et qui est impuissante à le faire sans un effort concret, sans la collaboration loyale de tous les hommes, de tous les peuples de bonne volonté et de bonne foi.

« Vous venez, monsieur le ministre, au nom de votre peuple laborieux et intrépide nous tendre la main pour ce travail; nous vous tendrons la nôtre avec la volonté également claire et loyale de poursuivre ensemble le même but, car nous avons conscience que ce n'est qu'ainsi que nous pourrons le mieux servir nos pays et l'humanité; ce n'est seulement qu'ainsi que nous servons le mieux le présent, en assurant l'avenir! »

M. Benès répondit dans les termes suivants :

« Je me hâte de confirmer tout de suite vos paroles. Ma présence à Varsovie est l'expression d'un rapprochement sincère, loyal et amical de deux nations sœurs et d'une collaboration continue, durable de deux Etats dont l'intérêt et la destinée historiques sont de se compléter. Sur le terrain économique, des tâches importantes, grandioses même nous attendent. Après avoir conquis la liberté politique, c'est l'émancipation économique qui nous attend et nous appelle.

« Nos deux peuples ont des intérêts vitaux à s'aider, à se compléter, à élaborer tout un système de solidarité économique capable de devenir la base de notre liberté nouvelle.

« Je tiens à confirmer tout ce que vous m'avez dit :

notre collaboration personnelle a été toujours dictée par les idées communes que nous tenons de nos deux peuples qui cherchent à atteindre leurs buts nationaux par la réalisation du grand idéal de paix et de solidarité de tous les peuples. J'espère surtout que notre traité d'arbitrage montrera à l'opinion publique de nos deux pays et à l'opinion publique internationale que la voie pacifique dans l'avenir, de même que l'esprit qui prédominera toujours à nos relations futures, continueront la politique symbolisée par le protocole de Genève » (1).

Le 23 avril 1925 trois accords furent signés par MM. Benès et le comte Skrzynski. Le premier est relatif au traitement fraternel des minorités polonaise en Tchécoslovaquie et tchécoslovaque en Pologne; le second est une convention commerciale (voir le texte: L'Europe nouvelle du 13 mars 1926); et le troisième est un traité de conciliation et d'arbitrage (voir le texte: L'Europe nouvelle, du 13 juin 1925). On ne s'occupera ici que du dernier qui, au point de vue des rapports politiques, présente une importance indéniable.

La Pologne et la Tchécoslovaquie, animées du désir de développer les relations amicales qui les unissent, « s'inspirant des principes de la résolution de l'assemblée de la Société des nations en date du 22 septembre 1922, relative à l'institution des com-

1. *Excelsior*, 23 avril 1925.

missions de conciliation entre Etats, et désirant consacrer le principe de l'arbitrage obligatoire dans leurs rapports réciproques par un accord général visé à l'article 21 du pacte de la Société des nations », s'engagèrent par le traité du 23 avril 1925 « à soumettre à la procédure de conciliation ou à la procédure d'arbitrage tous les différends qui viendraient à s'élever entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable » (préambule et premier article).

Le traité impose donc pour le règlement de tout différend la procédure de conciliation. Dans le cas où la conciliation n'aboutirait pas, l'une des parties peut demander que le différend soit soumis à l'arbitrage. Pourtant les parties ont la faculté de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

Une *commission permanente de conciliation* est instituée. Elle se compose de cinq membres : deux délégués par chaque partie (l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un Etat tiers) et un président désigné pour la durée de cinq ans, d'un commun accord, par les deux parties. Le mandat du président est renouvelable.

La commission de conciliation a pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement du litige (art. 6). Le projet de règlement du différend est présenté par la commission de conci-

liation dans un rapport. Si les parties acceptent les conclusions du rapport et les propositions qui y sont contenues, le différend est solutionné. Si au contraire, une des parties ou toutes les deux n'adoptent pas ces conclusions ou que la commission de conciliation n'aboutisse pas à la rédaction d'une proposition, le différend sera soumis à l'arbitrage et le *tribunal d'arbitrage* sera établi par l'accord des parties. A défaut de constitution du tribunal par l'accord des parties, chacune d'elles nommera deux arbitres dont l'un devra être sur la liste des membres de la cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le président du tribunal (art. 15).

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les parties doivent conclure un *compromis spécial*, déterminant nettement l'objet du différend, les modalités de la procédure et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles. En cas d'absence d'un pareil compromis, la procédure à suivre sera celle établie par la convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux (art. 16).

Le traité d'arbitrage polono-tchécoslovaque n'entrave aucunement la faculté des parties de soumettre d'un commun accord, un différend qui aurait pu surgir entre elles, à la Cour permanente de justice internationale (art. 17).

La sentence du tribunal d'arbitrage est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les parties (art. 21).

La durée du traité fut fixée à cinq ans, mais s'il n'est pas dénoncé six mois avant son échéance, il sera censé être renouvelé pour une autre période de cinq ans et ainsi de suite.

SECTION III. — *Vers une Quadruple Entente.*

L'entente est devenue parfaite entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les journaux, qui commentèrent avec un intérêt particulier le résultat du voyage du ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque, parlaient déjà de la possibilité d'une alliance tchéco-polonaise et d'une prochaine adhésion de la Pologne à la Petite Entente. L'organe du parti libéral roumain, le *Vütorul*, soutenait que la conclusion d'une convention défensive entre les Tchèques et les Polonais était d'autant plus facile que chacun de ces deux peuples était lié par une semblable alliance avec la France (1). L'*Universul*, le plus grand journal indépendant de Roumanie, écrivait à son tour, même plusieurs jours avant la signature des traités de Varsovie : « L'entrée de la Pologne dans le groupe de la Petite Entente, considérée il y a quelques années comme irréalisable, devient aujourd'hui

1. *Vütorul*, 27 avril 1925.

d'hui une nécessité de premier ordre et elle pourrait s'effectuer sans trop de difficultés si tout le monde y mettait de la bonne volonté. Par cette adhésion, la sûreté matérielle et morale de la Pologne s'accroîtra sensiblement, et notre bloc y gagnera une plus grande autorité. La sécurité de la Pologne est notre sécurité à tous (1). »

La presse polonaise soutenait la même idée. La *Gazeta Warszawska* insistait surtout sur la nécessité de suivre la bonne voie indiquée par les accords du 23 avril 1925 :

« Nous ne croyons pas, écrivait ce journal, que le moment soit venu de procéder à la transformation de la Triple Entente en une Quadruple Entente, mais nous sommes d'avis qu'il est temps d'entreprendre des travaux préparatoires à cet effet. Les événements politiques des quelques derniers mois prouvent que les Allemands déploient une activité fiévreuse dans tous les domaines. Nous ne pouvons pas être indifférents en présence de ce qui pourrait arriver sur le vaste territoire s'étendant depuis la Baltique jusqu'à la Mer Noire et à la Mer Egée et nous devons tendre à accorder notre politique avec celle des autres pays de l'Europe centrale. Aussi est-il clair que ce sont surtout nos relations avec la Petite Entente qui devraient devenir plus étroites et plus effectives. Le fondement sur lequel nos rapports avec les pays

1. *Le Temps*, 7 avril 1925.

de l'Europe centrale pourront s'édifier est, du reste, fourni par l'entente que nous avons réalisée avec la Tchécoslovaquie. Les traités et conventions que nous avons signés avec ce pays le 23 avril ont ouvert la bonne voie; il s'agit maintenant de la suivre (1). »

Les milieux politiques des pays de la Petite Entente, et même toute la presse étrangère, étaient agités autour de cette question. Et avant la conférence de Bucarest, le bruit de l'entrée de la Pologne dans la Petite Entente était si grand qu'on pouvait croire qu'elle se réaliserait. Mais les dirigeants de la Triple Alliance danubienne ont jugé que le temps n'était pas encore arrivé pour procéder à l'élargissement des cadres de leur entente. D'ailleurs la Pologne n'a pas manifesté non plus son désir immédiat de se joindre au groupement du centre européen. Ainsi l'adhésion de la Pologne à la Petite Entente reste toujours en suspens, mais on a la foi qu'elle sera réalisée dans un avenir prochain.

SECTION IV. — *La Pologne et la Yougoslavie.*

Pour réaliser une *Quadruple alliance* il faut d'abord savoir si une alliance polono-yougoslave serait possible. On ne voit rien qui pourrait l'empêcher. Les relations entre ces deux États sont très

1. *Le Temps*, 16 mai 1925.

amicales. D'ailleurs en voilà le témoignage dans les déclarations faites par M. *Okenski*, ministre de Pologne à Belgrade, au journal *Warszawianka* : « Les relations entre la Pologne et la Yougoslavie sont amicales et cordiales. Nous avons déjà conclu un traité de commerce, une convention concernant l'assistance judiciaire et nous préparons une convention consulaire. La nation yougoslave a beaucoup de sympathie pour la Pologne. D'autre part, la Yougoslavie est un pays où l'agriculture prédomine. Notre industrie pourrait donc y trouver un marché pour ses produits tandis que nous pourrions en importer du tabac, du minerai, des cuirs, des fourrures et du vin. Les difficultés du transit empêchent jusqu'à présent un développement plus intense de ces relations. Mais il y a des raisons de croire que ces difficultés pourront être écartées dans l'avenir (1). » Ajoutons à cette dernière phrase : — par la voie d'une collaboration très étroite entre tous les États de la future Quadruple alliance et par la voie de la réalisation d'une « Petite Entente économique » dont nous avons parlé dans quelques-unes des pages précédentes.

Par conséquent les intérêts économiques et politiques qui lient la Pologne à la Yougoslavie sont une garantie que la conclusion d'une alliance entre ces deux pays serait possible. Mais en regardant la carte

1. *Le Temps*, 15 février 1925.

de l'Europe et en voyant les États qui séparent la Yougoslavie de la Pologne, on pouvait se demander : pourquoi cette alliance polono-yougoslave ? En effet les deux États ont peu d'intérêt à conclure une pareille alliance, mais si nous avons insisté sur cette question, c'est uniquement pour montrer que la Yougoslavie ne serait pas un obstacle à l'entrée de la Pologne dans la combinaison de la Petite Entente. Ainsi, par le fait que les relations de la Pologne avec les trois États de la Petite Entente sont aussi amicales que favorables à des conclusions d'alliances, tout est prêt pour que la Quadruple Entente puisse être réalisée. Il suffit de consacrer, par des conventions écrites, l'état de choses existant.

SECTION V. — *Les modalités de l'adhésion de la Pologne à la Petite Entente.*

Comme on l'a vu, nul obstacle ne s'oppose plus aujourd'hui à la transformation de la Petite Entente en une Quadruple-Alliance. Son rôle s'est considérablement étendu ; son programme politique englobe à présent l'étude des problèmes européens ; elle ne se borne plus aux questions hongroises comme au moment de sa fondation. Il existe une coïncidence parfaite entre la politique de la Petite Entente et celle de la Pologne. En outre l'alliance polono-roumaine et l'entente tchéco-polonaise faciliteront aussi

l'extension de cette union d'États centraux vers le nord.

Mais on se demande alors comment réaliser la Quadruple-alliance?

Deux méthodes se présentent : l'une fondée sur des traités séparés et l'autre basée sur la transformation des différentes conventions en un pacte constitutif. La première manière impliquerait seulement la conclusion de deux conventions défensives entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, d'une part, et entre la Yougoslavie et la Pologne, d'autre part, qui viendraient compléter la chaîne d'alliances de la Petite Entente. Elle serait facile à réaliser attendu que l'entente est complète entre ces États. Ainsi la Petite Entente conserverait ses formes constitutionnelles. La seconde manière serait plus désirable, mais plus difficile à adopter. Il faudrait en ce cas convoquer une conférence où les quatre États participant à l'alliance devraient négocier et conclure les dispositions d'un pacte fondamental qui remplacerait les conventions séparées et réglerait les conditions d'une coopération politique et économique entre la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie.

Il est souhaitable que le travail de ces États s'oriente vers cette direction, mais pour le moment il vaudrait mieux compléter la série des traités d'alliance. Une fois ces quatre États liés entre eux par des conventions, la fusion de celles-ci en un pact

général pourra se réaliser avec davantage de chances. Il est encore désirable que ces conventions soient doublées par des traités d'arbitrage et que le pacte général, qui devra poser les bases de la Quadruple-Entente, s'inspire de l'article 10 du Pacte de la Société des nations, en lui apportant une sanction et des moyens propres d'exécution. C'est ainsi que la garantie de la paix sera complète en Europe centrale.

CHAPITRE II

UNE COLLABORATION AVEC L'ENTENTE BALTIQUE

Les États baltes, détachés de la Russie, se sont rendu compte que, seule, une collaboration politique et économique entre eux pouvait garantir leur sécurité et leur développement. Ils ont convenu, dès le mois d'octobre 1919, d'envoyer des représentants à un congrès qui devait se tenir à Wilno afin de poser les bases d'une *Entente baltique*. Mais le projet ne pouvait pas se réaliser, surtout à cause de l'attitude de la Lithuanie qui ne regardait pas favorablement la participation de la Pologne à la collaboration des États baltes. Elle avait un différend avec la Pologne sur une question territoriale concernant la ville de Wilno, question qui fut déférée à la Société des nations. Au mois de novembre une autre conférence eut lieu à Dorpat sans la participation de la Pologne. Mais les États baltes s'aperçurent qu'une Entente sans la Pologne serait un instrument dans les mains des gouvernements de Moscou et de Berlin. Ils se réunirent de nouveau au mois de janvier 1920 à Helsingfors. Cette fois la Pologne fut représentée.

Les travaux de cette conférence préparèrent le terrain pour une entente prochaine qui, après la convocation d'une nouvelle conférence à Riga, fut réalisée au mois de juillet 1921 à *Helsingfors*.

Ainsi, l'Entente baltique, au moins dans son projet, comprenait à l'origine l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie, mais elle ne tarda pas à s'étendre de la Finlande jusqu'à la Pologne. Il est vrai que sa constitution définitive fut retardée par le conflit polono-lithuanien et par la situation internationale de ces petites républiques qui ne furent au commencement reconnues que *de facto* ; puis vinrent leur reconnaissance *de jure* et leur admission à la Société des nations. Il ne restait alors que l'arrangement amical du différend territorial qui mettait sur pied d'antagonisme les gouvernements de Varsovie et de Kovno. L'entente ne pouvant se faire entre la Pologne et la Lithuanie, la conférence de Helsingfors créa au mois de juillet 1921 une *Entente baltique*, ou *Petite Entente du nord* comme on l'appelle encore, sans la participation de la Lithuanie.

A partir de cette réunion constitutive, l'Entente baltique tint des conférences périodiques en s'occupant de toutes les questions qui la concernaient. Ainsi la conférence de Varsovie de mars 1922 qui a fixé la ligne de conduite commune des États baltes à la conférence de Gênes. Une convention d'une haute importance, signée le 17 mars 1922 entre la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie et la Pologne, régla

leurs relations politiques et économiques. D'après cette convention, les États participants confirmèrent la reconnaissance réciproque des traités de paix qui avaient terminé l'état de guerre avec la Russie des Soviets. Ils s'obligèrent ensuite à entamer dans le plus bref délai des négociations en vue de la conclusion entre eux de traités et conventions administratifs et économiques, mais surtout de traités commerciaux et de conventions d'option et d'extradition. L'article 5 assura les droits et les libertés des minorités ethniques appartenant à la race dominante de l'un des États signataires. Mais la disposition la plus importante de la convention du 17 mars 1922 est celle relative au règlement pacifique de tout litige ou contestation qui pourraient survenir entre les États contractants. Ils doivent recourir, selon l'article 6 « à l'arbitrage confié d'un commun accord des États intéressés, soit à des arbitres choisis *ad hoc*, soit à la cour de justice internationale ». Les États représentés à la conférence de Varsovie déclarèrent en outre qu'au cas où l'un d'eux serait attaqué sans provocation par un autre État ils se concerteraient immédiatement sur les mesures à prendre. La convention fut conclue pour une durée de cinq ans; laquelle peut être prolongée par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation six mois à l'avance (1).

1. *La Pologne*, 1922, t. I, p. 425-426.

Le 17 *janvier* 1925 une convention de conciliation et d'arbitrage fut signée à Helsingfors entre la Finlande, la Lettonie, l'Esthonie et la Pologne. « Les hautes parties contractantes, désirant appliquer dans leurs rapports mutuels les principes dominants du pacte de la Société des nations, développés par le protocole de Genève adopté le 2 octobre 1924, sont résolues à se servir des moyens y prévus pour le règlement pacifique des conflits qui pourraient surgir entre elles. » Ces conflits ou différends doivent être soumis à une procédure de conciliation ou à l'arbitrage. A cet effet une commission permanente de conciliation est constituée sur le modèle recommandé par la Société des nations.

L'Entente baltique représente aujourd'hui une force réelle dans le nord européen. Son organisation comprend des sous-commissions pour la presse et la collaboration intellectuelle, pour l'arbitrage et pour les communications et les passeports. Elle a donc tous les moyens et tout le pouvoir pour garantir la paix dans le nord. Mais son rôle est aussi d'empêcher l'expansion du bolchévisme et par là elle apporte des services très précieux à tous les pays de l'Europe. Cela ne veut pas dire qu'elle soit une union politique dirigée contre Moscou. Au contraire, elle désire vivre en bonnes relations avec la Russie. On se rappelle qu'elle a même voté une résolution en faveur d'une aide internationale à la Russie affamée. Elle ne nourrit donc nullement des sentiments hostiles en-

vers le peuple russe. Mais quand il s'agit de la sécurité et de la tranquillité des États qui la composent, menacés par la propagande bolchéviste, l'*Entente baltique* est dans ses droits de légitime défense d'anéantir toutes les tentatives qui, sous la tutelle de la III^e Internationale de Moscou, veulent provoquer la révolte des masses et troubler la paix. Par conséquent l'Entente baltique est une coopération tout à fait pacifique entre les jeunes républiques séparées de la Russie, ayant comme but la défense de leur intégrité et de leur sécurité et ensuite le maintien des relations politiques et économiques plus intimes entre les États baltes.

Ainsi, l'Entente baltique a pris un chemin parallèle à celui de la Petite Entente. Elle veut garantir aussi le *statu quo* d'après-guerre et assurer les frontières instituées par les traités de paix. Elle est aussi une sentinelle de la Société des nations et une collaboratrice des Alliés. Son but est aussi à la fois défensif et constructif. Ces deux Ententes sont voisines; elles travaillent côte à côte et suivent la même direction pour arriver à l'accomplissement d'un but similaire. Quoi de plus naturel alors que de voir ces deux Ententes collaborer. En effet une collaboration entre la Petite Entente et l'Entente baltique n'est pas seulement possible, mais nécessaire. En la réalisant on pourrait aboutir à consolider plus rapidement et plus sûrement la paix des peuples et l'ordre de choses établi par la victoire commune.

TITRE II

LA PETITE ENTENTE ET LES BALKANS

CHAPITRE PREMIER

L'ADHÉSION DE LA GRÈCE EST-ELLE POSSIBLE?

D'après le projet de Take Jonesco, la Grèce devait, elle aussi, faire partie de la Petite Entente. Mais son adhésion a été ajournée d'une année à l'autre et aujourd'hui sa participation est devenue problématique.

Au début de la création de la Petite Entente, la Grèce n'était liée au système d'alliances des États successeurs de la Double Monarchie que par un traité d'alliance signé le 19 mai 1913, avec la Serbie, pour une durée de dix ans. Ce traité devait être la porte d'entrée de l'État hellénique dans la Triple Entente danubienne, un premier pas vers la conclusion de nouvelles alliances avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Mais le traité de 1913 n'avait

aucune force morale et, par conséquent, il ne pouvait pas être le point de départ d'une entente entre la Grèce et les pays de la Petite Entente. On sait qu'en 1914, quand la Serbie fut attaquée par l'armée austro-hongroise, la Grèce devait, selon les engagements pris dans le traité d'alliance, intervenir militairement à côté de la Serbie. Mais le roi Constantin, malgré l'avis de M. Vénizélos, refusa d'entrer en guerre et de se battre contre les puissances centrales en invoquant que la portée du traité gréco-serbe était réduite seulement aux conflits balkaniques. Ainsi à partir de ce moment, le traité de 1913 avait perdu sa valeur réelle. Il existait tout de même en principe, mais on comprend bien qu'il ne pouvait pas servir de base à un rapprochement de la Grèce et des peuples victorieux du centre européen.

Après la catastrophe mondiale, la Serbie, noyau du grand État yougoslave, ne pensait plus au renouvellement de ce traité gréco-serbe dont les dispositions ne correspondaient plus aux larges aspirations de la nouvelle Yougoslavie. Le gouvernement de Belgrade préféra, dans ces conditions, laisser s'éteindre cette alliance.

Sur ces entrefaits, le prince héritier de Roumanie épousa la princesse Hélène de Grèce, le Diadoque Georges la princesse Elisabeth de Roumanie et le roi Alexandre de Yougoslavie une princesse roumaine. Ces mariages princiers provoquèrent dans les milieux politiques de la Petite Entente une nouvelle

interprétation de la possibilité d'une adhésion grecque. On crut que les liens dynastiques faciliteraient l'entrée de la Grèce dans la Petite Entente.

Mais la réalité des choses n'était pas aussi satisfaisante qu'elle le paraissait. Malgré les relations de famille entre le souverain du Royaume serbe-croate-slovène et l'héritier du trône grec, le peuple yougoslave ne pouvait pas oublier la trahison du roi Constantin. En outre la Yougoslavie avait d'autres griefs contre le gouvernement d'Athènes. Elle se plaignait notamment de ce que les écoles et les minorités slaves n'eussent pas leur liberté dans la Macédoine grecque. Et dans cette situation la jonction de l'État hellénique à la Petite Entente paraissait d'autant plus précaire qu'elle dépendait surtout du développement des relations gréco-serbes.

Après l'abdication du roi Constantin, ce fut Georges, le beau-frère du souverain yougoslave, qui monta sur le trône de Grèce. Cette nouvelle domination fut inaugurée par une reprise des rapports amicaux avec la Yougoslavie. Aussi, au commencement de novembre 1922, M. Politis, le nouveau ministre des Affaires étrangères, alla à Belgrade pour mettre fin aux malentendus existant entre les deux pays. L'entrevue de Belgrade semblait ouvrir une bonne voie d'entente entre la Grèce et la Yougoslavie.

Plus tard, les luttes intestines, qui rongeaient déjà l'État hellénique depuis longtemps, devinrent si

vives que les questions intérieures absorbèrent toute la politique grecque. Le gouvernement d'Athènes, occupé avec ses adversaires politiques, n'eut plus le temps de penser aux intérêts extérieurs du pays. Le nationalisme grec prit une allure forte et la révolution fut sur le point d'éclater. Puis, après quelques semaines d'ébranlement, la Grèce se vit déclarée république.

Pendant ce temps, la question de la reprise des bonnes relations avec la Yougoslavie se trouva négligée. Les dirigeants grecs, dans leurs préoccupations nationales, oublièrent de préparer l'entente pour le renouvellement de l'alliance gréco-serbe et grande fut leur surprise quand, en 1924, ils virent qu'il n'existait plus d'alliance entre les deux pays.

L'extinction du traité d'alliance provoqua une grande émotion dans les milieux politiques d'Athènes d'autant plus qu'elle survint dans un moment où la Grèce avait le plus besoin d'une pareille entente avec les Yougoslaves. En effet, au cours des années qui ont suivi la guerre, l'État serbe-croate-slovène, sous l'abri d'une série de conventions défensives et d'ententes avec les pays voisins, avait pu se consolider et devenir une forte puissance dans les Balkans, tandis que la Grèce avait été affaiblie par la guerre gréco-turque et par les luttes intérieures. Il était donc nécessaire que la République grecque cherchât à nouer et à entretenir des liens plus amicaux que jamais avec la Yougoslavie.

Des négociations furent commencées alors entre Belgrade et Athènes en vue de la conclusion d'une nouvelle alliance. Mais cette fois-ci la Yougoslavie demanda en échange de la garantie qu'elle donnait à l'indépendance des frontières grecques, celle d'occupation, à savoir : le libre transit sur la ligne frontalière hellénique, une zone libre dans le port de l'Égée et le littoral du golfe et de l'Épire pour les colonies slaves de la Macédoine hellénique.

Qui ne remarque immédiatement une telle question et accepte le point de vue grec.

3^e Les conditions péloponnésiennes. — La Yougoslavie, dans la situation actuelle, ne peut faire ses exportations maritimes que par le golfe de l'Égée et de l'Épire. Il est vrai qu'on a parlé dans les milieux diplomatiques serbes et bulgares d'entendre avec l'Angleterre un pacte qui pourrait servir de délimitation ou d'extension des deux pays, mais ce n'est qu'un projet, sans l'appui de l'Italie, serait très difficile à réaliser. La Yougoslavie a donc ses besoins d'extension vers l'Égée et surtout vers l'Épire qui est le plus grand centre du commerce péloponnésien. Les deux bords du golfe de ce port sont une époque très ancienne par la route de ce port pour l'importance que se débattent présentement dans le cas économique de l'Italie méditerranéenne. En raison de cette situation, le gouvernement de Belgrade a demandé plusieurs fois une zone libre à l'Épire. Il est vrai que les dirigeants grecs ont bien compris leur intérêt

tude pour la création de cette zone, qui avait même été instituée (1), mais dans des limites si restreintes que le commerce yougoslave continuait d'en être gêné. En outre, la zone serbe avait été cernée par une zone grecque, ce qui ajoutait à cette gêne. Dans ces circonstances, le cabinet de Belgrade a été amené, à l'occasion des négociations d'une nouvelle alliance avec la Grèce, à insister sur sa demande et à exiger la délimitation d'une zone franche assez étendue pour que les exportations et les importations yougoslaves pussent s'opérer sans difficultés.

Mais il faut savoir que de la frontière serbe jusqu'à l'Egée la distance est d'environ 70 kilomètres et que le transit se fait par le chemin de fer Guevgheli-Salonique qui traverse le sol grec. Aussi le gouvernement de Belgrade demanda la faculté d'administrer directement cette voie ferrée afin d'assurer le bon fonctionnement de son commerce. Mais, à la suite de l'opposition grecque, et pour éviter tout malentendu, il proposa la constitution d'une compagnie franco-gréco-serbe d'exploitation comprenant 60 % de capitaux français, 20 % de capitaux grecs et 20% de yougoslaves. Le gouvernement de Belgrade remarqua encore que la Yougoslavie avait octroyé

1. Voir la convention conclue, le 10 mai 1923, entre le royaume de Grèce et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour régler le transit par voie de Salonique (texte publié dans la revue *L'Europe nouvelle* du 16 août 1924).

déjà à la Grèce la même faculté sur la partie serbe de la ligne Salonique-Monastir.

La troisième revendication yougoslave est relative à la question des minorités. Le gouvernement de Belgrade demanda l'amélioration de la situation des 200.000 slaves qui vivent dans la Macédoine hellénique sans avoir leurs écoles et leurs églises nationales.

2^o *Le point de vue grec.* — Quelles furent les réponses du gouvernement grec à ces conditions yougoslaves?

Tout d'abord, sur la question du libre transit du commerce yougoslave par la voie de Salonique, le cabinet d'Athènes fait remarquer qu'il existe dans le port grec une zone franche internationale dont la Yougoslavie pouvait très bien se servir si elle jugeait trop étroite la zone serbe qui lui avait été concédée.

Quant à l'exploitation de la ligne de chemin de fer Guevgueli-Salonique, il sembla d'abord que la proposition concernant la constitution d'une compagnie franco-gréco-serbe fût bien accueillie dans les milieux officiels d'Athènes, mais en fin de compte la Grèce déclara ne pouvoir accepter une pareille solution. Tout ce qu'elle put faire fut de donner l'assurance du bon fonctionnement du trafic yougoslave.

Finalement la Grèce considéra que, dans le cas d'un engagement de sa part relatif à la situation des minorités, la Yougoslavie pourrait obtenir ainsi

un droit d'intervention dans les questions intérieures de l'Etat hellénique. Et, en outre, les minorités slaves de la Macédoine, selon les Grecs, ne sont que des minorités *sui generis*, des slaves avec le sentiment national grec. Le gouvernement d'Athènes ne voit pas l'utilité de discuter sur la question des minorités qui fut définitivement réglée à Lausanne. Les Etats ne sont responsables que devant la Société des nations du sort des citoyens appartenant par leurs origines à des minorités allogènes.

*
* *

La conciliation de ces deux thèses était impossible. Les négociations ont été suspendues, reprises, de nouveau suspendues et la conclusion d'un traité d'alliance constamment ajournée.

Après l'échec des pourparlers gréco-serbes, le ministre des Affaires étrangères de la République hellénique, M. Rendis, pour arriver à un accord avec la Yougoslavie et pour assurer la sécurité des pays balkaniques, a émis l'idée d'un pacte de garantie mutuelle fondé sur des traités d'arbitrage. Cette proposition de M. Rendis paraissait ouvrir un nouveau chemin d'entente. Mais elle laissait de côté la question d'une alliance entre la Yougoslavie et la Grèce. Ainsi l'adhésion de l'Etat hellénique à la Petite Entente en est toujours restée à l'étape primitive des années précédentes. Elle paraît aujour-

d'hui très problématique. Mais la possibilité d'un pacte balkanique, surtout après l'extension de l'esprit de Locarno dans les Balkans, n'est pas impossible. On l'examinera dans l'un des chapitres suivants.

CHAPITRE II

LA SITUATION DE LA BULGARIE

Immédiatement après la fondation de la Petite Entente, les journaux de Sofia ont prêché la possibilité d'une adhésion bulgare. Ils redoutaient que l'alliance entre les Yougoslaves et les autres pays successeurs de l'ancienne monarchie et ensuite l'entrée de la Grèce dans cette combinaison n'isolassent complètement la Bulgarie. Les milieux politiques de Sofia ont alors pensé que, seul, un rapprochement du peuple bulgare vers les Etats victorieux de l'Europe centrale pourrait sauver la Bulgarie de cette situation. Ils se basèrent notamment sur l'accord économique qui était déjà réalisé entre la Tchécoslovaquie et la Bulgarie.

Après que cette idée eut été lancée par la presse, le premier ministre bulgare, *Stambouliski*, prit la décision d'entreprendre un voyage dans les pays voisins. Il alla à Prague et à Bucarest; il se rendit même à Londres et à Paris, partout exprimant le désir de son cabinet de renouer les relations avec les gouvernements respectifs et partout proclamant

que la Bulgarie ne manquerait pas d'exécuter avec bonne foi toutes les dispositions du traité de Neuilly.

Naturellement, les déclarations de Stambouliski furent enregistrées avec satisfaction par les journaux étrangers, mais la méfiance et la réserve ne s'en manifestèrent pas moins. En outre personne n'ignorait la politique du président du Conseil bulgare au sujet de la réalisation d'une *Internationale verte* qui, selon les projets de Stambouliski, devait grouper tous les partis agrariens de l'Europe centrale et méridionale.

M. Auguste Gauvain a très bien analysé la situation de la Bulgarie à l'égard de la Petite Entente en écrivant dans le *Journal des Débats* du 21 septembre 1920, sur « le problème de l'Europe centrale », un article dont voici quelques passages :

« De son côté le gouvernement bulgare s'efforce de prévenir à sa manière la formation de la Petite Entente : il demanda à en faire partie. Rien de plus habile. Seulement les principaux intéressés devinent les véritables mobiles de la politique actuelle de Sofia, c'est-à-dire le désir passionné de regagner par des combinaisons diplomatiques ce que la Bulgarie a perdu par la guerre. Ne pouvant reprendre de force ce que les voisins possèdent, on aspire à s'installer chez eux... Les membres de la Triple Entente croiront difficilement à l'intention sincère de la Bulgarie de respecter les traités existants. En tout cas ils ont le droit d'exiger qu'elle fasse un stage avant d'entrer dans la combinaison.

« De tous les Etats belligérants la Bulgarie est probablement celui qui est sorti de la guerre le moins atteint économiquement. Grâce à l'armistice de septembre 1918 son territoire n'a pas été envahi. Les richesses du pays sont intactes. Elles se sont même accrues de bétail serbe et roumain volé pendant la guerre et dont le traité de Neuilly n'a stipulé la restitution que pour une partie infime. La Bulgarie peut donc attendre et travailler en toute tranquillité sans avoir besoin d'entrer dans une grande constellation politique. Quoiqu'on dise à Sofia, le traité de Neuilly lui assure toutes les facilités économiques nécessaires à son développement intérieur. Quand elle aura prouvé, par des années de coopération loyale, sa volonté de vivre pacifiquement dans l'Europe nouvelle, ses voisins verront s'il convient de l'admettre parmi eux comme un membre de la famille. »

L'idée de l'entrée de la Bulgarie dans la Petite Entente semblait donc prématurée. Le gouvernement de Sofia n'était pas encore en bons rapports avec les Etats limitrophes. La question de Tsaribrod et les frictions sur la frontière ont formé une barrière entre la Bulgarie et la Yougoslavie et d'autre part, les malentendus entre Athènes et Sofia ont gêné sensiblement la possibilité d'un rapprochement gréco-bulgare. Il n'y avait que la Roumanie qui eût recommencé de vivre en bon voisinage avec la Bulgarie, mais ce n'était que le début d'une reprise des relations normales. Dans cette situation rien n'était

préparé pour une éventuelle adhésion bulgare à la Petite Entente.

D'ailleurs, même le projet d'une jonction de la Bulgarie au groupement des Etats successeurs était incompréhensible. Comment pouvait-on admettre une alliance des pays de la Petite Entente avec une nation qui était dans la même situation que les Magyars? Les deux peuples avaient été vaincus et tous les deux avaient signé des traités dont les dispositions avaient engendré des mécontentements chez eux. Or la Petite Entente a comme but principal justement le maintien du *statu quo* établi par ces traités et la garantie de leur exécution. Il est vraiment très difficile de croire que la Bulgarie pouvait s'engager sincèrement à la garantie de cet ordre de choses contre lequel elle avait manifesté son désir de modification. L'inopportunité et même l'impossibilité pour la Bulgarie de se joindre au système des alliances de la Petite Entente étaient évidentes. Cette idée fut donc abandonnée.

Mais au cours des années suivantes la propagande bolcheviste ne cessa de menacer la sécurité de la Bulgarie. Et quand les agents de Moscou devinrent plus redoutables, le gouvernement de Sofia commença de nouveau à exprimer son espoir dans le rétablissement des bonnes relations avec ses voisins, surtout avec les Roumains et les Yougoslaves. Après que la presse bulgare eut préparé l'opinion publique, dans les derniers jours de 1924, le premier ministre de

Bulgarie, M. Tsankof, se rendit à Belgrade pour s'entretenir avec MM. Pachitch et Nintchitch sur le danger communiste. De là il se rendit à Bucarest où les conversations avec les dirigeants roumains portèrent aussi sur le rapprochement tant désiré par la Bulgarie en face de la menace bolcheviste.

Ces visites de M. Tsankof ont donné naissance à toute une série d'interprétations. La presse étrangère a constaté avec satisfaction que la Bulgarie s'était décidée à reprendre les rapports normaux avec ses voisins. Certains journaux croyaient même que la création d'un bloc balkanique dirigé contre les bolcheviks était imminente.

Quoiqu'il en soit, ce voyage du président du Conseil bulgare a marqué un début heureux et a préparé le terrain pour de prochaines conversations qui pourront s'étendre même sur l'éventualité d'une coopération loyale et sincère entre la Bulgarie et les autres pays balkaniques.

Avant d'entrer à Sofia, M. Tsankof fit les déclarations suivantes au sujet de ses entretiens et relatives à sa politique étrangère :

« Ma mission a un objet modeste et limité. Elle est la première occasion, pour le gouvernement bulgare, d'entrer en contact direct avec les gouvernements des divers Etats balkaniques et en premier lieu avec les gouvernements yougoslave et roumain. Nous prendrons en temps voulu le même contact avec d'autres de nos voisins. Ces contacts sont indispensables pour

permettre aux chefs politiques de se connaître personnellement et de nouer des relations plus étroites.

« La politique étrangère bulgare est actuellement orientée vers la création des conditions favorables à des rapports balkaniques d'amitié et de bon voisinage. Le gouvernement bulgare se croit inéluctablement obligé, en prévision d'une guerre, de s'assurer de rapports plus intimes avec tous ses voisins et de réaliser l'harmonie et la sauvegarde de nos intérêts réciproques et généraux. Dans certains moments, comme aujourd'hui, les Etats balkaniques peuvent se trouver ensemble en face d'un danger grave, étant donnée l'intention de certains éléments d'annihiler et de détruire l'ordre social contemporain. En réalité, tous les Etats balkaniques n'ont pas été menacés directement et d'une façon imminente par ces éléments. Cependant il est certain que tous appréhendent ce danger.

« C'est pourquoi nous devons tous chercher, conjointement ou séparément, les moyens de réagir contre ce mal. La Bulgarie est un des Etats très sérieusement menacés par les tentatives des éléments subversifs. Maintenant, comme au mois de septembre de l'année passée, elle est la première qui s'efforce de prévenir le péril en cherchant, à tout le moins, un appui moral auprès de ses voisins pour la lutte éventuelle contre le bolchevisme, sous sa forme balkanique, soit qu'il se manifeste dans une action de fanatiques exaltés, soit qu'il se traduise par une

agitation dans les groupes ruraux ou urbains de moindre importance...

« L'objectif de mon voyage à Belgrade et à Bucarest est de préparer les conditions préliminaires d'un accord entre les Etats balkaniques, car ces Etats, aujourd'hui plus que naguère, doivent vivre dans la paix, la sécurité et la confiance mutuelles (1). »

Sans doute, les entrevues de Belgrade et de Bucarest et les déclarations de M. Tsankof ont épuré l'atmosphère chargée par ce ressentiment et ces malaises qui avaient entretenu pendant des années la séparation et les divergences entre la Bulgarie et ses voisins. Mais ce n'était que le début d'un prochain rapprochement entre les Bulgares et les autres peuples des Balkans. D'une éventuelle adhésion du gouvernement de Sofia au groupement de la Triple alliance danubienne il ne pouvait pas être question. Il est certain que la Bulgarie ne pourra jamais faire partie de la Petite Entente. Pourtant une collaboration entre cette Entente centre-européenne et l'Etat bulgare ne serait pas impossible sous la forme d'une « Entente balkanique » qui coopérerait avec la Petite Entente et qui, à côté des autres pays de la péninsule, comprendrait aussi la Bulgarie.

1. *Le Temps*, 29 décembre 1924.

CHAPITRE III

DIVERSES PROPOSITIONS ET QUESTIONS RELATIVES A LA STABILISATION DE LA PAIX DANS LES BALKANS

On a dit dans les deux chapitres précédents que l'entrée de la Grèce dans la Petite Entente rencontrait beaucoup d'obstacles, surtout dans l'impossibilité de conclure un nouveau traité d'alliance avec la Yougoslavie et que la situation de la Bulgarie à l'égard de la Petite Entente, semblable à celle de la Hongrie, ne lui permettait pas d'en faire partie. Mais d'autre part il est bien vrai que ces deux Etats ne pouvaient rester isolés. Si la route vers la Triple Alliance danubienne leur était barrée, les cabinets de Sofia et d'Athènes étaient amenés par leurs intérêts à chercher une autre combinaison en vue d'un rapprochement avec les peuples des Balkans. La consolidation et la sécurité des pays balkaniques sont subordonnées à une coopération entre leurs gouvernements. La nécessité d'une collaboration et d'une entente entre les Etats de la péninsule était d'autant plus impérieuse que l'existence des moindres frictions dans cette partie méridionale de l'Europe

a toujours engendré des conflits sérieux et des guerres qui, parfois, ont même dépassé les cadres d'une conflagration régionale. Les Balkans ont toujours été le foyer où l'esprit belliqueux a trouvé le terrain le plus propice à son entretien et à son éruption. Il fallait donc trouver un moyen qui pût éviter dans l'avenir les différends entre les nations balkaniques et qui pût en même temps réaliser une coopération loyale et amicale entre les divers Etats. Bref, il fallait consolider la paix dans les Balkans. Et pour aboutir à un pareil résultat on a préconisé plusieurs projets d'un règlement interbalkanique. On s'occupera ici seulement de ceux qui se réfèrent à la Petite Entente ou qui, par leur programme de collaboration avec celle-ci, pourraient nous intéresser de plus près.

SECTION I. — *Le problème d'un bloc balkanique.*

Après qu'on eut constaté l'impossibilité d'une adhésion de la Bulgarie et de la Grèce au système d'alliances centrales, l'idée d'un bloc balkanique fut émise. Mais il faut faire une distinction bien nette entre cette idée et celle d'une Confédération balkanique, qui a été soutenue par quelques hommes politiques et dont la réalisation est impossible à cause de l'état d'esprit qui domine actuellement dans la presqu'île. Il s'agissait de créer dans l'Europe méridionale un bloc de tous les pays des Balkans dans les cadres mêmes de la Petite Entente. Le problème fut exposé

par M. *Balougdjitch*, ministre de Yougoslavie à Athènes, dans la revue *Srpski Knjizevni Glasnik* (1^{er} juillet 1922) : « ... Il faudrait, dans le sud, constituer un groupement qui s'appuierait sur la Petite Entente dans sa politique générale, mais qui tiendrait compte des intérêts et des dangers purement balkaniques... Branche méridionale de la Petite Entente, le bloc balkanique s'établirait sur une large base de concessions économiques visant surtout les ports de la mer Egée et les grandes lignes de chemins de fer, de telle sorte que ces vastes territoires constituent un tout économique... (1). »

SECTION II. — *L'idée d'un bloc antibolcheviste et la question d'une « Entente balkanique ».*

Outre un bloc balkanique, qui devait lier économiquement les Etats de la péninsule, on vit plus tard naître l'idée d'un bloc antibolcheviste. En effet, lors du voyage de M. Tsankof à Belgrade et à Bucarest, la presse parlait d'un autre bloc balkanique qui aurait eu comme but principal de combattre la propagande bolcheviste dans les Balkans. Le président du Conseil bulgare a même laissé entendre qu'une coopération des Etats balkaniques, sous la forme d'un bloc anticomuniste, était bien nécessaire pour la sécurité de ces pays et pour la

1. Albert Mousset : *op. cit.*, p. 137.

garantie de leur fondement constitutionnel contre l'expansion bolchevique. Ce bloc devait comprendre, au début, la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie, et ensuite, après son organisation, il pouvait se compléter par les autres nations des Balkans. Mais, malheureusement, cette idée ne pouvait même pas revêtir le caractère d'un projet. Il y avait encore trop de malentendus entre le gouvernement de Sofia et ceux des Etats voisins pour que l'accord fût réalisable. Il fallait donc préalablement régler ces différends et l'on ne pouvait penser qu'ensuite à la possibilité d'une collaboration en vue de contre-balancer le péril rouge. M. Tsankof savait bien que ses entretiens avec les dirigeants roumains et yougoslaves ne suffisaient pas pour créer un accord, mais par ces entrevues il croyait inaugurer les heureux débuts d'un rapprochement avec les autres Etats balkaniques qui, sans doute, avec de la bonne volonté réciproque, pourraient préparer et consolider la base d'un bloc. Il faut reconnaître que la question d'un tel bloc anticomuniste n'a pas avancé depuis, mais l'idée existe toujours et dans beaucoup de cercles politiques on envisage divers projets pour sa réalisation. Elle a pris de l'envergure surtout après l'attentat de la cathédrale de Sofia, où les agents de Moscou ont fait des centaines de victimes.

Il est indéniable que les Soviets, dont la politique extérieure est inspirée par l'organisation communiste, veulent atteindre tous les Etats d'Europe et insti-

tuer à leur place des républiques socialistes qui seraient soumises au gouvernement moscovite. La voie de cette propagande destructive a été barrée du nord au sud par l'Entente baltique et par la Petite Entente. Il n'est donc resté que les Balkans par où le bolchevisme pouvait se diriger plus facilement vers le centre européen en raison de l'antagonisme continu qui existait entre les pays balkaniques. Pour parer à ce danger, il n'y a qu'un seul moyen : prolonger le système d'ententes qui s'étend de la Finlande jusqu'au Danube, par une *entente balkanique*, qui ne doit pas être expressément anticommuniste, mais dont le but serait la pacification et la consolidation des Balkans par une coopération économique et politique en ce qui concerne les intérêts généraux de la presqu'île. Cette *Entente balkanique* pourrait collaborer avec la Petite Entente en vue du maintien de la paix dans le Proche-Orient. Elle serait liée à la Triple Alliance danubienne par l'intermédiaire de la Yougoslavie qui, en ce cas, ferait partie des deux Ententes. Ainsi l'Etat serbe-croate-slovène jouerait dans le sud le rôle que la Pologne pourrait avoir dans le nord comme pont de liaison entre l'Entente baltique et la Petite Entente.

On comprend très bien que la réalisation d'une pareille *Entente balkanique* n'est pas une question qui puisse être résolue d'un jour à l'autre. Il faut laisser le temps accomplir, lui aussi, son œuvre conciliatrice, et après l'arrangement de tous les différends, les

divers pays des Balkans devront se rapprocher sincèrement et poser les bases amicales d'une entente économique et politique.

Pour le moment, le travail des gouvernements balkaniques doit porter sur l'établissement de bonnes relations. Dans cette direction il est très utile d'examiner la proposition de M. Rendis, ministre des Affaires étrangères de la Grèce, sur l'arbitrage obligatoire dans les Balkans.

SECTION III. — *La proposition de M. Rendis relative à l'arbitrage obligatoire dans les Balkans.*

Après l'échec des négociations d'Athènes et de Belgrade en vue de la conclusion d'un nouveau traité d'alliance gréco-serbe, M. Rendis suggéra à la Yougoslavie et à la Roumanie l'adoption de la formule d'un pacte de garantie mutuelle fondé sur des traités d'arbitrage. Le ministre grec croyait que par la voie d'un arbitrage obligatoire l'entente pourrait se faire plus vite et que par conséquent, la pacification de la péninsule se réaliserait plus tôt.

Pour ne toucher en rien à la proposition de M. Rendis et pour ne pas altérer la haute portée du projet de l'ancien ministre grec, nous reproduisons ici la partie la plus saillante de l'exposé qu'il fit à la presse :

« J'ai examiné, disait l'ancien ministre des Affaires étrangères de la Grèce, d'une façon détaillée la situa-

tion diplomatique et il me paraît de plus en plus évident que les anciennes méthodes de la diplomatie n'ont pas toujours réussi dans les Balkans. Les conserver quand même, c'est encore risquer, à mon avis d'engendrer des difficultés. Nous sommes donc nécessairement conduits à envisager le recours aux idées d'après-guerre et à la diplomatie ouverte. D'une part, les grandes puissances occidentales et les autres États du nord-est de l'Europe nous indiquent le chemin à suivre. Ce chemin, nous devons, je crois, selon leur exemple, le rechercher dans l'établissement, en tout premier lieu, de l'arbitrage obligatoire. Après, il serait très facile de conclure aussitôt un pacte de garantie, ou même une alliance entre la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie. Les conventions de l'arbitrage obligatoire seraient, bien entendu, basées sur les traités en vigueur et sur le respect de l'intégrité territoriale ainsi que de la souveraineté nationale. La valeur pratique de l'établissement de l'arbitrage obligatoire saute aux yeux lorsqu'on pense aux récentes négociations de Belgrade, sur le renouvellement de l'alliance gréco-serbe. En effet, si, avant que ces négociations fussent engagées, le principe de l'arbitrage obligatoire avait été consacré, aucun obstacle n'aurait pu surgir. On peut en dire autant pour la Roumanie, puisque tôt ou tard la Grèce et la Roumanie seront amenées à se lier, soit par un acte de garantie, soit par une alliance. En tout cas, j'estime que cette ligne de conduite nous

mènera d'une manière plus sûre et plus rationnelle vers la pacification définitive des Balkans et vers la consolidation indispensable du *statu quo* d'après-guerre dans notre péninsule. Tout le monde sait que c'est le vœu le plus cher de la Grèce (1). »

Quinze jours plus tard M. Rendis a continué son exposé dans les termes suivants :

« La Bulgarie serait laissée pour le moment à l'écart, et cela pour éviter tout malentendu. Elle ne serait appelée à participer au pacte qu'après sa conclusion entre la Grèce, la Serbie et la Roumanie, aux conditions que celles-ci lui poseraient, et notamment aux conditions capitales : respect des traités, respect de l'intégrité territoriale et respect de la souveraineté nationale.

« Les négociations parallèles pour une alliance gréco-serbe et gréco-roumaine, loin d'être écartées, sont toujours très désirées à Athènes. Mais on pense que les traités d'arbitrage les faciliteraient considérablement, et qu'au cas où l'alliance ne pourrait pas se faire le pacte de sécurité suffirait.

« Le pacte n'aurait qu'un caractère local. Ce serait un accord régional. Le traité de Neuilly et les conventions qui le complètent en seraient la base. Aucun engagement extrabalkanique ne serait assumé par les contractants, au cas où un des associés serait entraîné dans un conflit extrabalkanique. Ses amis

1. *Le Temps*, 20 juillet 1925.

balkaniques ne s'engageraient qu'à ne pas l'attaquer et à exécuter leurs obligations locales (pour la Grèce, par exemple, le respect des engagements qu'elle assumerait pour le chemin de fer Salonique-Guevgueli, etc.).

« L'arbitrage serait obligatoire. On tend notamment à proposer un système analogue à celui adopté entre les peuples baltiques et la Pologne. A savoir deux degrés de juridiction : 1^o une commission mixte composée de membres des deux parties avec, comme président, un neutre; 2^o recours à la Cour de la Haye pour les conflits juridiques et au conseil de la Société des nations pour les conflits politiques (1). »

Le système des pactes régionaux de garantie mutuelle doublés par des traités d'arbitrage a donc pris aussi des racines dans la diplomatie balkanique. Mais en l'appliquant dans les Balkans, il faut tenir compte de la situation particulière de cette péninsule. Il faut d'abord savoir quels seront les États qui participeront à la garantie et à l'arbitrage et puis il est nécessaire d'examiner les conditions dans lesquelles chacun d'eux pourrait adhérer à une pareille entente.

Un pacte de garantie balkanique ne sera jamais parfait et efficace sans la participation de la Turquie. Il ne pourra donc se réaliser que par l'adhésion de la République turque, de la Grèce, de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie et éventuellement de la

1. *Le Temps*, 4 août 1925.

Roumanie. Or les rapports de ces États entre eux ne sont pas encore les meilleurs. Seules, la Roumanie et la Yougoslavie ont ensemble un traité d'alliance. Comment réaliser alors cet arbitrage dont la base doit être constituée par une entente préalable? On peut même craindre pour la conclusion de ces traités d'arbitrage les mêmes difficultés que pour un rapprochement turco-hellénique, une amitié bulgaro-serbe et une alliance gréco-yougoslave. L'État serbe-croate-slovène ne renoncera pas aisément à ses revendications dans le port de Salonique et dans la question des minorités slaves de Macédoine. D'autre part, le gouvernement d'Athènes semble être intransigeant en ce qui concerne ces questions.

Même dans les cas d'une entente gréco-serbe il est important de considérer la situation des autres États. La Bulgarie, n'ayant pas de débouché maritime pour son commerce, désirerait aussi une issue à la mer Egée. Ainsi une des conditions primordiales de l'entente balkanique paraît être la création d'une zone libre dans le port de Salonique pour le commerce des pays de la péninsule et, d'autre part, l'assurance de facilités de transport et de passage pour les marchandises se dirigeant vers Salonique.

En outre, la Roumanie, écrivait le journal *Viitorul*, « ne peut rien entreprendre avant son alliée (la Yougoslavie), et un engagement trop évident dans les Balkans lui porterait préjudice dans d'autres directions. Considérant la proposition de M. Rendis

comme une manifestation importante et comme une base des négociations ultérieures, la Roumanie attend avec joie que cette manifestation se produise aussi d'autres côtés, pour qu'elle se complète, qu'elle réalise un accord, et jette un pont pour la fraternité des peuples balkaniques (1). »

Ainsi le problème d'un pacte de garantie et de l'arbitrage obligatoire dans les Balkans dépend de l'arrangement préalable de diverses questions. Le point de départ ne pourra être mieux choisi que par la réalisation d'une entente gréco-yougoslave qui s'étendra ensuite aux autres États de la péninsule. C'est en ce sens que la politique extérieure des gouvernements balkaniques devrait s'orienter. Une fois le terrain préparé par la reprise des bonnes relations et par le rapprochement amical des États intéressés, les négociations en vue de la conclusion d'un pacte de garantie mutuelle et de l'arbitrage obligatoire dans les Balkans trouveront sûrement leur couronnement dans la constitution d'une entente qui aura à sa base le respect des traités existants et le désir sincère de consolider la paix dans le Proche-Orient. Une telle *Entente balkanique*, fondée sur des traités d'arbitrage obligatoire, constituera l'aile méridionale de la Petite Entente avec laquelle une collaboration intime sera très utile. Ainsi le mur solide qui s'étendra de la Finlande jusqu'à la Méditerranée

1. *Journal des Débats*, 26 août 1925.

deviendra une heureuse réalité et une précieuse barrière pour la sécurité de toute l'Europe.

SECTION IV. — *L'esprit de Locarno et son extension dans le Proche-Orient.*

Après la démission de M. Rendis, ce fut l'amiral Hadjikyriacos, ministre de la Marine, qui prit la direction des affaires étrangères de la Grèce. Quelques jours plus tard, l'incident bulgaro-grec éclatait. La paix des Balkans semblait être rompue. La nécessité d'un pacte balkanique paraissait d'autant plus grande. Heureusement la Société des nations est rapidement intervenue et grâce à la ferme volonté du Conseil de régler immédiatement le conflit entre la Grèce et la Bulgarie, la guerre fut évitée. C'est alors que les grandes puissances laissèrent entendre qu'un système d'accords analogues à ceux de Locarno serait désirable dans les Balkans. L'idée d'un pacte balkanique fut donc reprise. Mais cette fois-ci elle était imbue de l'esprit de Locarno, qui avait réalisé l'entente entre les puissances occidentales et qui avait consolidé la paix établie par le traité de Versailles.

Le ministre des Affaires étrangères de Grèce ne tarda pas à adresser au secrétariat général de la Société des nations une communication l'informant que la Grèce était toute disposée à adhérer à un

pacte de sécurité balkanique si l'occasion venait à s'en présenter (1).

L'idée d'un *Locarno balkanique* avançait, mais très lentement. Son développement fut retardé par quelques événements qui survinrent dans les Balkans. En Bulgarie la chute du cabinet Tsankof a provoqué une crise politique qui fut résolue par la constitution d'un gouvernement sous la présidence de M. Liaptchef, le leader de l'entente démocratique. D'autre part, en Grèce, le général Pangalos, qui avait succédé à la fin du mois de juin 1925 au cabinet Michalacopoulos, déclara la dictature. Or, dans quelques milieux politiques des autres États de la péninsule on disait qu'on ne pourrait pas négocier la conclusion d'un pacte balkanique tant que la Grèce n'aurait pas un gouvernement constitutionnel dont l'engagement international présenterait plus de force que celui d'une dictature personnelle.

Cependant la reprise des négociations a commencé.

Le 8 janvier 1926, M. Gavrilovitch, ministre de Yougoslavie à Athènes, se présenta chez M. Roufos, ministre des Affaires étrangères de la Grèce, et lui déclara que le gouvernement yougoslave serait disposé à engager des pourparlers en vue de l'établissement d'un pacte balkanique et qu'à cet effet il serait désirable de préparer le terrain comme il avait été procédé pour Locarno (2).

1. *Le Temps*, 13 novembre 1926.

2. *Le Temps*, 10 janvier 1926.

A la suite de cette initiative yougoslave, quelques jours après, une entrevue eut lieu à Belgrade entre MM. Nintchitch et Polychroniadis, ministre de Grèce accrédité auprès du cabinet serbe-croate-slovène. A cette entrevue le ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie déclara que son gouvernement avait toujours jugé bonne l'idée d'un pacte balkanique, mais à la condition que sa conclusion fût précédée du règlement de toutes les questions pendantes entre les deux États (1).

Aussi le général Pangalos se déclara-t-il « prêt à de grands sacrifices pour en finir avec cette irritante question des futurs rapports gréco-yougoslaves, à condition toutefois que les demandes de la Yougoslavie ne soient pas inconciliables avec la dignité nationale de la patrie grecque (2). »

Mais le point de vue du cabinet d'Athènes est resté le même qu'auparavant. Aucune concession ne fut faite en ce qui touche les trois conditions posées par le gouvernement yougoslave. Et comme les deux thèses restèrent toujours inconciliables, la réalisation du « Locarno balkanique » fut ralentie dans sa marche. Du reste, du côté grec, on ne se pressa pas de le conclure. « Rien ne presse, dit M. Roufos, ministre des Affaires étrangères de Grèce, aucun nuage menaçant n'apparaît à l'horizon balkanique; tout le monde est imbu du besoin de paix. D'ailleurs,

1. *Universul*, 16 janvier 1925.

2. *Le Temps*, 6 février 1926.

en politique, la sauvegarde des intérêts communs vaut plus que tous les papiers signés. Entre temps, le gouvernement grec se met à l'œuvre pour remplir sincèrement ses engagements envers la Société des nations à l'égard des minorités. Le gouvernement continue à améliorer avec de grands sacrifices les voies commerciales à travers le territoire et surtout la ligne Salonique-Guevgueli pour contenter les justes exigences du commerce de la Yougoslavie, même si aucune sorte de traité écrit ne devait être signé bientôt (1). »

Après un mois, les deux ministres des Affaires étrangères grec et yougoslave se rencontrèrent à Genève lors de l'Assemblée de la Société des nations. Ils eurent le 10 mars 1926 un entretien au cours duquel ils examinèrent les questions pendantes entre leurs États. Ils constatèrent que les divergences de vues existant entre les deux gouvernements ne portent que sur des questions techniques. Les deux ministres déclarèrent vouloir arranger dans un esprit amical ces dernières questions qui restaient encore en suspens et qui formaient encore obstacle à la réalisation du pacte balkanique (2).

Il paraît que les négociations sont conduites actuellement de tous les deux côtés avec la bonne volonté d'aboutir à une entente gréco-yougoslave. Toutefois, elles n'avancent pas aussi vite qu'on pour-

1. *Le Temps*, 12 février 1926.

2. *Journal des Débats*, 12 mars 1926.

rait le souhaiter. Mais néanmoins il ne faut pas perdre tout espoir que dans un avenir prochain un arrangement interbalkanique se fasse entre les différents États de la péninsule. Une entente balkanique est nécessaire. Personne ne pourrait dire le contraire ni à Belgrade et ni à Athènes. Il ne reste qu'à la réaliser. Et sa réalisation ne dépend que d'un accord gréco-yougoslave. Une fois cet accord conclu, le plus grand obstacle sera écarté. Les autres pays balkaniques ne tarderont pas alors à venir signer un pacte de garantie et des traités d'arbitrage pour le règlement pacifique des différends qui pourraient naître dans les Balkans. Les accords de ce « Locarno balkanique », qui formeront les pactes constitutifs d'une « Entente balkanique », pourront être ainsi paraphés. Pour ce qui est de la Petite Entente, elle trouvera dans ce groupement d'États méridionaux un collaborateur appréciable pour la garantie de la paix.

TITRE III

LES RELATIONS AVEC L'ITALIE

La conclusion du traité d'alliance tchéco-yougoslave du 14 août 1920, premier chaînon des conventions qui fondèrent la Petite Entente, provoqua une vive émotion dans les milieux politiques de Rome. Le gouvernement italien, encore sur le pied d'antagonisme avec le cabinet de Belgrade en ce qui concernait les questions territoriales, notamment celle de Fiume, voyait dans cette alliance le commencement d'une tendance impérialiste slave qui devait à ses yeux s'étendre vers l'Adriatique et menacer ainsi directement les intérêts de la péninsule italique. D'autre part, les dirigeants romains croyaient que ce rapprochement entre les peuples tchèque et yougoslave ne pouvait constituer que la première phase de la réalisation d'une confédération danubienne. La presse italienne combattait avec beaucoup de répugnance le projet d'un pareil État fédératif qui ne pouvait être selon son opinion, que la résurrection de l'ancienne Monarchie des Habsbourg sous une forme slave.

Mais aussitôt après l'adhésion de la Roumanie à la Petite Entente, les journaux d'Italie durent reconnaître qu'il n'était pas question d'une tendance panslaviste. La présence d'un peuple latin dans l'alliance qui se forgeait en Europe centrale était une garantie suffisante que la Petite Entente ne se dirigeait pas contre l'Italie. Au contraire, les petits États victorieux, en consacrant la solidarité de leurs intérêts relatifs au maintien du *statu quo*, apportaient une contribution indirecte aux intérêts italiens. La Petite Entente a comme but la garantie du traité de Trianon et l'Italie poursuit la garantie du traité de Saint-Germain. Or ces deux traités ne forment que deux parties de la grande œuvre de pacification qui fut édiflée à Paris lors de la conclusion de la paix. Le sort de ces deux traités est strictement lié l'un à l'autre. Quoi de plus facile alors que de comprendre la concordance des intérêts de la Petite Entente et de ceux de l'Italie. Le chemin suivi par l'une est parallèle à celui suivi par l'autre et tous les deux conduisent au maintien de l'ordre établi par les traités.

CHAPITRE PREMIER

LE VOYAGE DE TAKE JONESCO EN ITALIE

Take Jonesco, immédiatement après la fondation de la Petite Entente, alla à Rome pour s'entretenir avec les hommes d'État italiens et leur exposer la vraie portée de cette Entente. La visite de l'ancien ministre roumain a donné de bons résultats en ce qui concerne l'attitude de l'Italie à l'égard de cette alliance des pays vainqueurs de l'Europe centrale.

On se bornera ici à reproduire les impressions de l'ancien ministre roumain sur son voyage à Rome et les déclarations du chargé d'affaires de la légation d'Italie à Bucarest, deux passages qui sont deux preuves éclatantes de ce que le gouvernement italien, après s'être renseigné sur le véritable but pacifique de la Petite Entente, ne pouvait être que favorable à une pareille alliance d'ordre purement défensif.

« J'ai constaté, disait Take Jonesco, que le gouvernement italien, pleinement rassuré, et par mes déclarations et par celles de la Tchécoslovaquie que la Petite Entente n'a rien qui puisse préjudicier les intérêts italiens, voit d'un œil bienveillant notre

politique. L'Italie sait que nos arrangements actuels et encore davantage l'alliance entre les cinq États qui devront constituer la Petite Entente n'ont d'autre but que la conservation de la paix par le maintien des traités de Paris, ce qui est également le but de la politique italienne. L'Italie sait mieux que n'importe qui, qu'une nouvelle guerre générale provoquerait un tel trouble dans l'ordre intérieur des États européens que son désir de conservation de la paix est aussi sincère que celui des autres démocraties d'Occident. Le différend entre l'Italie et la Yougoslavie a été laissé en dehors de l'alliance tchécoslovaque-yougoslave, comme il restera en dehors de tous nos arrangements futurs. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas tous le plus vif désir de voir l'Italie et la Yougoslavie arriver à une entente au plus grand profit des deux puissances. Aucun homme sensé ne peut s'imaginer une solution par la guerre de ce différend. Il faudra donc que la diplomatie trouve une issue tôt ou tard. Qu'il y aura une issue, j'en suis certain. Je me borne à former le vœu qu'elle se produise le plus tôt possible. Quant aux rapports spéciaux d'amitié sincère entre l'Italie et la Roumanie, point n'était besoin de nos déclarations pour qu'on y crût et en Italie et en Roumanie (1). »

Les déclarations de feu Take Jonesco étaient con-

1. E. Algazy : La Petite Entente et M. Take Jonesco (*Le Temps*, 7 octobre 1920).

firmées par celles du chargé d'affaires de la légation d'Italie à Bucarest dans les termes suivants :

« La légation de Bucarest, comme les autres légations italiennes, a demandé au gouvernement de Rome des instructions à ce sujet. D'après les télégrammes et les communications que nous avons reçus, j'ai compris que le gouvernement serait favorable à ce projet, comme la France s'y est déclarée favorable elle-même. Il faut faire, dès l'abord, cette observation qu'il y a une énorme différence entre la Petite Entente et la Confédération danubienne. Le gouvernement de Rome a indiqué en temps opportun et par des organes autorisés son point de vue au sujet de la Confédération danubienne préconisée, à un moment donné, par certaines personnalités. L'Italie a repoussé clairement et catégoriquement le projet de cette alliance, qui tendait à reconstituer, sous un nouvel aspect, la monarchie austro-hongroise heureusement abolie aujourd'hui. Une pareille reconstitution ne pouvait nullement être utile aux pays voisins, dont les territoires, étaient soumis à une domination étrangère; et il eût été absurde de demander l'appui de ces pays pour maintenir une situation qui leur était si nuisible... La nouvelle forme d'alliance politique, préconisée par M. Take Yonesco, a été discutée avec l'attention requise par les personnalités de Rome. Dans les entrevues qui ont eu lieu entre le ministre roumain des Affaires étrangères et MM. Sforza et Giolitti, le projet de

l'éminent homme d'Etat roumain a été exposé dans tous ses détails. Jusqu'à présent le résultat de ces entrevues est caractérisé par une attitude favorable du gouvernement de Rome, mais sans que ce gouvernement ait communiqué qu'il partage le point de vue de la Roumanie (1). »

1. *Le Temps*, 21 octobre 1920.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE RAPALLO ET SES CONSÉQUENCES : LE RAPPROCHEMENT ITALO-TCHÉCOSLOVAQUE

Peu de temps après le voyage de Take Jonesco à Rome, le 12 novembre 1920, un traité italo-yougoslave fut signé à Rapallo qui régla les différends territoriaux entre la Yougoslavie et l'Italie (1). La plus importante disposition de ce traité fut contenue dans l'article 4, par lequel l'Italie et la Yougoslavie reconnurent la liberté et l'indépendance pleines et entières de l'*Etat de Fiume* et s'engagèrent à les respecter à perpétuité. Ainsi la divergence la plus controversée entre les gouvernements de Rome et de Belgrade fut résolue par la création d'un Etat libre de Fiume. En général le traité de Rapallo fixa la ligne de frontière entre la Yougoslavie et l'Italie. Zara fut attribuée à l'Italie et les îles, qui avaient appartenu à l'ancienne monarchie, furent partagées entre les deux royaumes.

En outre il est à observer que l'Italie adopta

1. Voir le texte de ce traité : S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVIII, n° 477.

la même politique que la Petite Entente à l'égard de la Hongrie et s'opposa à toute tentative de restauration des Habsbourg, soit en Hongrie, soit en Autriche. L'accord fut donc si parfait entre Rome et Belgrade que les deux gouvernements inaugurèrent une action parallèle à celle qui existait déjà entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

L'accord italo-yougoslave a ouvert à M. Benès la route vers Rome. Le cabinet de Prague dont la politique de solidarité serbo-tchèque n'avait pas admis un rapprochement plus prononcé vers l'Italie avant le traité de Rapallo, crut le moment venu de resserrer ses relations avec le gouvernement italien. Le comte Sforza de son côté, en communiquant au gouvernement tchèque l'accord italo-yougoslave, exprima son désir de recevoir prochainement la visite de M. Benès à Rome (1). » \

Le voyage du ministre des Affaires étrangères tchèque à Rome suivit donc la réalisation de l'entente de Rapallo. Les entretiens de M. Benès avec les dirigeants italiens marquèrent une orientation nouvelle dans les rapports de l'Italie avec le groupement des Etats danubiens. La politique du gouvernement de la péninsule italique prit la bonne voie d'une collaboration intime entre lui et les autres gouvernements de la Petite Entente. Mais il ne s'agissait pas d'une entrée de l'Italie dans la combinaison d'alliances

1. Pierre de Quirielle : Le voyage de M. Benès à Rome (*Journal des Débats*, 31 janvier 1921).

de l'Europe centrale, comme l'ont prétendu quelques journaux étrangers.

Ainsi les bonnes relations entre l'Italie et la Petite Entente ont été affermies. Le gouvernement de Rome a donc adopté une politique extérieure parallèle à celle des gouvernements de la Petite Entente sur les questions hongroises, autrichiennes et surtout sur les questions relatives aux Habsbourg. Lors de la première équipée de Charles IV son attitude fut solidaire de celle des autres Etats successeurs de l'ancienne monarchie. Mais malheureusement, quelques mois plus tard, l'intervention du marquis della Toretta, dans l'affaire du Burgenland a gêné un peu la collaboration et les bons rapports qui se sont affirmés à Rapallo et à Rome entre l'Italie et la Petite Entente.

La plupart des journaux italiens ont aussitôt demandé que l'Italie cherchât auprès de la Petite Entente à regagner la position qu'elle avait perdue. Dans la seconde tentative de restauration habsbourgeoise, le gouvernement de Rome partagea le point de vue de la Petite Entente et se déclara prêt à agir collectivement avec celle-ci si les événements de Hongrie n'étaient vite liquidés.

Depuis, la coopération entre l'Italie et les Etats alliés de l'Europe centrale est devenue de jour en jour plus active. L'arrivée au pouvoir du fascisme n'a rien changé à cette situation. Le cabinet de M. Mussolini a toujours tâché de renforcer les rapports ami-

caux avec les Yougoslaves et par suite de consolider aussi les bonnes relations avec les Tchécoslovaques. Quant aux Roumains, leurs sympathies et leur amitié pour l'Italie sont traditionnelles. C'est pour cela que dans les pages qui suivent on s'occupera plutôt de l'entente italo-yougoslave qui paraît être le pont de liaison entre la Petite Entente et l'Italie.

*
* *

Nous avons vu qu'après la signature du traité de Rapallo, le gouvernement de Prague trouva la voie libre pour se rapprocher de Rome. Aussi une série d'accords furent conclus entre la Tchécoslovaquie et l'Italie, notamment les traités signés à Rome le 23 mars 1921, à savoir : le traité de commerce et de navigation, la convention accordant des concessions et des facilités en faveur des transports tchécoslovaques dans le port de Trieste et une convention juridico-financière (voir le texte de ces accords : S. D. N. Recueil des traités, vol XXXII, n° 815-817).

CHAPITRE III

LES ACCORDS ITALO-YOUGOSLAVES DU 27 JANVIER 1924

La fondation d'un Etat libre de Fiume a présenté de nombreuses difficultés pratiques. Il est vrai que l'Italie et la Yougoslavie avaient signé le 23 octobre 1922 quatre accords pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920, mais ces accords n'éloignèrent pas les difficultés. Deux thèses s'opposèrent : la thèse italienne qui tendait à la révision du traité de Rapallo et la thèse yougoslave qui voulait la stricte application de ce traité. La première paraissait devoir l'emporter sous peine d'amener une nouvelle rupture des relations italo-yougoslaves. Aussi de nouveaux accords furent-ils conclus à Rome, le 27 janvier 1924, dont les dispositions remplacèrent ou modifièrent celle du traité de Rapallo. Ces accords sont au nombre de trois : le pacte d'amitié et de collaboration cordiale, le protocole additionnel au pacte d'amitié et l'accord concernant Fiume (voir le texte de ces accords : S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XXIV, n° 596; ou l'*Europe nouvelle* du 16 février 1924).

1^o *Le pacte d'amitié et de collaboration cordiale.* — Ce pacte est de la plus haute importance non seulement pour les pays signataires, mais aussi pour les autres Etats, notamment pour ceux de la Petite Entente. En consolidant la paix et l'amitié entre l'Italie et la Yougoslavie, le pacte a consolidé aussi la paix de l'Europe centrale et de l'Adriatique. Il a mis fin aux différends qui avaient obscurci pendant les années précédentes les rapports amicaux entre Rome et Belgrade. Sa portée intéresse donc directement la Petite Entente.

L'Italie et la Yougoslavie s'engagèrent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre établi par les traités de paix, conclus à Trianon, à Saint-Germain et à Neuilly, ainsi que pour le respect et l'exécution des obligations stipulées dans les dits traités. L'obligation de neutralité fut conclue pour le cas où l'une des parties contractantes deviendrait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une ou plusieurs puissances. Egalemeut, au cas où la sécurité et les intérêts d'un des signataires seraient menacés par suite d'incursions violentes, l'autre Etat se trouve engagé, par la lettre de l'article 2, à lui prêter son appui politique et diplomatique dans le but de contribuer à faire disparaître la cause extérieure de ces menaces. Pour le cas de complications internationales qui pourraient menacer leurs intérêts communs, les deux Etats s'engagèrent à se concerter

sur les mesures à prendre en commun pour les sauvegarder.

La durée de ce pacte d'amitié est de cinq ans, mais il pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant son expiration.

Un protocole additionnel complète les stipulations du pacte. Il est relatif à la politique des deux pays dans l'Europe centrale et il déclare que dans le pacte d'amitié il n'y a rien qui soit contraire aux traités d'alliance de la Petite Entente.

2^o *L'accord concernant Fiume.* — Le règlement du différend concernant Fiume, ville qui avait été l'objet de tant de divergences entre les gouvernements de Rome et de Belgrade, a une portée qui intéresse plutôt les Etats signataires, mais par le fait qu'il a mis fin à une irritante question territoriale, qui aurait pu donner naissance à des complications très sérieuses dans ce coin de l'Europe, il présente aussi un intérêt pour les autres Etats de l'Europe centrale.

Dans le préambule de cet accord, l'Italie et la Yougoslavie constatent « l'impossibilité absolue de procéder à l'organisation, d'une façon pratique, de l'Etat libre de Fiume, visé à l'article 4 du traité signé à Rapallo, le 12 novembre 1920, et suivant les dispositions générales fixées dans l'accord signé à Rome le 23 octobre 1922 ». Elles décident en conséquence de conclure une convention qui pourra « assurer de la façon la plus satisfaisante la vie de la ville de Fiume et le développement économique qui corres-

pond le mieux à ses intérêts ». D'une part, le gouvernement italien reconnaît la souveraineté pleine et entière du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le port Baros et sur le Delta, et d'autre part, le gouvernement yougoslave reconnaît la souveraineté pleine et entière de l'Italie sur la ville et sur le port de Fiume ainsi que sur le territoire qui lui est attribué d'après la ligne de frontière indiquée dans l'accord.

Mais pour que le commerce yougoslave ne souffre d'une absence d'issue sur l'Adriatique par la voie de Fiume, l'Italie concède en location pour la durée de cinquante ans, à la Yougoslavie, dans le Porto Grande de Fiume, les emplacements qui constituent le bassin Thaon di Revel. La location, dont tout caractère d'extra-territorialité est exclu, comprend le droit d'usage exclusif et illimité des magasins et le droit d'usage privilégié des trois quais qui délimitent le bassin. En outre la gare principale de Fiume est organisée en régime de gare internationale de frontière. Le règlement de la location du bassin Thaon di Revel et des services mixtes italiens et yougoslaves dans la gare principale de Fiume fait d'ailleurs l'objet détaillé de l'annexe B à l'accord.

*
* *

Par la conclusion des accords du 27 janvier 1924, sans doute, la plus importante des questions pendantes entre Rome et Belgrade fut réglée, mais il

en resta d'autres, notamment celles qui ont trait aux relations économiques entre l'Italie et la Yougoslavie. En outre la ville de Fiume a perdu en quelque sorte de son importance économique par le fait que le commerce yougoslave fut, à dater de ce jour dirigé pour la majeure partie par le port Baros.

Des négociations économiques furent engagées plus tard entre les gouvernements yougoslave et italien. Elles se tinrent d'abord à Venise et ensuite à Florence.

Quant au pacte d'amitié et de collaboration, il a posé la base d'une entente cordiale entre les deux royaumes. Leurs relations amicales se développèrent sensiblement et trouvèrent dans les accords signés un an et demi plus tard à Nettuno la consolidation définitive de l'amitié italo-yougoslave. Aussi M. Mussolini put-il déclarer, dans son discours prononcé au Sénat en mai 1925 que la politique de l'Italie à l'égard de l'Etat serbe-croate-slovène est inspirée du désir de suivre la voie indiquée par le pacte d'amitié. « Nos rapports avec la Yougoslavie, dit-il, sont cordiaux et je voudrais dire très bons; je poursuis avec la nation voisine la politique inaugurée par le pacte d'amitié et complétée par le traité de commerce, politique qui est en cours, car dans la conférence italo-yougoslave de Florence, on est en train de terminer et de signer 28 accords secondaires devant faciliter les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie (1). »

1. *Le Temps*, 22 mai 1925.

Les accords négociés à Florence et signés à Nettuno au mois de juillet 1925, relatifs au développement des rapports commerciaux et économiques entre l'Italie et la Yougoslavie, ainsi qu'à la solution de la question du trafic dans l'Adriatique, ont couronné avec succès les efforts de ceux qui voulaient établir l'entente complète entre Rome et Belgrade.

« On doit avouer », écrivit *Vreme*, l'organe officiel de Belgrade commentant les accords de Nettuno, « que ce résultat n'a pu être atteint que grâce à la bonne volonté des deux parties. Cet accord liquide le passé; il déblaye le terrain et pose une base solide pour l'avenir. Il offre à chacun des deux pays la possibilité de se développer d'une manière intensive et profitable. Notre agriculture et l'industrie italienne trouveront un puissant stimulant dans cet accord, qui met fin à la période d'incertitude (1). »

1. *Le Temps*, 22 juillet 1925.

CHAPITRE. IV

LE VOYAGE DE M. NINTCHITCH A ROME ET A PARIS (FÉVRIER-MARS 1926)

Les événements qui suivirent la signature des traités de Nettuno ont contribué aussi au resserrement des liens amicaux entre la Yougoslavie et l'Italie. D'une part les accords de Locarno ont donné un bon exemple aux autres Etats. L'esprit bienfaisant, dont furent imbues les négociations sur les bords du Lac Majeure, a fait sentir son influence pacificatrice dans toute l'Europe. D'autre part, et c'est là le fait le plus important, la propagande allemande pour l'attachement de l'Autriche au Reich prit une allure menaçante qui montra à l'Italie et à la Yougoslavie la nécessité de rendre plus efficace et d'élargir leur pacte d'amitié et de collaboration. Aussi M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères serbe, se rendit-il à la fin du mois de février 1926 à Rome où, dans une atmosphère tout à fait amicale, il eut au Palais Chigi une longue entrevue avec M. Mussolini. Une note publiée par l'agence Stefani donna les détails suivant sur les résultats de cette entrevue.

« M. Nintchitch et M. Mussolini ont eu une entrevue qui a duré presque une heure et demie. Au cours de cette entrevue ont été longuement examinées les relations existantes entre l'Italie et la Yougoslavie en ce qui touche aux récents événements internationaux, et, particulièrement, en ce qui concerne le traité de Locarno et la situation générale qu'ils ont déterminée en Europe. Cet examen a démontré l'utilité de rendre plus efficace, dans l'intérêt commun, la collaboration établie par le pacte d'amitié existant depuis deux ans entre les deux pays. Vendredi (26 février) après-midi aura lieu une deuxième entrevue (1). »

Ainsi il paraissait que M. Nintchitch et le « Duce » se sont entretenus sur la question de la mise en concordance du pacte d'amitié italo-yougoslave avec les nouveaux courants qui se sont fait jour. La consolidation de la paix dans l'Adriatique devait évoluer dans les lignes dressées par l'Esprit de Locarno.

Les deux ministres se sont occupés particulièrement du danger que présente pour les Etats successeurs de l'ancienne monarchie la tentative d'annexion de l'Autriche à l'Allemagne. Le discours de M. Mussolini, à propos de la question des minorités allemandes du Tyrol du sud et ses conséquences dans l'attitude de l'opinion publique et de la presse berlinoise et viennoise, a suffisamment démontré que l'Italie est aussi menacée par l'*Anschluss* que les

1. *Journal des Débats*, 27 février 1926.

Etats de la Petite Entente. Une étroite collaboration entre ces derniers et l'Italie semblait ainsi très utile. M. Nintchitch a donc fait le pas nécessaire. L'extension des bases du pacte d'amitié italo-yougoslave prenait un aspect d'actualité. Il fallait se mettre en garde contre toutes les surprises qui pourraient compliquer les choses et mettre en danger la paix dans l'Europe centrale.

« L'ordre politique des Etats, disait M. Nintchitch, a une base unique et solide dans les traités internationaux. Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est précisément en opposition directe avec ces traités garantissant la stabilité de l'Europe et la paix. Si on viole une fois ces traités, on ignore jusqu'où cela peut mener. Une collaboration plus étroite entre l'Italie et la Yougoslavie est déjà en fonction. Toutefois le pacte d'amitié peut être élargi sur les bases de l'expérience de ces derniers temps (1). »

Bref, il s'agissait de garantir le respect de l'article 80 du traité de Versailles qui s'oppose à l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne.

Mais la France est aussi intéressée dans la stricte application de cette disposition. Un aggrandissement du Reich vers l'Orient serait pour elle un danger aussi grand que pour l'Italie. C'est ainsi que s'explique le voyage de M. Nintchitch à Paris, où le ministre yougoslave est venu, après l'entrevue

1. *Journal des Débats*, 28 février 1926.

de Rome, s'entretenir avec M. Briand. Les conversations du Quai d'Orsay ont porté sur toutes les questions intéressant la France et la Yougoslavie, mais notamment sur la question de l'« Anschluss » et sur l'affaire des faux-monnayeurs hongrois.

« Je suis très satisfait, déclara M. Nintchitch, des entretiens que j'ai eus avec M. Briand... Je ne puis entrer dans les détails, ni préciser les conversations de Rome et de Paris, mais je tiens à affirmer, vu les commentaires d'une partie de la presse étrangère et surtout de quelques journaux de Berlin, que ces conversations se sont poursuivies entièrement dans l'esprit de Locarno et n'étaient dirigées contre aucune nation, ni par conséquent contre l'Allemagne. Mes voyages étaient la conséquence naturelle des accords intervenus à Locarno. Après la conférence avec nos alliés de la Petite Entente, à Timisoara, je tenais à avoir l'échange de vues le plus complet possible avec les gouvernements italien et français. Mes deux visites se complétaient, elles ne se contrecarraient pas. Le gouvernement français était au courant de ma visite à Rome, comme celui d'Italie l'était de ma visite à Paris (1). »

Les journaux étrangers commentèrent différemment les entrevues de Rome et de Paris. La presse allemande, en général, crut voir dans ces conversations l'organisation d'un front dirigé contre Berlin.

1. *Le Temps*, 8 mars 1926.

D'autres journaux s'imaginèrent que les visites de M. Nintchitch à Rome et à Paris n'avaient aucun lien entre elles; qu'au contraire l'entrevue avec M. Mussolini cérait un arrière-but que la France ne devait pas savoir, but inspiré par Londres pour la création d'un « Locarno méditerranéen » qui servirait les intérêts anglais et, en même temps, amènerait la désagrégation de la Petite Entente. La Yougoslavie attirée dans cette combinaison, se désintéresserait de son alliance avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie, et, par là, la France perdrait dans sa politique d'Orient et de l'Europe centrale, son appui le plus solide et le plus loyal, qui est la Petite Entente. Il est puéril de juger les choses avec tant de légèreté. Tout d'abord la Yougoslavie ne pourrait pas renoncer à une alliance qui garantit ses frontières du côté de la Hongrie et du côté de la Bulgarie. Ensuite il faut méconnaître l'esprit qui règne dans la politique de la Petite Entente pour supposer qu'elle n'appuie que l'intérêt de la France seule et serait ainsi regardée avec méfiance par le gouvernement de Londres. La Petite Entente est une collaboratrice des Alliés et ne fait aucune distinction entre l'Angleterre et la France. Elle ne désire qu'une chose : l'entente parfaite entre ces deux grandes puissances, et ne pourrait se déclarer ni pour l'une ni pour l'autre, mais pour toutes les deux ensemble.

Il n'y a rien que de naturel à ce que la Yougoslavie aspire à une entente plus serrée avec l'Italie et avec

la France. En tout cas ce rapprochement n'est dirigé ni contre l'Allemagne ni contre un autre Etat. Il n'est pas surprenant que l'amitié italo-yougoslave évolue et s'affermisse; elle doit même s'acheminer vers une convention défensive ou toute autre convention qui sauvegarderait la paix dans l'Europe méridionale. Le pacte d'amitié conclu le 27 janvier 1924, doit être élargi. Rien d'étonnant enfin dans une affirmation de l'entente franco-yougoslave qui même, si elle aboutissait à un traité d'alliance, ne présenterait pas plus de particularité que l'alliance qui unit déjà la France et la Tchécoslovaquie.



On peut donc conclure que les relations de tous les Etats de la Petite Entente avec l'Italie sont des meilleures et des plus amicales. La cordialité et les intérêts communs qui sont à la base de ces relations, ne peuvent être qu'une garantie que la collaboration et la bonne entente entre tous les pays vainqueurs de l'Europe centrale est et sera toujours un fait certain. L'Italie, comme grande puissance, n'a pas adhéré au système d'alliances de la Petite Entente, qui est un groupement de petits Etats, mais elle a constamment collaboré avec cette Petite Entente. Leur politique et leur attitude sont parallèles, sans pourtant se fondre en une même action.

TROISIÈME PARTIE

LA PETITE ENTENTE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La concordance est parfaite entre le but de la Petite Entente et celui de la Société des nations. La Petite Entente est un groupement de quelques États qui veulent faire respecter les obligations des traités et les stipulations internationales et, par là, garantir la paix. En conséquence son but est d'opposer un moyen préventif aux possibilités éventuelles de guerre et si pourtant un État voulait la déclancher, la Petite Entente saurait appeler l'attention de l'agresseur sur les engagements internationaux, qu'il a pris dans le Pacte de la Société des nations, de ne pas recourir à la guerre. La Société des nations, de son côté, est un grand groupement de la presque totalité des États du monde qui, « pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté », ont convenu « d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre;

d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur; d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des gouvernements; de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés » (préambule du Pacte). Ainsi la Petite Entente paraît avoir adopté quelques-unes des lignes principales du but de la Société des nations. Elle s'était inspirée directement du grand désir de la paix, qui est à la base de la Société des nations. « La Petite Entente dérive de la même idée, du même amour de la paix », — disait Take Jonesco dans sa conférence faite à la Sorbonne sur la Petite Entente et la Société des nations le 25 octobre 1920.

« On ne peut pas admettre, continuait l'ancien ministre roumain, que toutes les nations soient également pacifiques. Il y a celles qui ne veulent pas la guerre parce qu'elles craignent d'être vaincues. Il y a celles qui ne veulent pas la guerre, n'ayant plus rien à demander. Il y a comme toujours les contents et les mécontents de ce qui a été fait à la conférence de Paris, œuvre de justice et de modération. Mais pour éviter toute menace, toute crainte de guerre, la Petite Entente... constituera un rempart contre toute tentative d'attaque, c'est-à-dire mettra les vaincus dans l'impossibilité d'essayer une attaque... Pour nous, il s'agit, en créant la Petite Entente, de

fonder *une petite ligue des nations, dans le cadre de la grande ligue...* (1) »

Mais la Petite Entente n'est pas seulement une collaboratrice de la Société des nations en ce qui concerne la garantie de la paix, elle est aussi, et surtout, un moyen de sanction des principes pacifiques posés par cette dernière. On sait que la Société des nations, lors de l'élaboration du Pacte, contrairement à ce qu'ont demandé notamment la France et l'Italie, a été dépourvue de tout moyen de coercition. Le Pacte contient bien des engagements internationaux de la plus haute importance pour la stabilisation de la paix des peuples, mais il ne contient aucune sanction efficace qui pourra les faire respecter. De là la nécessité d'envisager la conclusion des traités d'arbitrage et la création des ententes régionales qui, selon l'article 21 du Pacte, ne sont considérées comme incompatibles avec aucune des dispositions du Covenant. On a même vu la conclusion d'une alliance franco-britannico-américaine le jour de la signature du traité de Versailles. Il est vrai que cette alliance n'eut pas d'existence par le fait de non-ratification des États-Unis qui, après le retour de Wilson, semblaient se désintéresser de l'œuvre qu'avait édifiée la Conférence de la paix. Cependant, il est utile de faire observer que la nécessité de créer des moyens de sanctions s'est fait jour

1. *Le Temps*, 27 octobre 1920.

aussitôt après la fondation de la Société des nations. C'est sur cette idée que les États victorieux de l'Europe centrale se sont mis d'accord pour former une entente régionale, devenue un instrument de sanction de ces traités, qui ont posé la base d'une paix juste et d'une Société des nations. La Petite Entente constitue donc l'avant-garde de la Société des nations qui, dépourvue dans son pacte d'un moyen efficace de coercition, le trouve dans les ententes régionales comme celle des États baltes, celle de la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie et celle des pays balkaniques, qui est en cours de réalisation.

En lisant l'article 10 du Pacte on pourrait croire que la Société des nations présente une garantie assez solide de la paix. « Les Membres de la Société s'engagent — dit l'article 10 — à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. » Supposons maintenant que la Hongrie, se trouvant un jour assez forte pour attaquer ses voisins veuille rétablir ses anciennes frontières. Est-ce alors l'article 10 du Pacte qui fera respecter la paix en Europe centrale? Évidemment. Mais par quels moyens? Par la Petite Entente qui n'est qu'une collaboratrice de la Société des nations. Si la Petite

Entente n'existait pas, le Conseil devrait chercher les moyens qui pourraient assurer et faire respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de ces États de l'Europe centrale. Or l'absence immédiate de ces moyens donnerait lieu à de graves complications qui, sans doute, atteindraient la paix et la sécurité des peuples. N'est-ce pas préférable qu'il existe dans cette partie de l'Europe un groupement d'États qui, pacifiques et respectueux des traités, soient toujours prêts, dans leur qualité de membres loyaux de la Société des nations, à servir non seulement leurs intérêts propres, mais les intérêts de la Société des nations et de tous les peuples pacifiques de l'Europe.

La Petite Entente n'est donc nullement en contradiction avec les principes de la Société des nations. D'ailleurs l'article 21 du Pacte le dit expressément : « Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, et *les ententes régionales*, comme la doctrine de Monroë, *qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte.* » L'interprétation que lui a donnée la deuxième Assemblée appuie encore notre point de vue. En effet, à la suite d'un certain nombre de projets d'amendements au Pacte constitutif de la Société des nations, une commission dite des amendements avait été instituée. Elle s'était occupée, entre autres, de la proposition chinoise et de celle du gouvernement tchécoslovaque

relatives à l'article 21 du Pacte. L'amendement chinois tendait à exclure de cet article « les ententes régionales », tandis que la Tchécoslovaquie demandait l'encouragement de « toutes les conventions entre deux ou plusieurs membres de la Société, qui tendent à préciser ou à compléter les engagements en vue du maintien de la paix et de la collaboration internationale » (1). La commission des amendements décida le maintien du texte de l'article 21 en proposant dans son rapport la jonction à cet article de deux paragraphes dont le premier dit que « tous accords conclus entre des membres de la Société pour préciser ou compléter les engagements en vue du maintien de la paix, pourront être non seulement approuvés par la Société des nations, mais encouragés par elle et négociés sous ses auspices. (2) » La deuxième Assemblée n'a pas cru devoir retenir l'amendement tchéco-slovaque sur les ententes régionales, elle en a néanmoins pleinement approuvé le principe, puisque, si elle ne s'y est pas arrêtée, c'est pour la raison que le texte de l'article 21 « n'exclut pas l'application des idées qui ont inspiré les auteurs du projet d'amendement ». En outre l'Assemblée de 1921 a même attiré l'attention sur le fait que « les accords tendant à préciser ou à compléter les engagements, en vue du maintien de la paix ou de la colla-

1. Résumé mensuel des travaux de la Société des nations, 1921, avril.

2. *Idem.*, 1921, juillet.

boration internationale, peuvent être considérés comme de nature à contribuer au progrès de la Société dans la voie des réalisations pratiques (1). » Dans cet ordre d'idées la Petite Entente a reçu l'approbation de son existence qui est utile aussi pour la Société des nations.

*
* *

Voyons maintenant quelle est la représentation de la Petite Entente à la Société des nations?

On sait que le Conseil de la Société avait décidé dans sa séance du 19 septembre 1922 de porter de 4 à 6 le nombre des membres non-permanents, c'est-à-dire, d'après les termes de l'article 4 paragraphe 2 du Pacte, « le nombre des Membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil ». Un an après, lors de la quatrième Assemblée, les États de la Petite Entente ont présenté leur candidat commun dans la personne de M. Benès, ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie. Parmi les six États élus le 29 septembre 1923, comme membres non-permanents du Conseil, figurait aussi la République tchécoslovaque. Ainsi la Petite Entente fut représentée au Conseil et elle y est restée depuis par suite de la réélection de la Tchécoslovaquie.

En outre les représentations de la Yougoslavie et

1. *Idem.*, 1924, octobre.

de la Roumanie sont constituées de la façon suivante : la Yougoslavie a un délégué permanent auprès de la Société des nations et la Roumanie a institué à Genève un secrétariat permanent chargé d'assurer la liaison avec la Société des nations.



L'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations, prévue par les accords de Locarno, a produit un courant tendant à l'élargissement du Conseil. Il s'agissait notamment de la création de trois membres permanents nouveaux, savoir la Pologne, l'Espagne et le Brésil. A l'Assemblée extraordinaire du 8 mars 1926, qui devait décider de l'admission du Reich, les délégués allemands ont présenté comme condition essentielle de l'entrée de l'Allemagne la non-extension du Conseil. Et comme le représentant du Brésil, qui avait un mandat impératif, pouvait jouir de son droit de veto, en cas où son Etat ne serait pas déclaré membre permanent, la situation paraissait très critique à Genève. Le résultat de la VII^e Assemblée extraordinaire fut l'opposition du Brésil et l'ajournement de l'admission du Reich pour le mois de septembre 1926. Pourtant il fut convenu qu'on ne toucherait pas à l'œuvre de Locarno qui doit attendre sa mise en vigueur jusqu'à la décision qui sera prise à l'Assemblée de septembre.

Il est à noter que la Suède et la Tchécoslovaquie

étaient prêtes à renoncer à leurs sièges pourvu que les accords de Locarno ne fussent pas abandonnés pour cause de non-admission de l'Allemagne. Elles étaient prêtes à laisser leurs places à la Pologne et au Brésil afin que l'entrée du Reich ne soit pas ajournée. Mais leur bonne volonté ne dénoua pas la crise. Sans aucun doute, M. Benès, lorsqu'il déclara renoncer au siège qu'il occupe au sein du Conseil depuis trois ans déjà, s'était préalablement entendu avec les autres représentants de la Petite Entente. Grand fut donc le sacrifice que la Petite Entente était prête à faire, sacrifice qui lui faisait perdre sa place au Conseil, pourvu que la magnifique œuvre de paix bâtie à Locarno soit maintenue. C'est une véritable preuve du pacifisme de la Petite Entente.

Ainsi la question de l'élargissement du Conseil est restée actuelle. Il est très probable, vu l'intransigeance du Reich, qu'au mois de septembre les mêmes difficultés surgiront autour de l'admission de l'Allemagne, sauf le cas où les autres États renonceraient aux intérêts qu'ils ont de demander un siège au Conseil. Peut-être même l'Allemagne fera-t-elle son entrée avec un succès diplomatique qui consisterait dans la non-modification de la composition du Conseil. Et dans ce cas on peut être sûr dès maintenant que le Conseil ne s'élargira pas dans un sens qui ne conviendrait pas à Berlin puisque l'Allemagne, selon la règle de l'unanimité, pourra toujours opposer son veto.

Qu'y a-t-il à faire alors?

Tout d'abord modifier cette règle de l'unanimité avant que le Reich devienne membre de la Société des nations et du Conseil. D'ailleurs une pareille modification serait bien nécessaire même à cause d'autres considérations. Ainsi l'article 15, paragraphe 7, donne une sorte d'encouragement à la guerre par le fait de l'existence de cette règle que les décisions du Conseil soient prises à l'unanimité. Voilà les termes de ce paragraphe : « Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses Membres autres que les représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice ». Or ledit membre peut recourir ainsi à la guerre si l'unanimité n'existe pas au sein du Conseil. N'est-ce pas là une contradiction avec le préambule du Pacte. Si cette règle de l'unanimité n'existait pas, la possibilité de la guerre ou de la liberté d'action d'un membre serait écartée. Quoi de plus désirable alors que de remplacer cette règle de l'unanimité par celle d'une majorité renforcée. On pourrait toujours maintenir le droit de veto, mais seulement s'il est opposé par deux grandes puissances au moins. Par cette modification de l'une des plus importantes dispositions du Pacte, un éventuel élargissement du Conseil ne supporterait plus les critiques basées sur la considération qu'au cas où le nombre des membres com-

posant le Conseil serait plus grand, l'unanimité serait plus difficile à obtenir. Ainsi la possibilité d'augmenter les sièges du Conseil faciliterait la satisfaction des demandes polonaise, espagnole et brésilienne, si la majorité du Conseil, et non plus l'unanimité, la croyait nécessaire.

Pour ce qui est de la Petite Entente, elle ne peut que désirer un pareil élargissement du Conseil, notamment dans le sens de l'attribution à la Pologne d'un siège permanent et cela en même temps que l'entrée de l'Allemagne.

Il serait même souhaitable que le siège non-permanent de la Petite Entente, détenu aujourd'hui par la Tchécoslovaquie, soit transformé en un *siège permanent*, d'autant plus que la Petite Entente présente toutes les garanties et les forces d'une grande puissance, chose d'ailleurs reconnue lors de la Conférence de Gênes, quand la Petite Entente fut invitée à siéger parmi les grandes puissances dans le concert européen.

L'AVENIR DE LA PETITE ENTENTE

« Il y a eu, en effet, il y aura toujours beaucoup de combinaisons politiques, mais celles-là seules peuvent durer qui ont des raisons profondes. Je suis fermement convaincu que la Petite Entente est de ce nombre... (1). »

TAKE JONESCO.

Quel est l'avenir de la Petite Entente?

A cette question ses ennemis ont répondu, dès le moment où elle fut préconisée, qu'une entente entre les latins et les slaves serait impossible et qu'elle ne pourrait survivre aux différends territoriaux qui existaient entre la Yougoslavie et la Roumanie sur la délimitation de la frontière du Banat et entre la Tchécoslovaquie et la Pologne en ce qui concernait notamment l'affaire de Teschen. Or l'histoire nous a montré que ces différends ne furent rien à côté des grands intérêts qui unissaient les Etats de la Petite Entente. L'histoire nous a montré encore que ce

1. Take Jonesco : La Petite Entente (*La Revue de France*, 1^{er} novembre 1921).

groupement de l'Europe centrale a donné maintes preuves de sa vitalité, même dans les moments les plus critiques où il fut exposé à de nombreuses attaques. On a vu en outre que la Petite Entente s'était toujours présentée devant les grandes conférences internationales comme un bloc solidaire basé sur la communauté des intérêts. Son importance s'accrut de jour en jour et le monde commença à apprendre qu'il existe au milieu de l'Europe une Entente sur laquelle il fallait compter toutes les fois qu'il s'agissait d'un problème relatif à l'Europe danubienne. Et aujourd'hui, plus que jamais, la Petite Entente présente une solidarité et une force qui suffiraient déjà, sans regarder son passé, pour nous amener à la conclusion que son avenir est grand.

La force de la Petite Entente ne repose pas seulement sur la solidarité et la communauté des intérêts des Etats qui la composent, mais aussi sur la nécessité que présente son existence au milieu de l'Europe où la paix doit être gardée plus qu'ailleurs. Comme collaboratrice de la Société des nations, la Petite Entente a un rôle très important. Pour que la paix soit mieux garantie, il faut que la puissance de cette alliance soit plus grande. L'élargissement de la Petite Entente serait donc aussi bien dans l'intérêt de la Société des nations que dans l'intérêt des Etats successeurs. Toute extension de la Petite Entente est par conséquent une contribution pour elle à l'œuvre de pacification. C'est pour cela qu'il faut

désirer l'agrandissement du cadre de l'alliance des Etats centraux par l'adhésion de la Pologne. Une Quadruple Entente serait, sans doute, un organisme plus efficace pour la réalisation du but poursuivi par la Société des nations, but qui est aussi celui de la Petite Entente, qu'une alliance entre trois Etats. Et même, plus encore, il serait très souhaitable que cette *Quadruple-Entente* soit directement liée au nord, par l'intermédiaire de la Pologne, au système de l'*Entente baltique* et qu'une collaboration soit inaugurée entre ces deux Ententes. Pour ce qui est de son extension dans les Balkans, il faut d'abord attendre que la Grèce et la Yougoslavie aient réalisé une entente relative à toutes les questions pendantes entre elles, et en conséquence que la formation d'une *Entente balkanique* soit possible. Une fois cette Entente méridionale constituée, une collaboration, identique à celle du nord, pourrait s'entamer, par l'intermédiaire de la Yougoslavie, entre la Petite Entente et l'Entente balkanique. Dans ce cas la Yougoslavie ferait partie aussi bien de l'entente balkanique que de la Petite Entente, de même que la Pologne serait membre à la fois de l'Entente baltique et de la Petite Entente. La collaboration entre ces trois Ententes n'impliquerait aucunement la formation d'un seul groupement d'Etats. Les trois Ententes resteraient séparées dans leur composition; il n'y a que dans leur action qu'elles pourraient prendre une certaine uniformité de conduite dans les diverses

questions qui toucheraient directement la sécurité de tous les Etats de la Baltique jusqu'à la Méditerranée. On voit facilement quelle importance présenterait cette ligne d'Ententes pour le maintien de la paix et pour la tranquillité de tous les pays de l'Europe.

Mais en parlant de l'avenir de la Petite Entente, il faut faire encore une distinction entre la *Petite Entente politique*, dont nous nous sommes occupés dans cette étude, et la *Petite Entente économique*, dont le cadre n'est pas encore fixé, mais qui est en voie de formation.

Quant à la première, elle est basée particulièrement sur les intérêts communs des Etats qui la composent, notamment sur la nécessité de garantir la paix et l'exécution des engagements internationaux. La nécessité d'une *Petite Entente politique* durera aussi longtemps que ces intérêts principaux existeront. Il est vrai que la Société des nations tend au même but, ou plutôt que la Petite Entente a adopté le programme pacifique de la Ligue des peuples. Mais la Société des nations seule ne pourrait pas sauvegarder efficacement le maintien de la paix. Elle est dépourvue de tout moyen de sanction. Ce sont donc les ententes régionales qui lui servent de collaboratrices et de moyens pour faire respecter l'exécution des traités et empêcher toute possibilité de guerre. Même si la Société des nations devient une puissante organisation de tous les Etats du monde, l'existence des ententes régionales ne pourra être

qu'utile pour l'accomplissement de sa grande tâche pacificatrice. Ainsi donc la Petite Entente est bien une combinaison pleine d'avenir. Cela ne veut pas dire qu'elle existera toujours dans sa forme actuelle, mais sa base politique et son fondement moral seront toujours les mêmes. Elle pourra, certes, évoluer et se conformer aux exigences nouvelles de la situation internationale. Ainsi par exemple ses pactes constitutifs pourront être fondus en un seul traité d'alliance général ou en un pacte d'une large garantie mutuelle. Ensuite un traité d'arbitrage général pourra compléter ce système. Et, dans ce sens, on voit déjà une certaine influence qu'a exercée l'esprit de Locarno sur les Etats de la Petite Entente. N'est-ce pas la même tendance qui s'était manifestée lors du renouvellement de la convention d'alliance polono-roumaine?

Que dire de la *Petite Entente économique*?

Il est vrai qu'elle n'est pas encore formée, mais elle est en voie de formation. A notre avis sa création et son existence sont absolument nécessaires pour la vie normale de l'Europe centrale. On sait que l'ancienne Monarchie dualiste formait une unité économique et que par le fait du démembrement de l'Autriche-Hongrie cette unité fut rompue. Or, comme la monarchie des Habsbourg est morte à jamais et comme on ne peut pas admettre à sa place la fondation d'une Confédération danubienne ni l'attachement de l'Autriche à l'Allemagne, il est très néces-

saire qu'on trouve un autre moyen de refaire cette unité économique, moyen qui soit en concordance avec les intérêts souverains et vitaux des Etats successeurs. Et nous pensons que ce moyen ne pourrait être autre que la réalisation d'une *Petite Entente économique* entre tous les Etats héritiers de l'ancienne monarchie, sans aucune distinction entre les vainqueurs et les vaincus. C'est grâce à elle que tous les troubles économiques, qui pourraient donner naissance à de graves complications, seront écartés. Une *Petite Entente économique* n'implique ni une union douanière ni un régime libre-échangiste ni une atteinte à la souveraineté des États qui la composeraient, chose d'ailleurs très difficile, peut-être même impossible, à cause de la susceptibilité des nouveaux Etats qui ne renonceraient pas à leur souveraineté et à leur liberté à peine conquises. Elle ne devra être qu'une collaboration économique, financière et commerciale entre l'Autriche, l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Les moyens pourraient être nombreux, comme par exemple : la réduction des tarifs douaniers, la coordination de la production, la réglementation des différents débouchés de l'Europe centrale, la coopération entre les diverses chambres de commerce, les banques, etc. La création d'une pareille *Petite Entente économique* sera d'autant plus facile qu'il existe déjà un commencement et une tendance dans cette direction. On le voit par les traités commerciaux

et les autres ententes concernant les relations économiques entre quelques-uns des Etats successeurs de l'ancienne monarchie. Il est vrai qu'ils ne sont que partiels, mais ils forment des étapes nécessaires dans la réalisation de la *Petite Entente économique*.

La réalisation d'une pareille entente économique devra se faire le plus tôt possible.

Après le morcellement de l'ancienne monarchie, sous l'empire des nécessités et à l'abri des protections douanières, chacun des pays héritiers s'est efforcé de produire sur son territoire les articles qui, autrefois, lui provenaient des régions voisines, spécialisées dans telle ou telle branche. Chacun tend ainsi à constituer une unité économique. On voit de place en place s'élever de nouvelles usines, tandis qu'ailleurs les usines anciennes de même nature restent à l'état de stagnation. Ce processus est surtout remarquable dans les pays à prépondérance agricole.

La division du travail devrait se réaliser en tenant compte de la spécialisation de chaque Etat, car c'est le seul moyen de parvenir à un rendement plus considérable de la production en Europe centrale. Ce qui ne veut pas signifier qu'il ne faut plus créer de nouvelles usines. Au contraire, si la consommation exige de nouveaux produits ou une masse plus abondante de marchandises existantes, il sera même nécessaire que l'offre s'ajuste à la demande et que de nouvelles entreprises se fondent. Mais il ne faut pas laisser se perdre les capitaux investis dans les autres Etats,

héritiers d'industries parfaitement organisées et qui florissaient bien avant la guerre. Ces centres pouvaient approvisionner de leurs produits toutes la population de l'Europe centrale. Le démembrement de l'Autriche-Hongrie les laissa dans les cadres d'un Etat réduit dont la population ne pouvait absorber toute la production. Ainsi, étant donné l'absence d'une entente économique entre les divers pays héritiers et par suite de l'application de tarifs douaniers destinés à protéger les industries naissantes des autres Etats, la plupart des usines des grands centres industriels de l'ancienne monarchie se virent obligées soit de réduire leurs exploitations, soit même de fermer leurs portes; des machines furent abandonnées à la rouille et le chômage s'accrut. Il en résulta une émigration de la main-d'œuvre.

Les gros efforts, faits par chacun des sept Etats successeurs en vue de tendre à cette unité économique isolée dont nous parlions plus haut, exigèrent une mise importante de capitaux et se traduisirent par une grosse dépense des forces productrices du pays. Cette dépense n'est, dans la plupart des cas et tout bien considéré, qu'un gaspillage regrettable des énergies et elle est d'autant plus importante que la population est plus ou moins spécialisée dans un domaine de production différent.

Il est démontré qu'une division du travail basée sur l'occupation principale de la population d'un Etat et d'après les matières premières dont il dispose

est plus avantageuse à la production qu'une organisation artificielle de ces moyens de production. Il paraît aujourd'hui, dans les différents pays héritiers, qu'un grand avenir soit réservé à l'industrie. Ceci est exact, mais à condition qu'il soit toujours tenu compte de la division du travail international. Comment veut-on qu'un Etat soit spécialisé dans tous les domaines de la production? Dans la situation actuelle de l'économie de l'Europe centrale, certains ont pensé que la consolidation économique de ces pays l'exigeait. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'une entente plus large sera inévitablement réalisée dans un avenir assez prochain, car on ne peut s'imaginer une vie permanente des différents Etats dans un régime d'isolement ou de réserve économique. Quel serait l'aboutissement d'un pareil régime? Une concurrence plus ou moins forte entre les diverses industries des Etats successeurs qui, finalement et quoi qu'il arrive, se verront obligés de s'entendre économiquement. Beaucoup de ces industries nouvelles sont, un peu partout, comme de délicates plantes de serres que tuera le grand vent de la concurrence dès que la protection des tarifs douaniers actuels leur manquera. De nombreuses entreprises périront. Non seulement les capitaux qu'elles représentent seront improductifs, mais ils disparaîtront. Ce sera une perte irréparable de forces productrices, perte qui serait évitée si une entente économique se réalisait le plus tôt possible, avant que

les tendances isolatrices actuelles n'aient produit tous leurs effets néfastes.

Il est donc désirable que la réalisation de la *Petite Entente économique* se fasse dans un avenir prochain. Une fois l'entente réalisée au point de vue économique entre tous les Etats successeurs de l'ancienne monarchie l'équilibre de la division du travail se fera de lui-même et la production se réadoptera aux besoins de la consommation en Europe centrale. Les capitaux disponibles pourront alors s'employer de façon plus rémunératrice et avec moins d'aléas que dans la situation actuelle, où la plus grande partie de la production se borne à la satisfaction des besoins de la population d'un seul Etat.

Naturellement, la *Petite Entente économique* ne pourra se développer que dans la paix. Et à ce point de vue la « Petite Entente politique » a préparé le terrain. Cette dernière est, en vérité, l'organisme qui garantit le maintien de la paix dans l'Europe centrale et par là-même rend plus facile la conclusion d'une entente économique qui ne peut se faire que dans une atmosphère pacifique.

Il est bien entendu que cette *Petite Entente économique* ne peut, vu les susceptibilités des différents Etats et leur légitime désir de sauvegarder leur souveraineté à peine conquise, procéder des principes émis par les partisans d'une Confédération danubienne d'une union douanière ou du libre échange. Elle ne sera réalisable que par voie de conventions, traités

ou tous autres accords soit bilatéraux, soit généraux.

Si, comme nous l'espérons, la *Petite Entente politique*, grâce à la bonne volonté et à la bonne foi de tous les Etats successeurs, parvient à rallier à elle, dans un cadre séparé, mais dans le même respect de la paix et des traités et en vue d'un effort économique commun, les Etats qui se refusent aujourd'hui encore à accepter le nouvel ordre de choses, elle aura accompli pour la pacification et la prospérité du vieux continent, une œuvre impérissable.

Paris, le 2 avril 1926.

ANNEXES

ANNEXE I

Convention d'alliance entre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République Tchécoslovaque, signée à Belgrade le 14 août 1920.

(Société des Nations : *Recueil des traités*, volume VI, n° 154).

Fermement résolus de maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le Pacte de la Société des Nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon, le 4 juin 1920, entre les Puissances Alliées et Associées d'une part, et la Hongrie de l'autre, le Président de la République Tchécoslovaque et S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Tchécoslovaque :

M. Edouard Benès, son ministre des Affaires Étrangères ;

S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M. Momtchillo Nintchitch, docteur en droit, son ministre du Commerce et de l'Industrie, ministre des Affaires étrangères par intérim ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie contre l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie s'engage à concourir à la défense de la Partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

ART. 2

Les Autorités techniques compétentes de la République Tchécoslovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes fixeront, d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

ART. 3

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable de l'autre.

ART. 4

La présente convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications (1). Ce terme expiré, chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente convention. Elle restera pourtant en vigueur, six mois après la date de la dénonciation.

1. Les ratifications ont été échangées à Belgrade le 10 février 1921.

ART. 5

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

ART. 6

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le quatorze août 1920.

Signé : MOM. NINTCHITCH.

Signé : D^r EDOUARD BENÈS

ANNEXE II

Traité d'alliance entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République Tchécoslovaque, signé à Mariánske Lázně le 31 août 1922.

(Société des Nations : *Recueil des traités*, volume XIII, n^o 354)

Les gouvernements du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la République Tchécoslovaque, désireux de prolonger et de compléter l'Accord conclu entre eux le 14 août 1920 par des nouvelles stipulations ayant pour but :

- a) Le raffermissement et le maintien de la paix;
- b) La consolidation et l'amplification des liens politiques et économiques entre les deux Etats.

Ont accepté, d'un commun accord, les articles qui suivent.

A ces fins, ont été nommés comme plénipotentiaires :

Par S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

S. E. M. Nik. P. Pachitch, Président du Conseil des Ministres,

Par le Président de la République Tchécoslovaque :

S. E. M. le Dr Edouard Benès, Président du Conseil des Ministres et ministre des Affaires Étrangères;

qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu :

ARTICLE PREMIER

L'Accord conclu entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République Tchécoslovaque le 14 août 1920, à Belgrade, est prolongé pour la même durée que la présente Convention.

ART. 2

Les Hautes Parties contractantes prennent acte des traités politiques et militaires et des accords conclus entre la République tchécoslovaque et la Roumanie, l'Autriche et la Pologne, d'une part, et des accords similaires conclus entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec la Roumanie et l'Italie de l'autre part.

ART. 3

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de mettre sur une base solide toutes leurs relations économiques, financières et celles de transport, et de s'y assurer leur collaboration la plus étroite; à cette fin, elles concluront des arrân-

gements y relatifs, spécialement un traité de commerce conforme à ce but.

ART. 4

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter en général tout l'appui politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux; dans le cas où elles croiraient leurs intérêts communs menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures pour les sauvegarder.

ART. 5

Les autorités compétentes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la République tchécoslovaque s'entendront mutuellement, en vue de prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente Convention.

ART. 6

La présente Convention doit demeurer en vigueur cinq ans à partir du jour de l'échange des instruments de ratification (1).

A l'expiration de ces cinq années, chacune des Hautes Parties contractantes est libre de dénoncer la présente Convention, tout en avisant l'autre Partie six mois d'avance.

ART. 7

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Belgrade.

1. L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade le 3 octobre 1922.

ART. 8

La présente Convention sera communiquée à la Société des Nations.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Mariánské Lázně le trente et un août mil neuf cent vingt deux.

(L. S.) D^r EDOUARD BENÈS.

(L. S.) NIK. P. PACHITCH.

ANNEXE III

Convention d'alliance défensive entre le Royaume de Roumanie et la République Tchécoslovaque. signée à Bucarest le 23 avril 1921.

(Société des Nations : *Recueil des traités*, volume VI, n^o 155).

Fermement résolu de maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le Pacte de la Société des Nations ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920 entre les Puissances Alliées et Associées d'une part et la Hongrie de l'autre.

Le Président de la République Tchécoslovaque et S. M. le Roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une Convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Tchécoslovaque :

M. Ferdinand Veverka, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Bucarest;

S. M. le Roi de Roumanie :

M. Take Jonesco, son ministre d'Etat au département des Affaires Étrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie contre l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente Convention.

ART. 2

Les autorités techniques compétentes de la République Tchécoslovaque et du Royaume de Roumanie fixeront, d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente Convention, dans une convention militaire à conclure ultérieurement.

ART. 3

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable de l'autre.

ART. 4

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux Gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure qui ont trait à leurs rapports avec la Hongrie.

ART. 5

La présente Convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications (1). Ce terme expiré, chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. Elle restera pourtant en vigueur six mois après la date de la dénonciation,

ART. 6

La présente Convention sera communiquée à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

ART. 7

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double expédition, le 23 avril 1921.

(L. S.) *Signé* : DR FERDINAND VEVERKA.

(L. S.) *Signé* : TAKE JONESCO.

1. L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest le 27 mai 1921.

ANNEXE IV

Protocole concernant la prolongation de la Convention d'alliance défensive conclue à Bucarest le 23 avril 1921, entre la République Tchécoslovaque et le Royaume de Roumanie, signé à Prague le 7 mai 1923.

(Société des Nations : *Recueil des traités*, vol. XVIII, n° 455).

Les résultats de la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921 ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du Président de la République Tchécoslovaque et de S. M. le Roi de Roumanie, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

La Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921, restera en vigueur encore trois ans à partir de l'échange des ratifications du présent protocole (1). Ce terme expiré, elle redeviendra dénonçable suivant les dispositions finales de son article 5.

La Convention militaire conclue conformément à l'article 2 de ladite Convention est prolongée pour la même durée.

Le présent Protocole sera communiqué à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague le plus tôt possible.

1. L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 14 juin 1923.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Prague en double expédition, le sept mai mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) D^r EDWARD BENÈS.

(L. S.) C. HIOTT.

ANNEXE V

Convention défensive entre le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes et le Royaume de Roumanie.

Fermement résolu à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920 entre les Puissances alliées et associée d'une part et la Hongrie d'autre part, ainsi que le traité conclu à Neuilly le 27 novembre 1919 entre ces mêmes Puissances et la Bulgarie, S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et S. M. le Roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une Convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

M. Pachitch, Président du Conseil, ministre des Affaires Étrangères,

S. M. le Roi de Roumanie,

M. Take Jonesco, son ministre des Affaires Étrangères,

lesquels, après avoir examiné mutuellement leurs pleins

pouvoirs et les avoir trouvés en règle, ont conclu les articles suivants :

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie ou de la Bulgarie, ou bien de ces deux puissances contre une des deux Hautes Parties contractantes, dans le but de détruire l'état de choses créé par le traité de Trianon ou de Neuilly, l'autre Partie s'engage à concourir à la défense de la Partie attaquée de la façon déterminée par l'article 2 de cette Convention.

ART. 2

Les autorités techniques du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et du Royaume de Roumanie fixeront d'un commun accord, dans une Convention militaire qui doit être conclue dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente Convention.

ART. 3

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance sans l'avis préalable de l'autre.

ART. 4

En vue d'associer leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'obligent à se concerter dans les questions de politique extérieure concernant leurs rapports avec la Hongrie et la Bulgarie.

ART. 5

Cette convention sera valable deux ans à partir de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chaque Partie contractante aura la faculté de dénoncer la présente Convention, qui restera néanmoins en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

ART. 6

Cette convention sera communiquée à la Société des Nations.

ART. 7

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 7 juin 1921.

Signé : TAKE JONESCO.

Signé : NICOLAS PACHITCH.

Vu : Le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : Le Président de la thèse
G. DE LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris
P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES.

- BENÈS EDWARD. — Le problème autrichien et la question tchèque; thèse, 1908, Université de Dijon.
- CHABOSEAU (A.). — Les Serbes, Croates et Slovènes. Paris, 1919 (Bossard).
- FABRE-LUCE (Alfred). — La crise des alliances. Paris, 1922 (Bernard Grasset, éditeur).
- GAUVAIN (Auguste). — L'Europe au jour le jour, t. XIV. Traités de 1919. Paris, 1923 (Bossard).
- GILLARD (Marcel). — La Roumanie nouvelle. Paris 1922 (Félix Alcan).
- JEAN-DESTHIEUX (F.). — La paix n'est pas faite; II. La Petite Entente; Paris, 1922 (Éditions Bossard).
- LARIVIÈRE (Charles DE). — L'Ukraine et la Petite Entente, Marseille, 1920 (Comité de relations internationales).
- MASARYK (G.-Thomas). — L'Europe nouvelle. Paris 1918 (Impr. Slave).
- MOUSSET (Albert). — La Petite Entente. Paris, 1923 (Bossard).
- Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Paris, 1921 (Bossard).

Questions roumaines du temps présent, par T. Jonesco, D. Hurmuzesco, V. Dimitriu, E. Pangrati, C.-M. Sipsom, J. Gavanesco, D. Négulesco, J. Ursu. Avant-propos de M. Raymond Poincaré. Paris, 1921 (Félix Alcan).

WEISS (Louise). — La République Tchèqueoslovaque. Préface de M. Edward Benès, Paris, 1919 (Payot).

II. — TRAITÉS, CONVENTIONS ET DOCUMENTS DIPLOMATIQUES.

Autriche. — Protocoles relatifs à la reconstruction de l'Autriche (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XII, n^{os} 334-335).

Autriche-Tchécoslovaquie. — Accord politique entre la République fédérale d'Autriche et la République Tchèqueoslovaque, signé à Prague le 16 décembre 1921 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. IX, n^o 257).

Baltique. — Tous les traités et conventions concernant l'Entente baltique et les relations entre les Etats baltes, notamment :

- Accord entre la République de Lithuanie et la République de Pologne relatif à l'établissement d'un *modus vivendi* provisoire en attendant le règlement définitif des relations entre ces deux Etats, signé à Souvalki le 7 octobre 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. VIII, n^o 221).
- Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lithuanie (S. D. N. *Journal officiel*, décembre 1920, supplément spécial, n^o 4).

- Documents diplomatiques concernant les relations polono-lithuaniennes (Ministère des Affaires étrangères de Pologne, t. I, décembre 1918-septembre 1920, Varsovie, 1920).
- Protocole de l'armistice conclu sous les auspices de la commission militaire de contrôle de la Société des Nations et signé par les représentants lithuanien et polonais, à Kowno le 29 novembre 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. IX, n° 243).
- Esthonie et Lettonie : Traité d'alliance défensive, signé à Tallinn le 1^{er} novembre 1923 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XXIII, n° 578).
- Accord politique entre l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie et la Pologne, signé à Varsovie le 17 mars 1922 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XI, n° 296).

BENÈS. — Discours prononcé devant le Parlement Tchécoslovaque le 23 mai 1922 (*l'Europe nouvelle* du 3 juin 1922).

BRATIANO. — La Roumanie et la reconstruction de l'Europe, discours prononcé au Parlement roumain le 29 juillet 1922 (*l'Europe nouvelle* du 26 août 1922).

Burgenland. — Protocole et article additionnel relatifs au règlement de la question de la Hongrie occidentale, signés à Venise le 13 octobre 1921 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. IX, n° 254).

Détroits. — Convention concernant le Régime des Détroits, signée à Lausanne le 24 juillet 1923 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XXVIII, n° 702).

France-Tchécoslovaquie. — Traité d'alliance et d'amitié, signé à Paris le 24 janvier 1924 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XXIII, n° 588).

Hongrie. — Engagements internationaux pris par la Hongrie en ce qui concerne la dynastie des Habsbourg (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XIV, n° 387).

Italie-Yougoslavie. — Traité signé à Rapallo, le 12 novembre 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVIII, n° 477).

— Accord pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920, signé à Rome le 23 octobre 1922 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVIII, n° 478).

— Les accords du 27 janvier 1924 : I. Pacte d'amitié et de collaboration cordiale; II. Protocole additionnel; III. Accord concernant Fiume (*l'Europe nouvelle* du 16 février 1924).

Livre Blanc. — Documents diplomatiques concernant les tentatives de restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie (*l'Europe nouvelle* du 25 septembre 1922).

Pologne-Tchécoslovaquie. — Traité de conciliation et d'arbitrage signé à Varsovie le 23 avril 1925 et traité de commerce signé le même jour (*l'Europe nouvelle* du 13 juin 1925).

Presse. — Statut de la « Petite Entente de la Presse » élaboré et adopté dans la conférence des journalistes roumains, tchécoslovaques et yougoslaves, tenue à

Sinaïa les 15 et 17 août 1925 (*l'Europe nouvelle* du 24 octobre 1925).

Roumanie-Pologne. — Convention d'alliance défensive signée à Bucarest le 3 mars 1921 (S. D. N. *Recueil des Traités*, vol. VII, n° 175).

Roumanie-Tchécoslovaquie. — Convention d'alliance défensive signée à Bucarest le 23 avril 1921 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. VI, n° 155).

— Convention commerciale signée à Bucarest le 23 avril 1921 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XV, n° 397).

— Protocole concernant la prolongation de la convention d'alliance défensive signé à Prague le 7 mai 1923 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVIII, n° 455).

Russie. — Traité de paix entre la Russie et l'Esthonie, signé à Tartu le 2 février 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XI, n° 289).

— Pologne et les Républiques des Soviets de Russie et d'Ukraine : Traité préliminaire de paix et conditions d'armistice, signé à Riga, le 12 octobre 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. IV, n° 101).

— Pologne et les Républiques des Soviets de Russie et d'Ukraine : Traité de paix signé à Riga le 18 mars 1921 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. VI, n° 149).

Salonique. — I. Convention du 10 mai 1914 réglant le transit serbe par voie de Salonique. — II. Convention conclue, le 10 mai 1923, entre le Royaume de Grèce et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (pour régler

le transit par voie de Salonique (*l'Europe nouvelle* du 16 août 1924).

Tchécoslovaquie-Yougoslavie. — Convention d'alliance défensive signée à Belgrade le 14 août 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. VI, n° 154).

— Traité relatif au règlement provisoire des relations commerciales signé à Prague le 18 octobre 1920 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XVII, n° 424)

— Traité d'alliance signé à Mariánské Lázně le 31 août 1922 (S. D. N. *Recueil des traités*, vol. XIII, n° 354).

Traités de paix. — I. Entre les puissances alliées et associées et la Hongrie du 4 juin 1920 (Trianon); II. Entre les mêmes puissances et l'Autriche signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919; III. Entre les mêmes puissances et la Bulgarie signé à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919; IV. Entre les mêmes puissances et l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919; (publications du Ministère des Affaires étrangères, Imprimerie Nationale).

III. — ARTICLES DES REVUES ET DES JOURNAUX.

ALGAZY (E.). — Dans *Le Temps* :

N° du 24 septembre 1920 : La Petite Entente et la Roumanie.

N° du 7 octobre 1920 : La Petite Entente et M. Take Jonesco.

N° du 7 novembre 1920 : La Pologne et la Petite Entente.

N° du 9 novembre 1920 : Les pourparlers pour la Petite Entente.

N° du 16 novembre 1920 : M. Take Jonesco et la Petite Entente.

N° du 30 juillet 1921 : La Roumanie et la Petite Entente.

N° du 15 février 1922 : La Pologne à la Conférence de Gênes.

ANET (Claude). — Le principe des nationalités et l'Europe centrale (*La Revue universelle*, n° du 1^{er} avril 1921).

BADULESCO (Victor V.). — La Roumanie et la Conférence de Gênes (*Le Temps*, 3 mai 1922).

— La Conférence de Lausanne. La question des Détroits (*Le Temps*, 27 décembre 1922).

— La Roumanie et les réparations (*Le Temps*, 29 juillet 1923).

BAINVILLE (Jacques). — Le règne et les idées de Charles I^{er}, empereur d'Autriche (*La Revue universelle*, 15 octobre 1920).

BENÈS (Edouard). — Le problème des petites nations après la guerre mondiale (*Le Monde Slave*, n° de décembre 1925).

BERNUS (Pierre). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 20 août 1922 : L'exemple de la Petite Entente.

N° du 16 août 1925 : M. Skerzynski et le Pacte occidental.

N° du 31 août 1925 : L'Autriche et la question du Pacte.

N° du 5 septembre 1925 : Pacifisme et politique d'annexion.

BRASOVEANU (J.). — Ungaria si conferinta dela Bucuresti (*Dimineata*, 16 mai 1925).

BROU (R. DE). — L'accord polono-tchèque (*Mercure de France*, 1^{er} janvier 1922).

CHAMOREL. — Lettre de Yougoslavie. Les relations avec la Grèce (*Le Temps*, 2 août 1925).

COSMA (Aurel dr). — Am Vorabend der Kleinen Entente-Konferenz (*Temesvarer Zeitung*, 10 février 1926).

DOMBSKI (J.). — La politique orientale de la Pologne : Russie, Pays baltes, Lithuanie, Roumanie (*l'Europe nouvelle*, 13 juin 1925).

DOMINOIS (F.). — Dans *Le Temps* :

N° du 15 février 1921 : La solidarité slave et les Tchécoslovaques.

N° du 12 mai 1922 : La Petite Entente à Gênes.

N° du 12 août 1923 : Après la Conférence de Sinaïa.

— Dans *l'Europe nouvelle* du 2 mai 1925 : La Pologne et la Tchécoslovaquie signent trois traités.

DUNAN (Marcel). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 4 septembre 1920 : La propagande de l'« Anschluss ».

N° du 19 septembre 1925 : Le congrès économique de l'Europe centrale.

N° du 14 mars 1926 : Les relations austro-tchécoslovaques.

EISENMANN (Louis). — Dans *l'Europe nouvelle* :

N° du 29 octobre 1921 : La deuxième équipée de Charles de Habsbourg.

N° du 5 novembre 1921 : La Petite Entente et l'affaire hongroise.

N° du 30 juillet 1921 : La mise en vigueur du traité de Trianon.

N° du 2 décembre 1922 : L'élargissement de la Petite Entente.

N° du 7 avril 1923 : La Petite Entente.

N° du 19 mai 1923 : Le voyage du comte Bethlen.

— Dans *La Vie des Peuples*, n° du 25 août 1920 : La question de Teschen.

GAUVAIN (Auguste). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 11 septembre 1920 : La Petite Entente.

N° du 21 septembre 1920 : Le problème de l'Europe centrale.

N° du 31 mars 1921 : Charles IV en Hongrie.

N° du 22 avril 1921 : Le traité de Trianon.

N° du 9 mai 1921 : Le traité roumano-tchécoslovaque et l'Europe centrale.

N° du 1^{er} octobre 1921 : L'affaire hongroise et l'Italie.

N° du 15 septembre 1921 : Le différend austro-hongrois et les guerres de volontaires.

N° du 24 octobre 1921 : La seconde équipée de Charles IV.

N° du 5 novembre 1921 : L'affaire hongroise et la Petite Entente.

N° du 14 janvier 1924 : La conférence de Belgrade.

N° du 18 janvier 1926 : Le scandale hongrois.

GENTIZON (P.). — Dans *Le Temps* :

N° du 12 octobre 1920 : L'extension de la Yougoslavie.

N° du 3 décembre 1920 : « Tsaribrod » et la politique balkanique.

N° du 30 janvier 1921 : Roumanie et Bulgarie.

N° du 17 avril 1922 : Les bolchevistes et la Bessarabie.

GRZYMATA (J.). — La situation politique dans les Balkans (*l'Est européen*, n° d'août 1925).

HANDELSMAN (Marcel). — La visite de M. Cicerin à Varsovie (*Le Monde Slave*, n° de décembre 1925).

HERBETTE (Jean). — La politique tchécoslovaque (*Le Temps*, 20 octobre 1920).

JONESCO (Take). — La Petite Entente (*La Revue de France* 1^{er} novembre 1921).

LINDER (Colonel). — La Hongrie et le Proche-Orient (*l'Europe nouvelle*, n° du 18 novembre 1922).

L'œuvre de la Petite Entente. — Les Conférences de Marienbad et de Prague, par Philippe Millet; L'Autriche devant La Société des Nations, par L. Eisenmann; Le point de vue tchécoslovaque, par F. Dominois; Le point de vue serbe, par A. Mousset; Le point de vue italien, par B. Crémieux (*l'Europe nouvelle*, 2 septembre 1922).

MARKOVITCH (D^r L.). — Le pacte d'amitié italo-yougoslave et la solution du problème de Fiume (*l'Europe nouvelle*, 16 février 1924).

MILLE (Const.). — Bulgaria si Mica Antanta (*Lupta*, 15 mai 1925).

MILLET (Philippe). — Dans *l'Europe nouvelle* :

N^o du 29 avril 1922 : L'Europe devant l'accord russo-allemand.

N^o du 17 septembre 1921 : Les fautes de l'Entente en Europe centrale.

MONTFORT (H. DE). — Les rapports du gouvernement de Varsovie avec la Petite Entente (*Le Temps*, 14 janvier 1924).

MOUSSET (Albert). — Dans le *Journal des Débats* :

N^o du 25 août 1920 : La « Petite Entente » et la mission de M. Benès à Belgrade.

N^o du 19 août 1920 : M. Benès à Belgrade.

N^o du 1^{er} novembre 1921 : Le rôle de la Grande et de la Petite Entente dans le conflit austro-magyar.

N^o du 23 mars 1922 : La Yougoslavie et l'Autriche : vers une politique de rapprochement.

N^o du 31 août 1922 : Les conférences de Prague-Marienbad.

N^{os} du 30 juillet et du 6 août 1923 : La conférence de Sinaïa.

N^o du 30 octobre 1925 : La conférence de Locarno et l'opinion yougoslave.

N^o du 14 janvier 1926 : La Yougoslavie et les projets de pacte balkanique.

N° du 3 mars 1926 : La signification du voyage de
M. Nintchitch à Rome et à Paris.

— Dans *l'Europe nouvelle* : n° du 28 octobre 1922 : La
Yougoslavie et la crise orientale ; n° du 6 mars
1926 : Les négociations de Rome et de Paris.

MURET (Maurice). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 1^{er} juillet 1921 : L'état d'esprit magyar.

N° du 23 septembre 1923 : Le nouveau conflit entre
la Hongrie et la Petite Entente.

ORMESSON (Wladimir d'). — Dans *Le Temps* :

N° du 26 octobre 1925 : Vue d'ensemble sur Lo-
carno.

N° du 16 mars 1926 : L'Autriche, l'Europe et la
paix.

OUIRIELLE (Pierre de). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 8 septembre 1921 : La Hongrie et la Société
des Nations.

N° du 30 septembre 1921 : L'arbitrage de M. Benès
dans la question de la Hongrie occidentale.

N° du 3 novembre 1921 : La Hongrie, la Grande et la
Petite Entente.

N° du 16 février 1922 : La Grande et la Petite En-
tente.

N° du 6 mai 1923 : L'histoire de la Petite Entente.

N° du 28 février 1924 : Les rapports polono-tchè-
ques.

N° du 14 juillet et du 19 juillet 1924 : La conférence
de la Petite Entente à Prague.

N° du 5 octobre 1925 : La politique tchécoslovaque et la question de la sécurité.

N° du 22 janvier 1926 : La Tchécoslovaquie et le scandale hongrois.

RANKOVITCH (Jika). — La France et la Petite Entente (*La Revue mondiale*, 1^{er} février 1923).

REBOUL (Lieutenant-colonel). — Dans *Le Temps* :

N° du 14 juin 1921 : La propagande allemande en Roumanie.

N° du 23 avril 1922 : L'importance des Petites-Ententes.

RECOULY (Raymond). — La France à la Conférence de Gênes (*La Revue de France*, 1^{er} avril 1922).

ROLLIN (Henry). — Dans *Le Temps* :

N° du 26 novembre 1922 : L'effondrement du bloc balkanique.

N° du 1^{er} décembre 1922 : La Petite Entente et la Russie.

SEISANU (R.). — Unirea Austriei cu Germania e o primejdie pentru pace (*Universul*, 24 mai 1925).

SERBESCO (S.). — Dans le *Journal des Débats* :

N° du 3 décembre 1920 : Les résultats du voyage de M. Take Jonesco.

N° du 13 mars 1921 : La Roumanie et la politique de M. Stambouliski.

N° du 19 novembre 1922 : La Roumanie à la Conférence de Lausanne.

N° du 10 mars 1924 : L'évolution de la politique hongroise.

SKRZYNSKI (Alexandre). — Le rôle de la Pologne en Europe
(*Le Temps*, 13 juin 1925).

SMOGORZEWSKI (Casimir). — Pologne et Roumanie (*Journal
des Débats*, 6 janvier 1926).

SUAREZ (Georges). — Les avatars de Bela Kuhn (*Le Temps*,
8 janvier 1925).

SVEDEK (Jeden). — M. Benès et la « Petite Entente » (*La
Revue de France*, 1^{er} octobre 1922).

VACARESCO (M^{lle} Hélène). — Un discours sur la Petite En-
tente (*La Roumanie nouvelle*, n° du 15 juin 1925).

VELLAY (Ch.). — Un pacte de garantie pour les Balkans
(*l'Europe nouvelle*, n° du 8 août 1925).

IV. — COURS ET CONFÉRENCES.

LAPRADELLE (Geouffre de). — Les traités de paix (Cours
1923-1924).

— La Société des Nations (Cours 1923-1926).

— Le problème de la sécurité (cours 1925-1926).

Les problèmes de l'Europe centrale. — Conférences faites par
MM. Louis Eisenmann, Emile Bourgeois, Etienne
Fournol, Gaston Bouniols, Henri Lorin, A. Du-
maine, Général Weygand, Jules Cambon, Charles
Laurent, Georges Leygues (Félix Alcan, Paris,
1923).

V. — REVUES ET JOURNAUX.

Cuvantul. — Collection 1926 (Bucarest).

Dimineata. — Collection 1922-1925 (Bucarest).

Excelsior. — Collection 1924-1926.

- Journal des Débats.* — Collection 1920-1926.
La Pologne. — Collection 1920-1925.
La Revue de France. — Collection 1921-1923.
La Revue de Paris. — Collection 1920-1921.
La Revue hebdomadaire. — Collection 1920-1921.
La Revue mondiale. — Collection 1920-1923.
La Revue universelle. — Collection 1920-1923.
La Roumanie nouvelle. — Collection 1925-1926 (Bucarest).
La Vie des Peuples. — Collection 1920-1925.
Le Journal des Hellènes. — Collection 1926 (Paris).
Le Monde Slave. — Collection 1925 (Paris, Félix Alcan).
Les Documents politiques, diplomatiques et financiers. — Collection 1924-1926.
L'Est européen. — Collection 1925 (Varsovie).
Le Temps. — Collection 1920-1926.
L'Europe nouvelle. — Collection 1920-1926.
Magyarország. — Collection 1926 (Budapest).
Mercure de France. — Collection 1922.
Nadejdea. — Collection 1923-1926 (Timisoara).
Prager Presse. — Collection 1924-1926 (Prague).
Société des Nations. — Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations. — Collection 1921-1926.
Universul. — Collection 1920-1926 (Bucarest).
Viitorul. — Collection 1920-1926 (Bucarest).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7
PREMIÈRE PARTIE	
L'HISTOIRE DE LA PETITE ENTENTE	
TITRE I. — L'ORIGINE DE LA PETITE ENTENTE. . . .	15
CHAPITRE I. — <i>Les Accords.</i>	20
<i>Section I.</i> — La convention tchécoslovaque-yougoslave	20
<i>Section II.</i> — La convention roumano-tchécoslovaque.	25
<i>Section III.</i> — La convention roumano-yougoslave.	30
<i>Section IV.</i> — Les conventions militaires.	33
CHAPITRE II. — <i>Le rôle et la force de la Petite Entente</i>	35
TITRE II. — L'ACTIVITÉ « DÉFENSIVE » DE LA PETITE ENTENTE.	38
CHAPITRE I. — <i>La première équipée de l'ex-roi de Hongrie.</i>	40
CHAPITRE II. — <i>L'affaire du Burgenland.</i>	50
CHAPITRE III. — <i>La seconde tentative de restauration des Habsbourg.</i>	56

CHAPITRE IV. — <i>La déchéance des Habsbourg et la question dynastique en Hongrie</i>	65
CHAPITRE V. — <i>L'œuvre des sociétés irrédentistes magyares : les incidents de frontière</i>	69
TITRE III. — L'ACTIVITÉ « CONSTRUCTIVE » DE LA PETITE ENTENTE.	
CHAPITRE I. — <i>L'activité économique</i>	77
1 ^o La convention commerciale roumano-tchécoslovaque	78
2 ^o Le traité de commerce tchéco-yougoslave	80
3 ^o Les relations commerciales roumano-yougolaves	82
4 ^o Les rapports économiques avec la Pologne.	82
CHAPITRE II. — <i>L'activité politique</i>	83
Section I. — La Petite Entente devant la Conférence de Gênes.	84
1 ^o Les travaux préparatoires de la Petite Entente.	86
2 ^o La Conférence de Bucarest (février 1922).	88
3 ^o L'entrevue de Bratislava	90
4 ^o La réunion des experts à Belgrade (9-12 mars 1922)	91
5 ^o La Conférence des Etats baltes	93
6 ^o A Gênes	94
7 ^o La Conférence de Belgrade (8 juin 1922).	99
Section II. — Les Conférences de Marienbad et de Prague	101
1 ^o Le renouvellement de la convention tchéco-yougoslave	102

TABLE DES MATIÈRES	293
2 ^o La Conférence de Prague	103
<i>Section III.</i> — Les intérêts de la Petite Entente à la Conférence de Lausanne.	108
<i>Section IV.</i> — La Conférence de Sinaïa.	110
<i>Section V.</i> — La Conférence de Belgrade (janvier 1924).	115
<i>Section VI.</i> — La Conférence de Prague (juillet 1924).	118
<i>Section VII.</i> — La Conférence de Bucarest (9- 11 mai 1925).	123
1 ^o La propagande bolcheviste et la demande du gouvernement bulgare d'augmenter les effectifs militaires.	129
2 ^o La Hongrie et la Petite Entente	131
3 ^o La question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.	133
4 ^o Les entretiens de Florica	141
<i>Section VIII.</i> — L'entrevue de Genève.	142
<i>Section IX.</i> — L'entrevue de Timisoara	142
1 ^o L'affaire des faux billets français.	146
2 ^o Le problème d'un pacte danubien.	148
TITRE IV. — LA « PETITE ENTENTE DE LA PRESSE » .	150

DEUXIÈME PARTIE

L'EXTENSION DE LA PETITE ENTENTE

TITRE I. — L'ÉLARGISSEMENT VERS LA BALTIQUE. . .	156
CHAPITRE I. — <i>L'entrée de la Pologne.</i>	156
<i>Section I.</i> — L'alliance polono-roumaine.	160

<i>Section II.</i> — Les relations polono-tchécoslovaques.	165
1 ^o La convention politique du 7 novembre 1921.	166
2 ^o Le traité de conciliation et d'arbitrage du 23 avril 1925.	169
<i>Section III.</i> — Vers une Quadruple Entente. . . .	175
<i>Section IV.</i> — La Pologne et la Yougoslavie. . . .	177
<i>Section V.</i> — Les modalités de l'adhésion de la Po- logne à la Petite Entente.	179
CHAPITRE II. — <i>Une collaboration avec l'Entente bal-</i> <i>tique</i>	182
 TITRE II. — LA PETITE ENTENTE ET LES BALKANS. .	187
CHAPITRE I. — <i>L'adhésion de la Grèce est-elle possible ?</i>	187
1 ^o Les conditions yougoslaves	191
2 ^o Le point de vue grec	193
CHAPITRE II. — <i>La situation de la Bulgarie.</i>	196
CHAPITRE III. — <i>Diverses propositions et questions re-</i> <i>latives à la stabilisation de la paix dans les Balkans.</i>	203
<i>Section I.</i> — Le problème d'un bloc balkanique.	204
<i>Section II.</i> — L'idée d'un bloc antibolcheviste et la question d'une « Entente balkanique ». . .	205
<i>Section III.</i> — La proposition de M. Rendis, re- lative à l'arbitrage obligatoire dans les Bal- kans	208
<i>Section IV.</i> — L'esprit de Locarno et son exten- sion dans le Proche-Orient.	214
 TITRE III. — LES RELATIONS AVEC L'ITALIE.	219
CHAPITRE I. — <i>Le voyage de Take Jonesco en Italie.</i> .	221

TABLE DES MATIÈRES	295
CHAPITRE II. — <i>Le traité de Rapallo et ses conséquences : le rapprochement italo-tchécoslovaque.</i>	225
CHAPITRE III. — <i>Les accords italo-yougoslaves du 27 janvier 1924.</i>	229
1 ^o Le pacte d'amitié et de collaboration cordiale.	230
2 ^o L'accord concernant Fiume	231
CHAPITRE IV. — <i>Le voyage de M. Nintchitch à Rome et à Paris (février-mars 1926).</i>	235

TROISIÈME PARTIE

LA PETITE ENTENTE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'AVENIR DE LA PETITE ENTENTE.	252
ANNEXES.	263
BIBLIOGRAPHIE.	275

